

futuribles

MARS

- *Réduction du temps de travail et emploi*
- *Impact social des politiques d'environnement*
- *Dossier spécial : les études sur le futur*

ANALYSE-PRÉVISION-PROSPECTIVE

futuribles

Revue mensuelle de l'Association Internationale Futuribles
55, rue de Varenne, 75007 Paris, France – Tél. (1) 222 63 10+

comité d'orientation

Ismâïl S. Abdalla, Michel Albert, Serge Antoine, Göran Backstrand, Bernard Cazes, Michel Crozier, Jacques Durand, François Eck, Mahdi Elmandjra, Emilio Fontela, Claude Guillemin, Paul-Marc Henry, Bertrand de Jouvenel, Edmond Lisle, Daniel Malkin, Éléonora Masini, Henri Mendras, Pierre Massé, Aurelio Peccei, Pierre Piganiol, Jean Saint-Geours, Michel Salomon, Philippe de Seynes, Alvin Toffler, Georges Vedel.

directeur

Hugues de Jouvenel

rédaction

Annick Boïco, Christine de Guébriant, Catherine Torre David

Association Internationale Futuribles
55, rue de Varenne, 75007 Paris, Tél. 222 63 10

abonnements-diffusion

Association Internationale Futuribles
55, rue de Varenne, 75007 Paris, Tél. 222 63 10
Telex : FECPAR 201 220 F

Un an	France	340,00 FF (TVA 4% incl.)
	C.E.E.	340,00 FF
	Etranger	375,00 FF
	Par avion	450,00 FF
Le numéro	40,00 FF TTC	

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de Futuribles.
Tous droits de reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

© Association Internationale Futuribles 1984

Commission paritaire n° 56798 – ISSN 0337 307 X
Imprimerie A.M.P. Paris – Dépôt légal n° 5384103 Mars 1984

Wouter van Ginneken	3	<i>Réduction de la semaine de travail et emploi</i>
Jean-Philippe Barde	37	<i>Les incidences sociales des politiques de l'environnement</i>
David W. Pearce		
Ignacy Sachs	50	<i>Développement local et sorties de crise dans la société industrielle</i>

Forum

Guy Aznar	25	<i>« Les cartes du futur »</i>
Patrice Amade	30	<i>« Comment vivrons-nous demain ? »</i>
Jean Saint-Geours	45	<i>Electronique, emploi et société de l'intelligence</i>

Futur-Informations

57	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
62	<i>Les actualités prospectives</i>

Bibliographie

69	<i>Analyses critiques</i>
----	---------------------------

A. Toffler, *Les cartes du futur*. Commissariat Général du Plan, *Comment vivrons-nous demain ? Colloque de Cerisy, L'auto-organisation. De la physique au politique*. CERI, *Les études et le travail vus par les jeunes*. L. Schwartz, *Pour sauver l'Université*. R. Jacquenod, *Promotion 2000. Une école pour aujourd'hui et pour demain*. G. Ferry, *Le trajet de la formation. Les enseignants entre la théorie et la pratique*. P. Pitaud, *La retraite au féminin*.

78	<i>Comptes-rendus</i>
----	-----------------------

Travail, emploi... déjà paru dans la revue Futuribles

AZNAR, Guy. — «Tous à mi-temps ou le scénario bleu». — n° 48, octobre 1981.

BLANCHARD, Francis. — «Créer un milliard d'emplois d'ici l'an 2000». — n° 62, janvier 1983

COLIN, Jean-François. — «Temps de travail et emploi. Les enjeux d'une réduction de la durée du travail». — n° 48, octobre 1981

DROUET, Dominique; DURAND, Colette; MATHIEU, Hervé. — «Durée du travail et utilisation de l'espace, trois images prospectives». — n° 48, octobre 1981

L'EMPLOI OU L'OBSESSION DU FUTUR. — Paris, Ed. Futuribles, 1977. — 161 p. (Coll. Scénarios pour l'avenir).

FILLION, Alain. — «Perspectives d'emplois dans les services». — n° 41, février 1981

GIROUD, Françoise. — «L'avenir du travail». — n° 35, juillet-août 1980

HAENTJENS, Jean. — «Energie-emploi». — n° 42, mars 1981

HUGONNIER, Bernard. — «Emploi, durée et revalorisation du travail». — n° 12, automne 1977

JEANDON, Jean-Paul, ZARADER, Robert. — «Automation et emploi». — n° 64, mars 1983

JULIEN, Pierre-André. — «A la recherche du travail libre». — n° 56, juin 1982

MELKA, Raymond. — «Quelques remarques sur les prévisions en matière d'emploi en France». — n° 11, été 1977

MISSIKA, Jean-Louis. — «Informatique et emploi: un impact incertain». — n° 36, septembre 1980

ORFEUIL, Jean-Pierre. — «Réflexions sur l'emploi». n° 69, septembre 1983

PASSET, René. — «Temps de travail et volume de l'emploi». — n° 21, mars 1979

PFEIFFER, Lucien. — «Contribution à un plan de lutte contre le chômage». — n° 52, février 1982

POMMIER, Paulette. — «Les comités de l'emploi». — n° 56, juin 1982

RUSTANT, Maurice. — «L'emploi et la durée du travail hier et demain». — N° 4, automne 1975

SCARDIGLI, Victor. — «La durée du travail: quelques comparaisons». — n° 48, octobre 1981

TERIET, Bernhard. — «Temps de travail et partage de l'emploi». Expériences et stratégies». — n° 48, octobre 1981

Réduction de la semaine de travail et emploi

Comparaison entre sept modèles macro-économiques européens

Wouter van Ginneken (1)

La réduction du temps de travail, jadis réalisée grâce au progrès de la productivité, est souvent avancée aujourd'hui comme une solution contre la crise économique et particulièrement la montée du chômage...

Plusieurs gouvernements, et en particulier le Gouvernement français se sont fixés pour objectif de réduire la durée du travail avec l'espoir de parvenir ainsi à un meilleur partage de l'emploi. Mais les effets de ces mesures demeurent très controversées.

Wouter van Ginneken examine ici l'incidence sur le volume d'emploi des réductions du temps opérées sur la semaine de travail. Il présente une analyse critique comparée des modèles macro-économiques établis dans divers pays européens. Examinant ces modèles au regard de quelques grandes variables économiques (productivité, capacité de production, salaires, investissements...), il remarque que les résultats des simulations sont très variables. Les différences tiennent aux hypothèses retenues par les modélisateurs, mais aussi à la manière dont sont appréhendées les réactions des divers acteurs économiques. Tenir compte de ces réactions et de la nature particulière des différents secteurs permettrait, conclut l'auteur, d'améliorer l'impact de la réduction du temps de travail sur l'emploi. Mais attention, cette mesure ne saurait en elle-même résoudre la crise actuelle.

(1) Bureau International du Travail.

Une première version de cet article a été présentée à un groupe d'étude sur les modèles de prévision et le problème de l'emploi qui s'est réuni à Genève sous les auspices du BIT en septembre 1983. L'auteur tient à remercier les personnes ci-après, dont les observations lui ont été fort utiles : M. Allen (Treasury, Londres), M. Bakhoven (CPB, La Haye), M^{me} Cuvillier (BIT), M^{me} Demotes-Mainard (INSEE, Paris), le professeur Fitoussi (Université européenne, Florence), M. Kaeding (CEE, Bruxelles), M. Van Der Hoeven et M. Hopkins (BIT). Cet article a été initialement publié dans la *Revue Internationale du Travail*, vol. 123, n° 1, janvier-février 1984.

La durée du travail a considérablement diminué au cours des cent dernières années. Alors que la semaine normale de travail, à la fin du siècle dernier, atteignait parfois soixante heures, elle est maintenant de quarante heures dans la plupart des pays industriels.

Entre 1960 et 1975, la durée annuelle effective du travail a très fortement baissé dans presque tous les pays européens, la diminution allant de deux cents heures environ pour la France à quelque quatre cents pour l'Italie et les Pays-Bas (2); cette évolution s'est toutefois ralentie depuis le milieu des années soixante-dix. Selon une publication récente de l'OCDE (3), «la réduction de la semaine normale de travail et l'augmentation du nombre de jours de congé payé annuel ont joué un rôle déterminant dans la diminution en longue période de la durée annuelle du travail. Les changements structurels intervenus dans la composition de l'emploi et de l'offre de main-d'œuvre, qui se sont conjugués pour favoriser le développement du travail à temps partiel, ont joué eux aussi un rôle non négligeable.»

C'est l'énorme accroissement de la productivité qui a rendu possibles à la fois la réduction de la durée du travail et l'augmentation des salaires réels. Cependant, depuis la crise pétrolière de 1973, la réduction de la durée du travail trouve une autre justification, celle de concourir à la diminution du chômage.

La plupart des syndicats européens militent en faveur d'une semaine normale de trente-cinq heures et d'une diminution des heures supplémentaires. Plusieurs gouvernements, en particulier le Gouvernement français, se sont fixés le même objectif. D'autres, comme celui de la République fédérale d'Allemagne, concentrent leurs efforts sur l'abaissement de l'âge de la retraite et le prolongement de la scolarité. Les employeurs sont généralement partisans de méthodes de réduction de la durée du travail à caractère plus individuel comme, en particulier, le travail à temps partiel.

De toutes les formes que peut revêtir cette réduction, nous nous bornerons ici à celles qui portent sur la semaine de travail et nous en analyserons les conséquences pour l'emploi. Comme nous l'avons vu, c'est essentiellement par ce moyen qu'on a redistribué jusqu'ici la durée du travail, et il est probable que cette tendance se poursuivra dans l'avenir. Notre objectif est d'en étudier les effets sur l'emploi à partir des estimations de sept modèles macro-économiques mis au point dans divers pays d'Europe occidentale. Plusieurs auteurs (4) ont déjà commenté les résultats de ces modèles. Nous nous

(2) A. Maddison. — *Phases of Capitalist Development*. — Oxford, University Press, 1982. — p. 211.

(3) *Perspectives de l'emploi*. — Paris, OCDE, 1983, p. 42.

(4) Voir Commission des Communautés européennes. — *Mémorandum sur la réduction et la réorganisation du temps de travail*. — Bruxelles, 1982; doc. polycopié COM (82) 809 final. Et R. Cuvillier. — *Vers la réduction du temps de travail?* — Genève, BIT, 1981.

efforcerons d'aller plus loin en les comparant et en tentant de juger la qualité de leurs estimations.

Les modèles macro-économiques présentent un grand avantage : ils permettent d'estimer non seulement les conséquences directes importantes de la réduction de la durée hebdomadaire du travail sur les principales variables économiques, comme le coût de la main-d'œuvre et l'utilisation des capacités, mais aussi ses conséquences « indirectes » sur l'emploi. Il s'agit des effets sur l'inflation, la balance des paiements, l'investissement, la demande globale et le budget de l'Etat.

Mais ces modèles présentent également une faiblesse, celle de ne pouvoir généralement appréhender que les changements qui n'affectent pas la structure. Or, dans plusieurs des simulations que nous étudierons plus loin, la durée de la semaine de travail est ramenée de quarante à trente-cinq heures. Une telle réduction peut fort bien provoquer des changements fondamentaux, notamment dans les comportements en matière de consommation : lorsqu'on dispose de plus de temps libre, on a tendance à consommer davantage. Un autre point faible des modèles macro-économiques tient au fait que leurs équations de comportement sont fondées sur des régressions tirées d'observations faites au cours des dix à vingt dernières années. Ces équations reflètent des comportements « moyens », qui peuvent être très différents de ceux que l'on observe, par exemple en période de récession. Comme nous le verrons, cela est tout particulièrement vrai du comportement en matière d'investissement.

Introduction aux modèles et à leurs résultats

Nous allons examiner les résultats de simulation des modèles suivants :

- a) Treasury (Royaume-Uni) (5) ;
- b) Vintaf (Pays-Bas) (6) ;
- c) FREIA (Pays-Bas) (7) ;
- d) Maribel (Belgique) (8) ;
- e) DMS (France) (9) ;
- f) METRIC (France) (9) ;

(5) R. Allen. — *The Economic Effects of a Shorter Working Week*. — Government Economic Service Working Paper n° 33. — Londres, HM Treasury, 1980.

(6) Centraal Plan Bureau (CPB). — *Centraal economisch plan 1979*. — La Haye, Staatsuitgeverij, 1979.

(7) Sociaal-Economische Raad. — *Advies sociaal-economisch beleid op middellange termijn 1983-1986*. — La Haye, 1982.

(8) Bureau du Plan. — *Effets macroéconomiques d'une réduction accélérée du temps de travail hebdomadaire*. — Bruxelles, 1982 ; doc. polycopié.

(9) G. Oudiz, E. Raoul et H. Sterdyniak. — « Réduire la durée du travail, quelles conséquences ? ». — in *Economie et statistique*, Paris, mai 1979, pp. 3-17.

g) Henize (République fédérale d'Allemagne) (10).

Les tableaux 1 et 2 indiquent, pour chacun de ces modèles, les principaux résultats des estimations relatives à l'emploi. Nous avons dû dresser deux tableaux distincts, parce que certains envisagent un raccourcissement de quatre ou cinq heures de la durée hebdomadaire du travail (voir tableau 1), alors que les autres admettent une réduction d'une ou de deux heures (voir tableau 2). Nous avons également calculé l'élasticité de l'emploi par rapport à la réduction du temps de travail. Le tableau 1, par exemple, montre que, si l'on admet l'hypothèse 1 du modèle Vintaf, l'emploi augmente de 0,067 % pour toute diminution de 1 % de la durée du travail. Il est ainsi possible de comparer les résultats de différents modèles en fonction de différents niveaux de réduction.

Les tableaux montrent les conséquences d'une plus courte semaine à la fois pour l'emploi et pour le chômage. Ces conséquences sont généralement différentes, car une augmentation de l'emploi incite fréquemment certaines personnes à se présenter de nouveau sur le marché. Ce sont en général des «travailleurs découragés» (souvent des femmes), qui renoncent à chercher du travail lorsque le chômage augmente, mais sont disposés à reprendre une activité lorsque de meilleures possibilités d'emploi se font jour.

Pour la plupart des modèles, nous pouvons faire apparaître les estimations d'emploi selon différents jeux d'hypothèses. Les plus fréquentes de ces hypothèses sont une réduction de la durée du travail avec ou sans réduction correspondante des salaires, et s'accompagnant ou non d'une baisse de la capacité de production. Les syndicats ont toujours défendu le principe — affirmé d'ailleurs explicitement dans les instruments de l'OIT (11) — suivant lequel le raccourcissement de la durée du travail n'est acceptable que moyennant le maintien du salaire réel correspondant à une semaine normale, c'est-à-dire moyennant une compensation salariale totale ; cependant, cela ne sera peut-être pas toujours possible dans la conjoncture actuelle. En ce qui concerne la capacité de production, si la semaine de travail est réduite par exemple de 10 %, la durée d'utilisation (qui est définie dans le présent article comme étant la capacité de production) sera également réduite de 10 %, d'où une augmentation des coûts en capital par unité de production. Si, les travailleurs acceptent de travailler en équipes ou par roulement, il est possible de maintenir la capacité de production initiale et d'éviter cette augmentation.

(10) J. Henize. — «Can a Shorter Work Week Reduce Unemployment ? A German Simulation. Study». — *Simulation*, La Jolla, Californie, novembre 1981, pp. 145-156.

(11) Voir la recommandation (n° 116) concernant la réduction de la durée du travail, 1962, paragraphes 4 et 5, et la recommandation (n° 122) concernant la politique de l'emploi, 1964, paragraphe 20. La convention (n° 47) des quarante heures affirme dans son article 1a) que l'application de la semaine de quarante heures⁽¹⁾ ne doit pas entraîner de diminution du niveau de vie des travailleurs.

Tableau 1 — Incidence de la réduction de la durée du travail (supérieure à 8 %) sur l'emploi et le chômage: écart par rapport à la simulation de référence

Modèle	Type de réduction	Hypothèses	Année	Variation de l'emploi			Variation du chômage	
				Nombre (en milliers)	% du total	A la suite d'une réduction de 1 % de la semaine de travail (élasticité)	Nombre (en milliers)	% de la population active
Vintaf (Pays-Bas)	2,5 % par an, 1979-1983 ⁽¹⁾	1. Réduction des salaires ; réduction de la capacité	1983	40	0,8	0,067	- 25	- 0,4
			1988	100	2,0	0,168	- 65	- 1,1
		2. Maintien des salaires ; réduction de la capacité	1983	- 80	- 1,6	- 0,135	55	1,0
			1988	- 115	- 2,3	- 0,193	75	1,2
		3. Réduction des salaires ; capacité inchangée	1983	70	1,4	0,118	- 45	- 0,8
FREIA (Pays-Bas)	2,5 % par an, 1983-1986 ⁽²⁾		1988	115	2,3	0,193	- 75	- 1,2
		4. Maintien des salaires ; capacité inchangée	1983	- 50	- 1,0	- 0,084	35	0,6
			1988	- 105	- 2,1	- 0,177	70	1,1
		1. Réduction des salaires ; réduction de la capacité	1986	60 ⁽³⁾	1,2	0,125	- 45	- 0,8
		2. Réduction des salaires ; capacité inchangée	1986	240 ⁽³⁾	4,7	0,488	- 240	- 4,0
Maribel (Belgique)	2 % par an, 1983-1986 ⁽¹⁾ (s'ajoute à la réduction tendancielle de 1 %)	1. Réduction des salaires ; aucune hypothèse concer- nant la capacité	1986	93	2,7	0,348	- 93	- 2,3
DMS (France)	2,5 % par an, 1982-1986 ⁽⁴⁾ (s'ajoute à la réduction tendancielle)	1. Réduction des salaires ; capacité inchangée	1986	1 200	5,6	0,582	- 550	- 2,2
		2. Maintien des salaires ; capacité inchangée	1986	1 300	6,1	0,633	- 500	- 2,0

(1) Ensemble des travailleurs du secteur de marché.

(2) Ensemble des travailleurs.

(3) Secteur privé seulement.

(4) Ensemble des travailleurs, à l'exception de ceux de l'agriculture, du commerce, de l'immobilier et des services financiers et non marchands.

L'analyse ne porte pas dans tous les cas sur les mêmes catégories de travailleurs. Certains modèles, comme Vintaf et Maribel, se limitent au secteur de marché (à l'exclusion, donc, de l'administration). Les modèles français (DMS et METRIC) prennent en compte seulement les travailleurs des entreprises non agricoles et non financières ; ils excluent donc également les agents de la fonction publique. Les modèles Treasury, FREIA et Henize s'appliquent à la totalité des travailleurs.

Il est important, enfin, de connaître l'année au cours de laquelle on mesure les effets de la réduction. Nous nous sommes efforcé d'homogénéiser ces années dans les tableaux 1 et 2. Cela masque le fait que, pour certains modèles (Treasury et Henize), l'effet initial est supérieur à celui qui se fait sentir après quelques années, alors que c'est l'inverse pour les autres modèles (DMS, Vintaf, FREIA et METRIC). Nous reviendrons plus loin sur les raisons de ces différences.

Il est surprenant de noter que l'élasticité de l'emploi par rapport à la réduction de la durée hebdomadaire du travail varie dans de telles proportions. D'après le modèle Henize, une diminution de 1 % du temps de travail aboutit à une augmentation de l'emploi de 0,6 à 0,8 %. A l'opposé, le modèle Vintaf prévoit même une baisse de l'emploi dans l'hypothèse d'une réduction de la durée du travail avec maintien intégral des salaires. Le modèle Treasury ne prévoit qu'une légère augmentation de l'emploi, même dans l'hypothèse où la Banque d'Angleterre mène une politique monétaire d'accompagnement. Les modèles français, le modèle FREIA et le modèle Maribel prévoient une augmentation substantielle de l'emploi.

Il est également intéressant de comparer les simulations fondées sur une compensation salariale intégrale avec celles qui partent de l'hypothèse inverse. On constate une nette opposition sur ce point. D'après les modèles français et le modèle Henize, les conséquences pour l'emploi sont identiques, qu'il y ait ou non compensation salariale intégrale. Selon les modèles Treasury et Vintaf, en revanche, ces conséquences sont sensiblement supérieures dans l'hypothèse où les salaires ne sont pas intégralement maintenus.

Les simulations recourant à d'autres hypothèses sur la capacité de production aboutissent à des estimations similaires. D'après les modèles Vintaf, FREIA et DMS, le niveau estimé de l'emploi est plus élevé quand la capacité de production est maintenue.

Les effets sur l'emploi

Nous avons vu plus haut que les sept modèles macro-économiques aboutissent à des estimations très différentes en matière d'emploi. Nous allons tâcher d'expliquer ces écarts. Comme il n'est pas possible, dans le cadre d'un article comme celui-ci, de décrire les modèles un par un, nous les compare-

Tableau 2 — Incidence de la réduction de la durée du travail (inférieure à 5 %) sur l'emploi et le chômage : écart par rapport à la simulation de référence pendant la troisième année (1981)

Modèle	Type de réduction	Hypothèses	Variation de l'emploi			Variation du chômage	
			Nombre (en milliers)	% du total	A la suite d'une réduction de 1 % de la semaine de travail (élasticité)	Nombre (en milliers)	% de la population active
Treasury (Royaume-Uni)	Deux heures par semaine ⁽¹⁾	1. Maintien des salaires ; politique monétaire d'accompagnement 2. Maintien des salaires ; politique monétaire stricte 3. Réduction des salaires ; politique monétaire d'accompagnement	200	0,8	0,160	- 150	- 0,6
			60	0,2	0,048	- 40	- 0,2
			350	1,4	0,280	- 260	- 1,0
Hemize (Rép. féd. d'Allemagne)	Deux heures par semaine ⁽¹⁾ (s'ajoute à la réduction tendancielle de 1 %)	1. Aucune compensation salariale 2. Compensation offerte par les employeurs, correspondant aux gains de productivité 3. Compensation offerte par l'Etat, correspondant à l'effet positif net sur ses recettes 4. Compensation intégrale (sous forme de diminution des impôts)	908	3,4	0,680		
			828	3,1	0,620		
			1 007	3,8	0,760		
			1 126	4,2	0,840		
DMS(France)	Une heure par semaine ⁽²⁾	1. Réduction des salaires ; capacité inchangée 2. Réduction des salaires ; réduction de la capacité 3. Maintien des salaires ; capacité inchangée	248	1,1	0,451	- 108	- 0,5
			179	0,8	0,325	- 74	- 0,3
			216	1,0	0,393	- 84	- 0,4
METRIC (France)	Une heure par semaine ⁽²⁾	1. Maintien des salaires ; capacité inchangée	326	1,5	0,593	- 143	- 0,6

(1) Ensemble des travailleurs. (2) Entreprises non financières et non agricoles.

rons sur les points suivants : conséquences pour la productivité ; capacité de production ; salaires et marché de l'emploi ; rôle de l'investissement ; croissance économique, inflation et balance des paiements ; déficit budgétaire.

La productivité

Deux modèles, Treasury et Henize, proposent des hypothèses particulières quant aux effets directs sur la productivité. Ces hypothèses sont fondées sur des études montrant qu'une part importante de l'emploi qui aurait pu être généré par la réduction de la durée du travail est contrebalancée par des gains de productivité et une augmentation des heures supplémentaires. Comme le montre le tableau 3, les effets directs sur l'emploi sont nettement plus forts selon le modèle Henize que selon le modèle Treasury. Ce tableau fait également apparaître que, au départ, la semaine effective de travail n'est pas réduite autant que la semaine «normale», en raison de l'augmentation des heures supplémentaires. Cela signifie aussi que les salaires sont partiellement compensés. A moyen terme, la différence est encore plus prononcée ; le modèle Henize part en effet de l'hypothèse que les gains de productivité n'absorberont que 15 % de la réduction du temps de travail, au lieu des 30 % indiqués au tableau 3 ; autrement dit, 65 % de la réduction se traduiront par la création d'emplois, contre un peu moins de 30 % dans le modèle Treasury.

D'autres modèles, comme DMS, Maribel et METRIC, sont plus perfectionnés. DMS et METRIC déterminent tout d'abord la capacité de production totale C , fondée sur le stock de capital existant k : $C = g(k)$. Les entreprises fixent alors le niveau d'emploi «techniquement optimal» N^* nécessaire à la réalisation de la production prévue Q^a : $N^* = h^{-1}(Q^a)$. Les entreprises n'embaucheront ou ne licencieront des travailleurs qu'après un certain délai, car ces deux opérations sont coûteuses. Selon ces modèles, les entreprises n'embaucheront ou ne licencieront que 20 % du nombre de travailleurs correspondant à la différence entre le niveau d'emploi «techniquement optimal» (N^*) et le niveau effectif au cours de l'année précédente (N^{-1}). A court terme, le niveau de l'emploi est donc déterminé ainsi : $N = f[N^* - (N^{-1}), Q^a]$. En outre, comme la production ne diminue pas, ces modèles font apparaître des «gains de productivité provisoires». A long terme, en revanche, la réduction de la durée hebdomadaire du travail n'entraîne — d'après ces modèles — aucun gain de productivité.

Dans le même ordre d'idées, le modèle Maribel distingue la productivité théorique (*ex ante*) et la productivité apparente (*ex post*). La productivité *ex ante*, objectif que les entreprises se fixent à elles-mêmes, est une fonction de la demande prévue, du niveau d'utilisation du capital et de la productivité effective de l'année précédente. C'est sur ces bases que les entreprises calculent la quantité théorique de main-d'œuvre qui leur est nécessaire. Elles

n'embaucheront pas immédiatement les travailleurs dont elles ont besoin (et ne licencieront pas non plus tout de suite ceux qui sont en surnombre), en raison du coût élevé de ces opérations. Dans une phase initiale, elles pourront donc, en raison de la réserve d'«heures» dont elles disposent, augmenter la productivité apparente grâce à l'intensification du travail existant (le modèle ne prévoit pas d'accroissement relatif des heures supplémentaires et du travail à temps partiel); en d'autres termes, l'emploi théorique augmentera, tandis que le nombre total d'heures travaillées demeurera identique (ou que la production ne baissera pas); dans une phase ultérieure, l'emploi effectif augmentera, tandis que le nombre total d'heures travaillées diminuera.

Tableau 3 — **Absorption de la réduction de la durée du travail (effet à court terme), en pourcentage**

Modèle	Gains de productivité	Accroissement des heures supplémentaires	Accroissement de l'emploi
<i>Treasury</i>			
Secteur manufacturier	30	40	30
État	(50) ⁽¹⁾	25	25
Autres secteurs non manufacturiers	30	40	30
<i>Henize</i>			
Tous secteurs	30	20	50
(1) Changement fictif			

Les hypothèses des deux modèles néerlandais relatives aux conséquences d'une diminution de la durée hebdomadaire du travail sur la productivité sont assez différentes. Selon le modèle Vintaf, la moitié de cette réduction est absorbée par les gains de productivité, sauf dans le secteur agricole. Selon le modèle FREIA, les sept huitièmes environ de la réduction peuvent servir à la création d'emplois.

La capacité de production

Certains auteurs (12) envisagent conjointement la question de la productivité et celle de la capacité de production, en se fondant sur le fait qu'un

(12) Voir, par exemple, J.P. Fitoussi et N. Georgescu-Roegen. — «Structure and Involuntary Unemployment», dans l'ouvrage publié sous la direction de E. Malinvaud et J.P. Fitoussi. — *Unemployment in Western Countries*. — Londres, Macmillan, 1980.

accroissement de la première conduit automatiquement à une augmentation de la seconde. Leur argumentation est juste, mais nous ne la suivrons pas pour une raison pratique. L'accroissement de la productivité étudiée ci-dessus est une conséquence directe de la réduction de la durée du travail, qui peut conduire à des réorganisations, à une amélioration des motivations, à une diminution de l'absentéisme, etc. Dans les modèles que nous examinons ici, la capacité de production est une fonction de la durée d'utilisation des biens d'équipement et, naturellement, des gains de productivité entraînés par les investissements nouveaux. Lorsque la semaine de travail est réduite, la seule façon de maintenir la capacité ou le temps d'utilisation antérieur consiste à établir un système de roulement des effectifs tout en embauchant de nouveaux travailleurs, ou à accepter que ceux qui travaillent déjà fassent plus d'heures supplémentaires. Comme nous l'avons vu plus haut, seuls les modèles Treasury et Henize proposent des hypothèses explicites sur les heures supplémentaires, alors que les autres modèles supposent que celles-ci n'augmenteront pas.

Les salaires et le marché de l'emploi

Les tableaux 4 et 5 montrent que les coûts horaires réels de main-d'œuvre tendent presque toujours à augmenter plus vite que dans la simulation de référence. La différence est évidemment plus importante lorsque les salaires sont intégralement maintenus ; en revanche, le maintien de la capacité de production ne semble jouer aucun rôle. Ces deux tableaux font apparaître également que, en raison principalement de l'inflation, le revenu réel par salarié est le plus souvent inférieur à ce qu'il est dans la simulation de référence, même si, au départ, les salaires sont intégralement maintenus.

Si les coûts horaires réels de main-d'œuvre tendent à augmenter plus vite que dans le cas de la simulation de référence, c'est parce que les salaires suivent habituellement les gains de productivité et parce que la demande de main-d'œuvre est supérieure. Schématiquement, on pourrait dire que la réduction de la durée hebdomadaire du travail conduit à une diminution du chômage, de sorte qu'il se produit des tensions à la hausse sur les salaires. Par voie de conséquence, les investissements tendent à s'accroître, débouchant sur des gains de productivité. Toutefois la manière dont sont fixés les salaires varie beaucoup d'un modèle à l'autre.

Dans le modèle DMS, les salaires horaires sont fonction des prix à la consommation, des tensions sur le marché de l'emploi et de la «capacité de paiement» des entreprises. Cette fonction a été estimée séparément pour onze secteurs. Les salaires ne sont pas toujours ajustés pour tenir intégralement compte de l'inflation, mais ils le sont généralement dans une proportion supérieure à 70-80 %. L'indicateur choisi pour représenter les tensions sur le marché de l'emploi est le logarithme du rapport entre offres d'emploi et

chômage. Enfin, la variable «capacité de paiement» est plus précise, comme facteur déterminant du niveau des salaires, que la variable classique «productivité», car elle mesure la capacité des entreprises d'obtenir de nouveaux crédits et, partant, leur propension relative à accepter les demandes d'augmentation de salaire. Pour le modèle Henize, le rythme d'évolution des salaires est une fonction retardée des offres d'emploi et de l'évolution de la productivité. Le modèle Maribel admet comme hypothèse une indexation intégrale des salaires ; il considère en outre que ceux-ci sont fonction des gains de productivité et du chômage. Pour le modèle Treasury enfin, les salaires sont fonction du chômage. Tous ces modèles posent comme hypothèse qu'une réduction du temps de travail et un accroissement de l'emploi exercent une pression à la hausse sur les salaires.

Les équations de salaires des modèles FREIA et Vintaf sont quelque peu différentes. Elles incorporent une variable de productivité, représentant la production par année de travail. Cependant lorsqu'on retient explicitement l'hypothèse du maintien des salaires, l'incidence de la variable de productivité est éliminée. En théorie, l'évolution des salaires dépend de celle du chômage. Toutefois, comme les simulations de référence prévoient un taux de chômage très élevé, les variations de celui-ci n'ont pas d'effet supplémentaire sur les salaires (13). Ceux-ci sont intégralement indexés sur l'inflation et sur l'augmentation des cotisations patronales de sécurité sociale.

Il semble généralement préférable d'incorporer parallèlement dans les équations de salaires une variable représentant les gains de productivité et une autre représentant les tensions sur le marché de l'emploi. Cependant, cela ne va pas sans difficultés techniques. Tout d'abord, il est de plus en plus difficile de mesurer la productivité. Une part croissante de la population active travaille dans les services ou l'administration, secteurs où cette mesure est presque impossible. La notion introduite par le modèle français DMS — la «capacité de paiement» des entreprises — semble une innovation intéressante. En second lieu, les conséquences des tensions du marché sur les salaires et l'emploi varient dans le temps, comme l'indique une littérature abondante, qui montre que le nombre des chômeurs s'est accru considérablement pour un même nombre d'offres d'emplois, particulièrement au cours des années soixante-dix. Cette évolution traduit apparemment un déséquilibre accru sur le marché de l'emploi, non pas tant entre régions ou qualifications qu'entre les salaires demandés par les travailleurs et ceux qu'offrent les employeurs.

(13) Van Schaik montre que, si l'on tient compte de l'effet de Phillips (tendance à la baisse des augmentations de salaire provoquée par le chômage élevé), les conséquences sur l'emploi sont sensiblement inférieures. Voir A.B.T.M. van Schaik. — «Maken wij er werkelijk meer werk van?». — in *Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, 16 mai 1979, pp. 484-489.

Tableau 4 — Incidence de la réduction de la durée du travail (supérieure à 8 %) sur certaines variables macro-économiques essentielles: écart par rapport à la simulation de référence, en pourcentage annuel moyen										
Modèle	Type de réduction	Hypothèses	Année	Demande finale (en volume)			Salaires			
				Consommation privée	Investissement	Exportations	Production	Coûts horaires réels de main-d'œuvre	Revenu réel par salarié	Prix à la consommation
Vintaf (Pays-Bas)	2,5 % par an, 1979-1983 ⁽²⁾	1. Réduction des salaires ; réduction de la capacité 2. Maintien des salaires ; réduction de la capacité 3. Réduction des salaires ; capacité inchangée 4. Maintien des salaires ; capacité inchangée	1983	-1,8		-1,6	-1,9	0,1	-2,0	0,9
			1983	-1,2		-1,1	-1,1	-0,2	-1,3	0,4
			1983	-0,8		-2,8	-2,3	0,9	-0,5	1,9
			1988	-0,6		-2,0	-1,5	0,2	-0,5	1,1
			1983	-1,7		-1,4	-1,7	0,2	-2,0	0,7
			1988	-1,1		-1,0	-1,0	-0,1	-1,3	0,4
			1983	-0,7		-2,6	-2,1	1,0	-0,5	1,8
			1988	-0,6		-1,9	-1,4	0,2	-0,4	1,0
FREIA (Pays-Bas)	2,5 % par an, 1983-1986 ⁽³⁾	1. Réduction des salaires ; réduction de la capacité 2. Réduction des salaires ; capacité inchangée	1986	-1,0	-1,0	-1,0	-1,5	0,5	-1,5	1,5
			1986	-0,7	-1,0	-0,3	-0,5	0,7	-0,5	0,0
Maribel (Belgique)	2 % par an, 1983-1986 ⁽²⁾ (s'ajoute à la réduction tendancielle de 1 %)	1. Réduction des salaires ; aucune hypothèse concernant la capacité	1986	-0,2	0,0	0,2	-0,2 ⁽⁴⁾	1,2	-1,1	0,3
										-0,4
DMS (France)	2,5 % par an 1982-1986 ⁽⁵⁾ (s'ajoute à la réduction tendancielle)	1. Réduction des salaires ; capacité inchangée 2. Maintien des salaires capacité inchangée	1986	-1,5	0,0	0,6	-0,2	0,2	-1,6	-0,2 ⁽⁶⁾
			1986	-0,1	-2,5	-0,5	-0,3	1,8	-0,4	1,7 ⁽⁶⁾
(1) En pourcentage du revenu national net. (2) Ensemble des travailleurs du secteur de marché. (3) Ensemble des travailleurs. (4) Valeur ajoutée des entreprises. (5) Ensemble des travailleurs à l'exception de ceux de l'agriculture, du commerce, de l'immobilier, et des services financiers et non mar- chands. (6) Prix à la production.										

Le rôle de l'investissement

Comme le montrent les tableaux 4 et 5, lorsque la durée hebdomadaire du travail est réduite, l'investissement croît habituellement moins vite que dans la simulation de référence. Cela est particulièrement vrai du modèle DMS, dans l'hypothèse du maintien intégral des salaires et de la capacité de production initiale. Une réduction proportionnelle des salaires entraîne habituellement une perte d'investissement moindre. Le modèle METRIC fait apparaître un résultat inattendu : celui d'un accroissement de l'investissement, même dans l'hypothèse du maintien intégral des salaires et de la capacité de production.

Ces résultats s'expliquent en grande partie par différentes caractéristiques de la fonction d'investissement. Dans le modèle Henize (qui ne figure pas dans les tableaux 4 et 5), l'investissement est déterminé uniquement par l'effet d'accélération, c'est-à-dire par l'évolution de la demande anticipée. L'indicateur indirect de celle-ci est la variation de la demande au cours de l'année précédente. C'est pourquoi, lorsque les salaires sont intégralement maintenus, les investissements enregistrent une augmentation immédiate et l'emploi, par voie de conséquence, s'accroît lui aussi sensiblement. Un phénomène similaire se produit dans le modèle METRIC ; la fonction d'investissement y joue selon l'effet d'accélération «variable», c'est-à-dire seulement lorsque l'utilisation des biens d'équipement a atteint un certain niveau.

Dans les modèles DMS et Maribel, l'investissement industriel est fonction de quatre grandes variables : le taux de croissance anticipé de la demande finale, les capacités inutilisées, le taux de profit et le taux d'intérêt. Dans l'hypothèse du maintien intégral des salaires (modèle DMS), les exportations vont probablement croître à un rythme plus lent que dans la simulation de référence. En outre, le taux de profit tend normalement à baisser. C'est pourquoi les investissements progressent moins vite que dans la simulation de référence (voir tableaux 4 et 5). Dans l'hypothèse d'une réduction proportionnelle des salaires, l'investissement est plus proche de celui de la simulation de référence, et il ne varie pour ainsi dire pas, que la capacité de production soit maintenue à son niveau ou non. Dans cette dernière hypothèse, cependant, on constate un fléchissement du taux de profit dû à l'accroissement des coûts en capital ; dans la première, l'utilisation du capital diminue, car la demande globale est inférieure à ce qu'elle est dans la simulation de référence.

Dans les modèles Vintaf et FREIA, l'investissement est fonction de la capacité inutilisée, des revenus disponibles provenant des bénéfices et (dans le cas de FREIA) du matériel à remplacer. Le tableau 4 montre que la croissance de l'investissement est inférieure de 1 % à celle de la simulation de référence du modèle FREIA. La raison en est une sous-utilisation accrue du capital.

Tableau 5 — Incidence de la réduction de la durée du travail (inférieure à 5 %) sur certaines variables macro-économiques essentielles: écart par rapport à la simulation de référence, en pourcentage annuel moyen pendant la troisième année (1981)

Modèle	Type de réduction	Hypothèses	Demande finale (en volume)				Salaires		Prix à la consommation	Situation des comptes (en %) du PIB)	
			Consommation privée	Investissement	Exportations	PIB	Coûts horaires réels de main-d'œuvre	Revenu réel par salarié		Balance des paiements	État
Treasury (Royaume-Uni)	Deux heures par semaine ⁽¹⁾	1. Maintien des salaires ; politique monétaire d'accompagnement				- 0,3		0,9	2,6	0,1	- 0,4
		2. Maintien des salaires ; politique monétaire stricte				- 0,6		0,7	2,4	- 0,1	- 0,9
		3. Réduction des salaires ; politique monétaire d'accompagnement				0,3		- 0,4	- 0,3	- 0,1	0,1
DMS (France)	Une heure par semaine ⁽²⁾	1. Réduction des salaires ; capacité inchangée	0,0	0,1	- 0,1	0,0	0,4 ⁽³⁾	- 0,4	- 0,1	0,0	
		2. Réduction des salaires ; réduction de la capacité	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,3	- 0,4 ⁽³⁾	- 0,4	0,1	- 0,1	
		3. Maintien des salaires ; capacité inchangée	0,1	- 0,1	- 0,7	- 0,2	1,0 ⁽³⁾	0,1	0,6	- 0,1	
METRIC (France)	Une heure par semaine ⁽²⁾	1. Maintien des salaires ; capacité inchangée	0,5	0,7	- 0,6	0,3	1,1	0,2	0,3	- 0,3	

(1) Ensemble des salaires.

(2) Entreprises non financières et non agricoles.

(3) Défini comme le salaire horaire moyen divisé par les prix à la consommation.

Le problème majeur, en ce qui concerne les fonctions d'investissement, tient au fait que le modèle ne peut produire de manière endogène ce qu'il est convenu d'appeler les «anticipations». Ces anticipations — qui portent, par exemple, sur la reprise ou la conjoncture économique — suivent une évolution extrêmement irrégulière et sont difficiles à prévoir d'après le passé. La variable à laquelle on recourt pour tâcher de les mesurer est le taux de croissance anticipé de la demande finale. L'application exclusive de cet effet d'accélération (voir les modèles Henize et METRIC) aboutit à une surestimation de l'investissement et de l'emploi. Quand on «corrige» cet effet par l'introduction de variables comme le taux de profit et le taux d'intérêt, un autre problème se pose. En fait, le taux de profit est lui-même lié au développement du marché (taux de croissance de la demande anticipée) et au taux d'intérêt. Il semble donc préférable d'incorporer ces variables dans celle qui représente le revenu provenant des bénéfices, comme le font les modèles Vintaf et FREIA.

La croissance économique, l'inflation et la balance des paiements

Les tableaux 4 et 5 montrent que, dans la quasi-totalité des cas, la croissance du volume de production ou du PNB est plus lente que dans la simulation de référence, particulièrement pour les simulations du modèle Vintaf, dont les estimations annuelles sont parfois inférieures d'environ 2 %. Les estimations des modèles français, belge et britannique sont un peu moins pessimistes. Presque tous les modèles mettent cependant en évidence qu'il est nécessaire de sacrifier la croissance économique à l'emploi quand il y a réduction de la durée du travail hebdomadaire.

Cette nécessité s'explique par les liens entre l'inflation et la croissance économique. Tous les modèles font apparaître une augmentation importante de l'inflation, surtout en cas de maintien intégral des salaires. L'inflation a également tendance à progresser dans l'hypothèse d'une réduction de la capacité de production, car le coût du capital s'accroît.

Le maintien intégral des salaires tend à stimuler les dépenses privées intérieures au détriment des exportations. Dans certains modèles, comme Maribel, FREIA, Vintaf et Treasury, les exportations sont fonction de la demande mondiale projetée (variable exogène) et d'une variable qui exprime la différence entre les prix mondiaux et les prix intérieurs. Dans le modèle DMS, les équations relatives aux exportations de produits industriels tiennent également compte de l'utilisation des capacités. Comme le montrent les tableaux 4 et 5, les exportations ont tendance à progresser à un rythme plus lent que dans la simulation de référence, même dans l'hypothèse d'une réduction des salaires proportionnelle à celle de la durée hebdomadaire du travail. Cependant, la balance des paiements peut être positive, selon la situation des importations. La plupart des modèles, en particulier les modèles

néerlandais, prévoient une détérioration dans l'hypothèse du maintien intégral des salaires. La raison en est l'élasticité positive élevée des importations par rapport aux revenus.

Par ailleurs, il est intéressant de noter qu'on aboutit à une structure de production très différente selon qu'on part de l'hypothèse du maintien ou, au contraire, d'une réduction des salaires. C'est à cette conclusion qu'aboutissent les simulations du modèle Propage, qui propose essentiellement des estimations ventilées par secteur à partir des estimations globales du modèle DMS. Les résultats du modèle Propage montrent que le maintien intégral des salaires fait progresser l'emploi dans le secteur des services, alors que leur réduction exerce une action similaire dans le secteur industriel, davantage tributaire des exportations.

Un autre aspect, d'ordre plus technique, est la spécification des fonctions d'exportation. On part en effet de l'hypothèse que le niveau des exportations dépend exclusivement de la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux ; or, à moyen terme, les facteurs essentiels sont sans doute des éléments comme la technique utilisée, les compétences en matière de gestion et la politique commerciale.

La portée de ces modèles est fortement limitée par le fait qu'ils ne considèrent que les effets pour un pays donné et ne tiennent pas compte de ce que le maintien intégral des salaires dans un pays peut aboutir à stimuler l'emploi dans un autre pays. Pareils effets devraient normalement être particulièrement prononcés à l'intérieur de la Communauté européenne. Une autre hypothèse n'a pas été examinée : celle où la durée hebdomadaire du travail serait réduite simultanément dans tous les pays de la Communauté (14). Dans une telle hypothèse, la position concurrentielle de chacun des pays membres demeurerait inchangée. Si l'on considérait la Communauté européenne comme un ensemble économique fermé et si la durée hebdomadaire du travail était réduite en même temps dans tous les pays membres, un système de compensation salariale — quelles qu'en soient les modalités — pour-

(14) La Communauté européenne dispose d'un modèle macroéconomique — Comet III — qui prend en compte l'ensemble des pays membres. Ce modèle a permis de simuler la réduction de la durée du travail dans tous les pays membres en même temps. Comet III, qui est moins perfectionné que les modèles nationaux étudiés plus haut, donne des résultats inattendus. Il n'existe pour ainsi dire aucune différence entre les effets sur l'emploi de mesures nationales prises séparément et ceux de mesures concertées sur le plan international en vue de diminuer la durée du travail. La raison principale en est que l'accroissement de l'inflation entraîné par la réduction de la durée du travail est exporté d'un pays à l'autre. Ce résultat ne varie pas, quelle que soit l'hypothèse émise en matière de compensation salariale ou de capacité de production. En revanche, les répercussions sur l'emploi atteignent leur niveau maximal dans l'hypothèse où les salaires ne sont pas intégralement maintenus et où la capacité de production initiale est conservée. Voir Commission des Communautés européennes. — *Selected Working Papers Concerning Quantitative Projections Prepared for the fifth Medium-Term Economic Policy Programme, 1981-1985*. — Bruxelles, 1981. — Working Paper 8 : «A Reduction in Working Hours».

Les attitudes à l'égard du temps de travail

Concernant votre travail et votre rémunération, préféreriez-vous :

— Travailler un temps plein normal pour une rémunération normale	49,1 %
— Travailler un peu plus pour une rémunération plus importante	13,5 %
— Travailler un peu moins (par exemple 37 heures au lieu de 40 heures) pour une rémunération un peu moindre	18
— Travailler vingt à trente heures par semaine pour une rémunération correspondante	10,1 %
— Travailler à mi-temps pour une rémunération réduite de moitié	5,4 %
— Sans opinion	4 %

Source : Enquête COFREMCA

futuribles

rait avoir des conséquences plus favorables sur l'emploi. Il stimulerait la demande intérieure sans entraîner nécessairement une forte augmentation de l'inflation. Cette tactique aurait toutefois un effet considérable sur les échanges avec les pays extérieurs à la Communauté.

Les déficits budgétaires

D'après les modèles néerlandais et britannique, une réduction de la durée du travail accompagnée d'une réduction proportionnelle des salaires aboutit toujours à une amélioration des finances de l'Etat. La raison en est qu'il se produit une baisse du chômage et, par conséquent, une diminution des prestations de sécurité sociale. Dans les modèles FREIA et Treasury, on constate aussi une baisse des taux d'intérêt, ce qui a pour effet de réduire le service de la dette. Bien que, dans ce cas, les recettes du Trésor soient moindres elles aussi, puisque le montant des impôts sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale est inférieur à ce qu'il est dans la simulation de référence, cette diminution est plus faible que celle des dépenses. Dans l'hypothèse du maintien intégral des salaires, la situation financière de l'Etat se détériore.

Les simulations du modèle DMS, elles, font apparaître en toute hypothèse une amélioration de cette situation. En l'absence de compensation salariale, les recettes du Trésor (impôts directs et indirects, plus cotisations de sécurité sociale) diminuent d'environ 7 %, mais les dépenses de sécurité sociale et les salaires versés aux travailleurs du secteur public baissent respectivement de quelque 12 et 10 % (par rapport à la simulation de référence). S'il y a compensation salariale, l'Etat voit ses recettes s'accroître d'environ 7 à 8 %, et ses dépenses d'environ 5 %.

Plusieurs modèles, comme Vintaf, DMS, METRIC, et Henize, n'établissent aucun lien entre les déficits budgétaires et le taux d'intérêt, non plus

qu'entre le secteur monétaire et le secteur «réel». Dans la conjoncture actuelle, où des taux d'intérêt élevés et la politique monétaire jouent un rôle essentiel, cette lacune pourrait fausser gravement les résultats.

Conclusions

Les résultats des modèles que nous venons d'examiner varient fortement. Comme c'est généralement le cas en économie, il est difficile — et souvent impossible — de les confronter à la réalité. Il s'est cependant produit un événement qui peut nous servir de pierre de touche.

En janvier 1982, le Gouvernement français a réduit la durée légale du travail hebdomadaire de quarante à trente-neuf heures. Une récente étude (15) de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) a permis de constater que cette mesure avait entraîné une réduction presque immédiate d'une heure, au cours des trois premiers mois de 1982, et que les entreprises avaient maintenu intégralement les salaires. D'après cette étude, la réduction du temps de travail avait entraîné, en septembre 1982, la création de 10 000 à 20 000 emplois dans l'industrie, et de 4 000 à 8 000 (surtout à temps partiel) dans le commerce. La simulation opérée par le modèle DMS, à partir de l'hypothèse du maintien intégral des salaires et de la capacité de production, estime le nombre d'emplois créés après un an à 143 000, soit cinq à dix fois plus. Quelles sont les raisons de cette différence ?

Tout d'abord, les résultats ne sont pas entièrement comparables, pour des raisons techniques. L'enquête de l'INSEE a porté uniquement sur les entreprises industrielles et commerciales, tandis que les simulations du modèle DMS concernent l'ensemble des entreprises non agricoles et non financières. Si le champ de l'enquête avait été aussi large, le nombre des emplois nouveaux aurait pu être supérieur de 10 000. De plus, pour l'enquête, on a seulement demandé aux entreprises d'indiquer combien d'emplois avaient été créés. On ne s'est pas préoccupé de savoir si, en raison de la réduction du travail hebdomadaire, elles avaient conservé des travailleurs qu'elles auraient normalement licenciés. Ce phénomène ne peut être chiffré, mais il est peu probable que son importance dépasse celle de la création d'emplois. Si les deux chiffres sont identiques, on aboutit à la création d'environ 65 000 emplois, ce qui est encore inférieur à la moitié de ce que prévoit le modèle DMS. De nouveau, quelles sont les causes de cette différence ?

La principale c'est que les grandes entreprises ne répondent pas à la réduction de la durée du travail de la même manière que les petites. L'étude

(15) O. Marchand, D. Rault et E. Turpin. — «Des 40 heures aux 39 heures ; processus et réactions des entreprises». — in *Economie et statistique*, avril 1983, pp. 3-15.

de l'INSEE montre qu'il existe trois types fondamentaux de réaction, selon la taille de l'entreprise. La première est celle de l'adaptation structurelle, soit par de nouveaux investissements, soit par un recours accru au travail par équipes successives. Ce sont surtout les grandes entreprises, où se pratique déjà ce système d'organisation du travail, qui vont engager du personnel. Certaines entreprises de taille moyenne, qui ont adopté des mesures de ce type, ont éprouvé des difficultés à maintenir leur niveau de production antérieur. Le second type de réaction consiste en une gestion du temps plus stricte (augmentation des cadences, réduction des temps morts, modulation saisonnière des horaires de travail) et en un recours accru à la sous-traitance. Les entreprises qui utilisent ces méthodes embauchent rarement de nouveaux employés, mais peut-être le fait qu'elles recourent davantage à la sous-traitance entraîne-t-il des créations d'emplois dans d'autres entreprises. Le troisième type de réaction, qui est le plus courant, est surtout le fait des petites entreprises ; il consiste à réduire la production et la capacité de production. Dans son étude, l'INSEE fait toutefois remarquer que ces entreprises disposaient déjà de larges capacités inutilisées et que, d'après d'autres sources d'information, leur production n'a pas diminué. Il est pourtant certain que les petites entreprises ont réduit leur capacité de production.

La seconde raison, d'importance bien moindre, tient à une légère augmentation des heures supplémentaires. Comme le montre l'enquête trimestrielle du ministère du Travail, le nombre de personnes faisant des heures supplémentaires est passé respectivement, du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre 1982 (date de l'enquête), de 28,8 à 34,5 % pour les travailleurs manuels et de 16,8 à 20,3 % pour les employés de bureau.

Les sept modèles que nous avons examinés aboutissent à des estimations en matière d'emploi fort dissemblables, et cela parce qu'ils décrivent le comportement des principaux agents économiques de manière dissemblable. La première différence, qui est la plus importante, porte sur le comportement d'investissement ; dans les modèles Henize et METRIC, il est exclusivement fonction de l'augmentation anticipée de la demande (effet d'accélération), alors que les autres modèles incorporent, en tant que variables explicatives, la rentabilité, l'utilisation du capital et le taux d'intérêt. C'est pourquoi les modèles Henize et METRIC prévoient des répercussions aussi fortes sur l'emploi dans l'hypothèse d'un maintien intégral des salaires.

La deuxième différence tient à la manière dont sont caractérisés le marché de l'emploi et la formation des rémunérations. En raison du niveau extrêmement élevé du chômage, les deux modèles néerlandais ne comportent pas de variable représentant les tensions sur le marché de l'emploi. Cela peut entraîner une surestimation des effets à long terme sur l'emploi, car les baisses de salaire résultant de la réduction de la durée du travail ne sont pas contenues par des signes annonçant un resserrement du marché.

La troisième différence porte sur l'action réciproque du secteur monétaire et du secteur «réel». Le modèle Treasury et le modèle FREIA comportent tous deux un «bloc» monétaire distinct où les taux d'intérêt sont déterminés de manière endogène. Dans l'hypothèse d'une compensation salariale intégrale (16), la balance des paiements et les comptes de l'Etat peuvent être tous deux déficitaires. Les deux modèles prévoient alors une hausse des taux d'intérêt ou une diminution du taux de change (seulement pour le modèle Treasury), ce qui rend encore plus difficile pour le pays le financement de son déficit. A moyen terme, cela peut entraîner de sérieuses difficultés pour l'emploi, difficultés qui ne sont pas saisies par les autres modèles.

Une dernière différence explique les résultats optimistes du modèle Henize : celui-ci considère les exportations comme une variable exogène, alors que, pour les autres modèles, elles sont fonction du volume du commerce mondial et de la différence entre les prix extérieurs et les prix intérieurs. C'est pourquoi le modèle Henize part de l'hypothèse que le maintien intégral des salaires ne porte pas atteinte à la capacité de concurrence sur le marché extérieur.

Si les prévisions des sept modèles diffèrent quant aux conséquences sur l'emploi, c'est aussi parce qu'ils se fondent sur des hypothèses (exogènes) différentes au sujet des conditions dans lesquelles se produit la réduction de la durée hebdomadaire du travail. Les choix d'hypothèses les plus courants sont : compensation salariale intégrale/aucune compensation salariale, et capacité de production inchangée/capacité de production réduite ; à quoi s'ajoute l'hypothèse relative aux gains de productivité initiaux et à long terme. Lesquelles de ces hypothèses sont les plus réalistes ?

La Belgique et les Pays-Bas se sont engagés à réduire la durée hebdomadaire du travail sans compensation intégrale des salaires. Les syndicats néerlandais acceptent une réduction proportionnelle des salaires réels contre une réduction du temps de travail, mais les syndicats belges acceptent seulement une réduction partielle. La France n'a pas répété l'expérience consistant à raccourcir d'une heure la durée hebdomadaire légale du travail avec maintien intégral des salaires. Selon un document récent de la Communauté européenne (17), les coûts unitaires de production ne devraient pas augmenter par suite de la diminution sur les coûts de la durée du travail. La recommandation formulée dans ce document porte non seulement sur les conséquences de cette diminution sur les coûts de main-d'œuvre, mais aussi sur les coûts en capital. En revanche, elle autorise des baisses de salaire moins que

(16) Bien que le modèle FREIA n'indique pas de tels résultats, sa structure est telle qu'on pourrait les attendre dans l'hypothèse du maintien intégral des salaires.

(17) Commission des Communautés européennes. — *Projet de recommandation du Conseil sur la réduction et la réorganisation du temps de travail*. — Bruxelles, 1983 ; doc. COM (83) 543 final.

proportionnelles, pour autant que la réduction de la durée du travail conduise à un accroissement de la productivité.

La plupart des simulations proposent également un choix d'hypothèses concernant la capacité de production ; selon les cas, celle-ci est soit réduite proportionnellement à la durée du travail, soit maintenue à son niveau précédent. L'étude française sur la semaine de trente-neuf heures (voir note 15) et le document du Conseil économique et social des Pays-Bas (voir note 7) relèvent tous deux que, en fait, les entreprises se répartissent de manière assez égale entre ces deux extrêmes. Les grandes entreprises qui utilisent déjà le travail par équipes sont certaines de pouvoir maintenir leur capacité de production et accroître leurs effectifs. Les petites entreprises ne sont pas en mesure d'engager de nouveaux salariés, et doivent donc diminuer leur capacité de production. Peu d'entreprises ont été amenées à introduire le travail par équipes par suite de la réduction de la durée du travail.

Toutes ces observations mettent en évidence la nécessité de disposer de modèles qui ventilent les secteurs économiques selon la taille des entreprises. Cette ventilation devrait se fonder sur des études détaillées des entreprises (ce domaine de recherche n'a pas été exploré jusqu'à présent).

La plupart des modèles prennent pour hypothèse que, à court terme — et, dans une certaine mesure, à moyen terme —, la réduction de la durée du travail entraîne un accroissement de la productivité. Cette hypothèse semble raisonnable, car le raccourcissement de la semaine de travail conduit souvent à une accélération du rythme de travail, à une meilleure utilisation du temps et à une souplesse accrue dans l'emploi de la main-d'œuvre en fonction des besoins de l'entreprise. Presque tous les modèles admettent aussi que toutes les entreprises sont toujours en mesure de maintenir leur niveau de production précédent. Cette dernière supposition, comme le montre l'étude de l'INSEE, est toutefois plus contestable, surtout pour les petites entreprises.

La principale question à laquelle nous devons répondre dans nos conclusions est celle-ci : la réduction de la durée hebdomadaire du travail est-elle une mesure efficace en matière d'emploi ? Dans l'ensemble, les chiffres des tableaux 1 et 2 présentent une image exagérément optimiste de ses effets sur l'emploi. Dans le cas des modèles Henize et METRIC, nous avons vu que la fonction d'investissement réagit d'une manière nettement excessive aux variations de la demande anticipée ; nous avons vu également que les effets sur l'emploi prévus par le modèle DMS sont bien supérieurs à ce qu'ils ont été en réalité en France après que la semaine de travail eût été ramenée à trente-neuf heures. Cette remarque vaut sans doute également pour les autres modèles qui, eux non plus, ne font pas de distinction selon la taille des entreprises. Quant à l'hypothèse suivant laquelle la capacité de production diminue de manière significative — moins toutefois que proportionnellement à la réduction de la durée du travail —, elle nous est apparue correspondre à

la réalité. Enfin, les modèles diffèrent dans leur réponse à la question des conséquences d'un maintien intégral des salaires sur l'emploi. Les modèles français ne constatent aucune différence selon que l'on admet l'hypothèse d'une compensation intégrale ou au contraire d'une absence totale de compensation, alors que les modèles néerlandais et britannique arrivent à la conclusion inverse. Compte tenu de l'expérience française de la semaine de trente-neuf heures et du fait que, dans les modèles français, la compensation salariale intégrale est sans conséquence pour le taux d'intérêt (par la voie du déficit budgétaire), nous accorderions volontiers quelque crédit aux résultats des modèles néerlandais et britannique. Autrement dit, une réduction de salaire importante (mais peut-être moins que proportionnelle à celle de la semaine de travail) aurait toutes chances d'entraîner les effets les plus importants sur l'emploi.

Les répercussions de la réduction de la durée hebdomadaire du travail sur l'emploi peuvent être améliorées de différentes façons. Tout d'abord, il paraît nécessaire de négocier cette réduction au niveau européen. Une proposition en ce sens a été faite récemment par la Commission des Communautés européennes dans un projet de recommandation au Conseil des ministres. Il y est affirmé que la réduction et la réorganisation du temps de travail peuvent contribuer à améliorer la situation de l'emploi si, entre autres conditions, les coûts unitaires de production ne sont pas augmentés (17). En second lieu, on peut accroître les effets sur l'emploi en contenant le nombre des heures supplémentaires dans des limites raisonnables. Il est normal que ce nombre augmente quelque peu dans la période suivant immédiatement le raccourcissement de la semaine de travail ; toutefois, celui-ci ne doit pas servir de prétexte au maintien des heures supplémentaires à un niveau élevé pendant plus d'un an environ.

Enfin, il ne faut pas oublier cette réalité fondamentale qui s'applique aux mesures de réduction de la durée du travail en général : elles peuvent redistribuer le temps de travail et les revenus existants, mais elles ne sauraient les accroître. En d'autres termes, elles ne touchent pas substantiellement aux causes profondes de la crise actuelle de l'emploi.

«*Les cartes du futur*»

Une analyse de Guy Aznar

Connaissez-vous l'histoire du masochiste qui rencontre un sadique ? Fais-moi mal, dit le masochiste. Ce à quoi, méchamment, le sadique répond : «non».

Peut-être Toffler l'avait-il en tête en se lançant dans l'aventure des «Cartes du Futur» (1) où durant deux cents pages il se fait volontairement «mal-mener par un gauchiste», qui se livre à une remise en cause méthodique de ses thèses.

Je n'ai pas eu vraiment l'impression d'un dialogue, mais plutôt d'un monologue alterné, de ce genre de situation où l'écrivain devant sa glace interroge sa jeunesse. De ces conférences où l'on s'énervait que personne ne pose la question qu'on désire. Tant pis, un jour on se fera sa conférence tout seul, devant le magnétophone et sautant alternativement de part et d'autre de la table, on jouera au jeu des questions idéales, permettant de fournir ces réponses claires qui ne viennent jamais en tête qu'après coup, dans le taxi du retour.

Peu importe la convention si elle informe. Qu'en est-il ?

Objectivement, «les cartes du Futur»

n'apportent pas un contenu nouveau par rapport à «La Troisième Vague». Ce n'est pas un nouveau discours, c'est la prolongation du précédent. Une post-face en quelque sorte, qui nécessite d'avoir lu le début, malgré le résumé qui est fait en première partie. Ou peut-être un «digest», plus conceptuel, sans les longues descriptions imagées de la civilisation industrielle qui s'écroule, et de la civilisation nouvelle qui s'annonce.

Un résumé en quelques sortes dans lequel Toffler persiste, insiste, et signe.

A l'heure où de toutes parts, la terre tremble sous les pieds des économies européennes, et en France semble-t-il plus qu'ailleurs, c'est l'occasion de se demander s'il s'agit ou non «des premiers frémissements du séisme économique» que nous prédit Toffler, de la «secousse tellurique» qui va emporter les sociétés industrielles aux archives de l'histoire, vers l'époque où «les cheminées d'usines seront conservées comme des reliques».

Nous ne voyons pas venir la 3^e vague, explique-t-il, pour deux raisons. Parce que nous avons le nez dessus, parce

(1) TOFFLER, Alvin. — *Les cartes du futur*. — Paris, Ed. Denoël, 1983.

que nous la vivons déjà en partie, et d'autre part, parce qu'elle est multiforme, diverse, à mille facettes, ou comme disent les gens savants, structurelle.

«La 3^e vague, c'est l'ordinateur, c'est la révolution biologique... le passage à d'autres formes d'énergie... le nouvel équilibre géopolitique du monde... c'est la carte de crédit, plus les jeux vidéo, plus la stéréo, plus le walkman... à un bout c'est la navette spatiale, à l'autre l'individu en quête de son identité... C'est l'impact combiné de toutes ces forces convergentes qui s'allient pour réduire en miettes le mode de vie industriel qui est le nôtre... et surtout c'est l'accélération du changement qui est le signe de notre temps».

Si «les cartes du futur» ont le mérite salutaire de nous rafraîchir la mémoire sur le contenu du plus grand essai prospectif de ces dernières années, (et du plus populaire, pensez : sept millions d'exemplaires vendus dans le monde !) le livre a l'intérêt, «d'aller plus loin».

Comme la plupart des lecteurs de «la Troisième Vague» je suis sorti de cette baignade du futur, tourné et retourné dans tous les sens, abasourdi, admiratif.

Après la deuxième lecture, je me suis allongé sur la plage pour réfléchir.

Et avant de devenir militant inconditionnel, par réflexe, ou par peur, j'ai eu envie de lever la main pour poser deux ou trois questions de fond, toujours les mêmes d'ailleurs : comment réglez-vous le problème du pouvoir, comment réglez-vous les conflits, votre futur est-il écrit d'avance, que faites-vous des capitalistes et des socialistes, etc.

Le véritable intérêt du livre est là :

c'est de poser et de tenter de répondre, aux questions philosophiques de base, sous-jacentes à un œuvre de ce type.

Le Marx de la troisième vague

«A vingt ans j'étais Marxiste», rappelle Toffler.

Il me semble qu'il le rappelle volontiers et qu'il éprouve le plus grand respect «pour ce géant de la pensée», qui lui évoque «le Bach des fugues, avec toute leur complexité».

«Ignorer Marx dans le monde d'aujourd'hui c'est être à demi-analphabète», écrit-il, précisant que sa réflexion continue de se cristalliser sur les mêmes problèmes que ceux que Marx a analysés, et notamment «la révolution, dans l'acceptation la plus large du terme».

Mais le marxisme poursuit-il s'est trouvé contredit par la «réalité» : l'abondance des années soixante au lieu de l'effondrement attendu après la crise de 21, la non-paupérisation de la classe ouvrière suivant les critères marxistes, la dictature en URSS, etc. Quoi de pire pour une théorie, aux yeux d'un Américain, que d'être contredit par «la Réalité», ce dieu immanent des pragmatistes !

Définitivement, Marx apparaissait comme «un produit de la seconde vague classique» qui raisonnait superbement sur des postulats justes pour son époque mais faux pour la nôtre. C'est là sans doute que s'enracine la vocation inconsciente de Toffler : bâtir un système planétaire, comparable à celui de Marx, mais sur d'autres postulats, dans un nouveau contexte. En somme, rééditer au crépuscule du XX^e siècle ce que Marx a fait pour le XIX^e finissant.

Les grands points du clivage du Tofflerisme avec le Marxisme « anachronique », sont les suivants :

L'économie pour les marxistes est première, le reste n'est que superstructure.

A l'inverse, dans le Tofflerisme, tout est imbriqué. La « technosphère, la biosphère, la sphère du pouvoir et la psychosphère » forment des univers qui se recoupent et se chevauchent, constituant la personnalité d'une société.

De ce fait la lutte des classes, n'est en aucune façon, le moteur du changement. Dire que la lutte des classes est un mécanisme valable « de tous temps et pour toutes les sociétés est une terrible et tragique erreur ». C'est « une des tensions de base de la société », et « étudier l'histoire à partir d'elle, c'est étudier un phénomène complexe à travers un trou de serrure ». « On pourrait aussi bien décrire la société en termes de conflits sexuels ».

Toffler insiste beaucoup sur la dimension de complexité, de chevauchements, entre les sphères de la société, qui ont entre elles « des micro-relations, des meta-relations, des télé-relations », le tout dans un mouvement perpétuel.

L'univers qu'il décrit est sans cesse agité de mouvements comme les particules gravitant autour d'un atome.

Mais, si ce n'est la lutte des classes, qu'est-ce qui les fait bouger ? D'où vient le conflit ?

Qui fait bouger le monde ?

Ou, pourrait-on dire quel est le moteur de l'histoire ?

Très honnêtement, il reconnaît « qu'il manque une théorie du conflit ».

Il la remplace par une théorie du changement entre vagues successives. « Quand une vague de changement historique déferle sur la société, elle entraîne le système dans une direction déterminable ». « Déterminé », le mot-clé est lâché. C'est celui qui pose évidemment le plus de problèmes par rapport à la théorie Tofflerienne.

Pour lui, il est clair qu'il existe une détermination dans la succession des grands systèmes d'organisation sociale.

A la vague agricole a succédé la vague industrielle. A la vague industrielle est en train de succéder la vague qu'il dénomme troisième.

La notion de conflit dès lors est claire. Le seul vrai conflit qui compte est celui qui oppose les tenants du passé (l'équipe n° 2) contre ceux du futur (l'équipe n° 3).

Dans quelque organisation que ce soit on obtient une image fidèle des deux camps en présence : celui de la seconde vague affrontant celui de la troisième ».

« Huxley et Orwell n'ont fait qu'extrapoler le développement linéaire de la seconde vague. Ils n'ont pas prévu le tournant dialectique qu'implique la troisième... » (Mais d'où vient la dialectique ?).

Quel est le destin de l'homme dans ce schéma ? C'est finalement de sentir le déferlement de ces vagues et, au lieu de les freiner, de se couler dans leur mouvement.

Certes, il reconnaît que l'individu a un rôle à jouer dans l'histoire, « son intervention demeure une possibilité ouverte en dépit du jeu du hasard ». Mais plus cyniquement, poursuit-il (et, je crois que cette position est la plus proche de la vérité profonde de Toffler) « je dirais que même si elle ne

sert à rien, nous devons faire comme si notre intervention était efficace... les êtres humains que nous sommes ne saurions être heureux si nous étions persuadés que rien de ce que nous pouvons entreprendre ne compte».

Voilà un genre de pari de Pascal, sur lequel je laisse le lecteur juge.

C'est sur ce point, qui me paraît crucial, que j'ai abordé Toffler à l'occasion de son dernier passage à Paris.

Comment pouvez-vous être aussi sûr de l'avènement de la troisième vague, lui ai-je demandé en substance, alors que vous savez bien comme moi qu'il existe une autre hypothèse, celle d'une société coupée en deux à la Orwell, celle d'une planète coupée en deux, avec d'une part les groupes intégrés au progrès, et d'autre part les exclus, assistés et pris en charge dans des réserves sociologiques, au même titre que les indiens Navajos ?

Toffler répond, argumente, puis enfin se lève, les mains sur le ventre semblant faire jaillir une source d'énergie : « Nous, les Américains, nous sommes optimistes ».

Je crois que la réponse est là : un mélange de déterminisme et de volonté.

Il existe un projet de société qu'il juge positif, c'est sûr c'est évident. Il existe un Nouveau Monde, il existe un nouveau continent à conquérir, il existe une terre promise.

Le seul problème est de décrire la route.

Puis de se battre contre les forces du passé qui retardent la marche. Dès lors, tout est simple.

Toffler est celui qui décrit. Il se perçoit comme un reporter, comme un « révélateur ».

« J'écris parce que lorsqu'il m'arrive d'entre apercevoir un dessein logique qui avait jusque là échappé à tout le monde et qu'il m'est donné de communiquer cette révélation, j'éprouve un tout petit peu le sentiment qu'a dû éprouver le conquistador qui à la cime du Mont-Darien a contemplé le Pacifique pour la première fois ».

La France en retard d'une vague

Quelle résonnance peut avoir cette réflexion dans notre pays qui semble souvent confronté à des réflexions de seconde vague, voire à des structures de première vague, et dont les conflits sociaux renouvellent à propos des robots l'histoire des machines Jacquard dans le textile du XIX^e siècle ? Il paraît clair que notre pays a besoin de lire Toffler.

Qu'on admire ou qu'on réprouve son déterminisme historique, qu'on désire ou qu'on rejette le scénario qu'il décrit, il n'en reste pas moins qu'il se dégage des pages de Toffler, une bouffée de dynamisme, de mouvement, de santé qui change vraiment de l'air compassé de nos journaux quotidiens.

Ergotez, discutez, critiquez, mais ciel, lisez Toffler, changeons de sujet, changeons de débat.

Participons à ce « maelström mental » auquel il nous convie, discutons de ce nouveau consommateur qu'il nous décrit, à mi-temps dans les entreprises, à mi-temps autoproducteur, réfléchissons à « la Nation disloquée » à « la nouvelle personnalité », à la « démocratie du XXI^e siècle » et au « mausolée politique » où dormirons bientôt nos débats archaïques.

Prenons l'air, avec Toffler, c'est l'air du large.

Voulez-vous savoir ce qu'il pense de nous ? Il dit que «La France avance à petits pas et par à-coups».

«Un projet prévoyait la mise en service de 30 millions de terminaux... tous les annuaires seraient électroniques... et puis on décida de conserver les annuaires en papier... c'est comme si l'on arrachait une prise du mur».

«Voici que la France veut intégrer les industries électroniques en un ensemble unique nationalisé... elle souligne qu'elle veut copier le Japon. Ce qui, si c'est vrai, revient à copier les erreurs d'autrui».

«La France veut équiper le tiers-monde en ordinateurs, ce qui est bien... mais une fois de plus, c'est un modèle hautement centralisé».

«La France a une position solide dans plusieurs sciences nouvelles, un mouvement écologique puissant, une opinion publique instruite... ses vraies faiblesses sont sa technocratie élitiste... la place privilégiée qu'occupe la notion de nationalisation, son monopole sur les télécommunications»...

«Néanmoins elle commence à se rendre compte qu'il est exclu qu'elle puisse simplement reconstruire son économie à partir des industries anciennes».

Voilà qui paraît le bon sens.

Commencez par «La troisième vague». Si vous l'avez déjà lu, «Les cartes du Futur» vaut le détour. Il rafraîchit la mémoire et pose de bonnes questions.

Futuribles au Salon du Livre

Futuribles sera présent au Salon du Livre (Paris, Grand-Palais du 23 au 28 mars prochain).

Nous serons contents de vous accueillir à notre stand (n° T11) durant toute la durée du Salon.

« *Comment vivrons-nous demain ?* »

Une analyse de Patrice Amade

Présidé par le député Claude Evin et animé par Guy Roustang (auteur de «Le travail autrement»), le groupe long terme «changements des modes de vie» vient de réaliser un rapport pour le Commissariat Général du Plan sur le thème «Comment vivrons-nous demain?». Ce travail avait pour but d'analyser les mutations qui sont survenues ces dernières années dans le mode de vie des Français et d'imaginer ce que pourrait être sa configuration à l'avenir.

L'un des intérêts de ce rapport réside en particulier dans sa prise en compte simultanée des différents éléments du mode de vie, habituellement traités isolément les uns des autres: pour le groupe, «un mode de vie est un exemple *cohérent* de comportements en relation avec des valeurs et une culture». D'où un travail remarquable de synthèse qui, de prime abord, n'apporte rien de nouveau dans le

détail, mais qui, en assemblant très astucieusement le puzzle, met en évidence des évolutions globales très importantes pour l'avenir de notre société.

La première partie du rapport rappelle les tendances principales qui ont marqué l'évolution des modes de vie au cours des années 1945-1975, les «Trente Glorieuses» de la croissance. Durant cette période, les modes de vie ont été profondément transformés par l'urbanisation, la consommation de masse des produits industriels, le développement du rôle de l'Etat protecteur et éducateur. Toutes les catégories sociales ont été prises dans un puissant mouvement caractérisé notamment par:

- la salarisation et la «tertiarisation» d'une part toujours plus grande de la population;
- le basculement d'activités non

(1) «Comment vivrons-nous demain?» — Rapport du Groupe long terme «Changement des modes de vie». — Rapport préparatoire au IX^e Plan. — Paris, Commissariat Général du Plan, novembre 1983. — Roméo, 181 p.

marchandes traditionnelles dans la sphère des échanges marchands ;

— la diffusion d'un même modèle de consommation ;

— la séparation des temps et des lieux de l'activité quotidienne (travail et loisirs).

Ces tendances se modifient considérablement à partir de 1974-1975, mais cette nouvelle mutation était amorcée avant la crise économique dont elle est relativement indépendante : tel est le diagnostic de la seconde partie du rapport, qui propose une analyse de ces inflexions et de ces ruptures.

Si rupture il y a, c'est manifestement d'abord au niveau des indicateurs économiques, sur lesquels il est inutile d'insister. Le groupe ne croit manifestement pas en une reprise de la croissance, estimant en particulier que la tendance à la suppression d'emplois par le secteur industriel constitue une tendance lourde.

Le groupe consacre par contre de longs développements à la *crise culturelle et sociale* que nous traversons, en particulier à celle du *travail* et de sa place dans la société. D'une part le travail, tel qu'il est encore actuellement organisé fait l'objet d'un phénomène de rejet, d'autant plus qu'avec la montée du chômage il apparaît précaire. D'autre part malgré l'accroissement du taux d'activité féminin, la part du travail s'est réduite considérablement dans le temps de vie de chacun (2).

Ainsi les *loisirs et activités domestiques* prennent-ils une part accrue dans la vie quotidienne des Français. Les loisirs, en premier lieu, semblent s'être privatisés (télévision, sports individuels, repli sur la cellule familiale), alors que la participation aux associations, si elle se développe, touche encore une minorité de la population. Quant aux activités domestiques, notamment le bricolage, elles ont beaucoup progressé, mais plutôt avant le déclenchement de la crise qui paraît les avoir freinées ; il n'empêche, soulignent les auteurs, qu'il y a là une véritable économie domestique qu'il conviendrait de prendre en compte (3).

En réalité, le développement de ces activités traduit la valorisation croissante des activités *autonomes*, le souci d'une indépendance dans l'ensemble des activités quotidiennes, y compris le travail. Pour les nouvelles classes moyennes, celui-ci peut en effet retrouver un sens en n'étant plus séparé du reste de la vie et en permettant lui-même une relative liberté d'exercice et d'organisation de la vie (Cf. G. Aznar, A. Gorz).

L'autre crise manifeste en cette période est celle de la *famille et du couple*. Alors que la famille-institution était restée un îlot de stabilité dans la période précédente, elle est à présent très sérieusement remise en cause au profit d'une grande diversité des formes de la vie familiale : il est fort possible qu'à brève échéance, on

(2) « En 1946, un homme salarié de 20 ans avait la perspective de passer au travail, en moyenne, 33 % environ du temps éveillé dont il disposait jusqu'au jour de sa mort. Cette proportion est tombée à 25 % environ en 1975, puis d'un seul coup à moins de 21 % en 1982 ».

(3) Selon A. Fouquet et A. Chadeau (*Economie et Statistique*, septembre 1981), les Français auraient consacré en 1974 48 milliards d'heures au travail « domestique », contre 41 au travail « formel ». Voir également des mêmes auteurs « Peut-on mesurer le travail domestique », in *futuribles* n° 50, pp. 33-56.

arrive à une situation où seulement la moitié des individus seront mariés légalement. Si cette évolution se produit semble-t-il sans grand traumatisme, il n'en est pas de même en ce qui concerne la modification des rôles respectifs de l'homme et de la femme dans la société, dans la mesure où ce bouleversement oblige à concilier anciens et nouveaux rôles, dans une période transitoire où de nouveaux équilibres ne sont pas encore établis et légitimés.

Ce mouvement général d'autonomisation par rapport aux normes sociétales a d'autres conséquences : extension de l'habitat individuel aux dépens du logement collectif, «rurbanisation» (retour des citadins vers les zones rurales), renouveau associatif et retour au «local», enfin baisse de la confiance accordée aux grandes institutions publiques. «Une crise des représentations de l'avenir dont l'Etat était porteur est maintenant ouverte».

En conclusion de cette deuxième partie, les auteurs étudient les interactions entre la crise économique et la crise sociale et culturelle. Si la montée du chômage a certainement accéléré la «crise du travail», il reste que les mutations socio-culturelles sont relativement autonomes. Par contre, en sens inverse, on peut se demander si à leur tour elles-mêmes ne devraient pas entraîner une restructuration de la demande, davantage centrée sur l'expansion des services en tous genres, de l'information, de la culture et de la communication — c'est le secteur «quaternaire» qui pourrait suppléer aux trois autres secteurs défaillants — ainsi qu'une redistribution des activités productives entre entreprises et ménages.

Toutes ces évolutions décrites au cours de la deuxième partie vont-elles finalement être «digérées» par la machine économique qui pourrait, en particulier grâce aux nouvelles technologies, se remettre à fonctionner selon sa logique antérieure d'ici quelques années ? Les auteurs du rapport n'ont pas voulu tenir ce raisonnement. Pour eux, il s'agit de *la fin d'une époque*, dont il nous faut bien mesurer les défis qu'elle nous propose, en particulier «celui de la désagrégation sociale qui menace». Leur hypothèse est qu'on assiste à une structuration nouvelle du mode de vie, *qui ne se fait plus autour du système productif et de la vie de travail* ; par conséquent, «avoir une politique des modes de vie signifie ne plus en faire une variable simplement dépendante de la vie économique» (sans bien entendu en nier les contraintes).

Dans la troisième partie, ce rapport esquisse les différentes questions fondamentales qui vont se poser en ce qui concerne le mode de vie des Français. Quatre types d'équilibres doivent être trouvés.

Équilibre entre la vie de travail et la vie hors-travail

Même si le travail occupe une place moins exclusive dans l'existence qu'auparavant, il n'en reste pas moins un lieu de vie sociale irremplaçable. Aussi convient-il d'une part, de permettre à chacun d'avoir un emploi, mais aussi d'autre part, d'améliorer la qualité du travail.

En ce qui concerne le premier point, face à l'impossibilité de relancer la production de biens et services marchands, les auteurs souhaitent une politique *de partage du travail*, ce qui

de fait revient à «parier pour une société moins centrée sur la production et la consommation de biens et services marchands, pour explorer les possibilités de développement du temps libre et de l'auto-production». Pour cette raison, il apparaît fondamental, dans le cadre d'une politique de réduction du temps de travail, de s'intéresser autant à ses implications *dans la vie hors-travail* qu'à ses conditions de réalisation dans les entreprises.

Le développement du «temps choisi» doit de toute évidence constituer une priorité pour les pouvoirs publics, mais il est important de ne pas limiter le travail à temps partiel aux tâches d'exécution et... aux femmes. «Tout ce qui pourra être fait pour favoriser le travail à temps partiel des hommes, surtout de ceux ayant des responsabilités, sera donc une contribution importante aux évolutions en cours». Quant à la vie hors-travail, elle se caractérise trop souvent par le vide : «le temps libre se définit plutôt négativement comme temps de non travail, plutôt que comme un temps ayant sa propre densité». Or, il faut que chaque activité, que ce soit dans le travail rémunéré ou dans la vie hors-travail, ait une signification personnelle et sociale et favorise la créativité. D'où l'importance d'une éducation différente à l'école, qui doit favoriser l'expression personnelle et la prise de responsabilité, d'un autre aménagement de l'espace, de techniques de communication adaptées.

En ce qui concerne le second point, à savoir l'amélioration de la *qualité du travail*, elle doit être un autre objectif de base pour les pouvoirs publics. Qualité du travail et de vie hors-travail sont indissociables : il est illusoire

de croire que des loisirs enrichissants pourraient compenser une vie de travail appauvrissante. Il faut relativiser la dimension économique du travail – comme moyen de «gagner sa vie» – pour mettre l'accent sur son rôle en tant qu'activité humaine, lieu de formation des personnalités et des comportements. D'où la nécessité d'une grande vigilance vis-à-vis des nouvelles technologies, dont l'introduction pourrait aggraver la disparité entre qualifiés et non qualifiés.

Equilibre entre l'économie formelle et l'auto-production

Le débat sur l'avenir des modes de vie risque d'être biaisé si on le limite à son aspect économique tel qu'il est retracé dans la comptabilité nationale actuelle. Un travail important devrait être mené pour évaluer l'économie non marchande, analyser ses relations avec l'économie formelle et surtout l'intégrer à sa juste place dans les choix de politique économique. Ainsi, «n'est-il pas artificiel de considérer comme une catastrophe la stagnation des revenus ou leur baisse de 1 %, alors qu'on ne sait rien de l'évolution de la production domestique, estimée entre 32 % et 77 % du PIB en France en 1975» ?.

Une telle prise en compte pourrait montrer, par exemple, qu'une réduction de la durée du travail et des revenus n'est pas nécessairement synonyme de baisse du niveau de vie et de détérioration du mode de vie. *Un autre équilibre du budget familial est possible* avec des revenus moindres, soit qu'on renonce à certains biens, soit qu'on en produise soi-même, soit encore qu'on assiste à un allongement de la durée des biens, soit enfin que

cela procure un équilibre à tout prendre plus satisfaisant... Il faut aussi envisager des *formes diversifiées de production des biens*, les ménages pouvant devenir un véritable agent économique productif ; même si leur efficacité est généralement moindre en termes micro-économiques, il n'en est certainement pas de même au niveau global pour un certain nombre de productions qu'il conviendrait de recenser (cf. les montages en kit, l'auto-entretien, les ateliers de quartier). Enfin, compte-tenu des contraintes actuelles de financement des administrations, on peut envisager un *réaménagement des services collectifs*, qui pourraient être pris en charge partiellement ou totalement par les utilisateurs ; la décentralisation devrait à cet égard permettre de mieux mobiliser les ressources matérielles et humaines, en dépassant l'approche sectorielle, administration par administration.

Equilibre entre le renouveau de la vie locale et la mondialisation des échanges

Il apparaît possible aux auteurs du rapport de concilier l'ouverture sur le monde avec la préservation et la promotion de l'identité de chaque portion du territoire et la reconquête de l'initiative dans le choix des voies spécifiques de son développement. Il est important, dans cette perspective, que «les politiques nationales, régionales et locales de l'avenir ne poursuivent plus les actions centralisatrices, urbanisatrices et homogénéisantes qui prévalaient avant l'ouverture de la crise». Le rapport suggère notamment de laisser s'exprimer librement le mouvement de «rurbanisation», qui d'ail-

leurs peut être un moyen d'obtenir, à travers les activités de construction et d'aménagement, les effets macroéconomiques de relance équilibrée qu'aucune autre action ne permet plus d'obtenir. D'autre part, il faut promouvoir une autre localisation des emplois permettant de *rapprocher le lieu de travail et l'habitat* : correspondant à une aspiration largement partagée, cette option apparaît tout à fait viable techniquement, en particulier avec les nouvelles technologies, et elle peut en outre constituer une source massive de gains de productivité, en réduisant les coûts engendrés par une concentration excessive. Enfin, le rapport propose un nouveau développement des *zones rurales*, notamment grâce au lancement par l'initiative locale de nouvelles activités, appuyées sur les ressources régionales et les nouvelles demandes, exprimées ou latentes, de la population.

Au total, cette réintégration dans l'espace des lieux du travail et de la vie hors travail pourrait être porteuse d'une dynamique nouvelle de la vie collective.

Entre l'individu et l'Etat, quel contrat social ?

Face aux risques d'une société disloquée, dont la crise renforce une certaine tendance à l'individualisme et accentue certaines inégalités, face à la crise de l'autorité et des grandes institutions, il est urgent de procéder, estime le rapport, à «l'invention démocratique des modes de vie». Cela signifie, en particulier pour les pouvoirs publics : apprendre à négocier et à contracter, favoriser la responsabilité et ne recourir à la loi qu'en dernier ressort, former et sensibiliser

(à l'école et après) la population à la maîtrise de sa vie quotidienne. Cette nouvelle culture appelle une nouvelle réflexion sur l'éducation civique.

En conclusion, les auteurs mettent l'accent sur la nécessité d'un débat sur les modes de vie. Il y a des alternatives possibles à la crise économique, culturelle et sociale que nous traversons ; il existe des sorties de crise différentes de celles basées sur le primat de l'économie marchande et des nouvelles technologies — nouvelles technologies dont l'introduction nécessite elle aussi un débat (correspondent-elles à un véritable besoin ? quelles incidences auront-elles sur les conditions de travail ?).

Le rapport ne propose pas un «modèle alternatif» au modèle mis en

œuvre, avec des variantes, par l'ensemble des pays occidentaux. Pour ses auteurs, «en effet, il n'y a pas de bonnes solutions en elles-mêmes. Seules vaudront celles qui seront inventées, expérimentées, acceptées par les citoyens». Il ne s'agit pas de promouvoir un nouveau mode de vie «convivial» ; ce qui importe, c'est d'admettre que «des modes de vie différents peuvent et doivent coexister dans la société française» et de reconnaître, légitimer et soutenir ces différences, sans pour cela créer des ghettos. Dans ce rapport, on ne trouvera donc aucune mesure précise, aucune «recette». Simplement, des pistes qui demandent à être approfondies et des questions qui doivent être posées devant l'opinion et discutées par tous. Et une intuition centrale : *le mode de vie forme un tout.*

GÉNÉRATION 80 GLISSEMENTS D'ÉPOQUE

Depuis la fin des années 70, comment ne ne pas ressentir une modification substantielle des comportements, le déclin d'un « programme de vérité » (Paul Veyne), celui de la modernité ? Hier, le culte des avant-gardes régissait la vie littéraire, esthétique ou politique. Aujourd'hui, nous vivons sur nos réserves et les valeurs acquises coexistent... A pas comptés, nous quittons une ère géologique où les sédimentations mentales se succédaient l'une l'autre, pour une phase de molle turbulence... Pause de l'inventivité ? Non, plutôt glissement d'époque...

par Constantin Byzantios, Paraskévas Caracostas, Michel Crépu, Jacques Goimard, Guillaume Malaurie, Michel Marian, Dominique Millet-Gérard, Norbert Rouland, Barbara Spinelli, Félix Torres et Paul Veyne

Février 1984, 58 F

MAINMISE SUR LA CULTURE ?

L'Etat mécène et les avant-gardes
Mr Lang and Dr Hyde
Professionnels de la culture ou créateurs de légende
Les paradoxes de la musique contemporaine
Les municipalités et le débat culturel
La Maison de la culture de Grenoble

par Jacques Darras, Erhard Friedberg, Claude Gilbert, Yan de Kerorguen, Jean Lebrun, Pierre Mayol, Pierre-Michel Menger, Olivier Mongin, Philippe Urfalino

Mars 1984, 46 F

ESPRIT

19, rue Jacob, 75006 Paris
C.C.P. Paris 1154-51 W
Tél (1) 633.25.45
Spécimen sur demande

	Abonnement : France		Autres pays	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
Ordinaire	360 F	198 F	375 F	204 F
Soutien	500 F	250 F	500 F	250 F
Etudiants	288 F	158 F	300 F	163 F

Les incidences sociales des politiques de l'environnement

Jean-Philippe Barde,
David W. Pearce (1)

On a fréquemment indiqué qu'aux inégalités socio-économiques s'ajoutaient souvent des inégalités «écologiques» tenant au fait que certaines catégories sociales se trouvaient davantage exposées aux pollutions. L'article de J.P. Barde et de D.W. Pearce examine comment les pollutions et nuisances affectent les différentes classes sociales et, partant, quels sont les avantages qu'apportent, pour chacune d'elles, les politiques de protection de l'environnement.

Dépassant la seule analyse des bénéfices physiques, les auteurs examinent ensuite comment sont répercutés les coûts de ces politiques sur les différentes catégories de revenus. Se fondant sur quelques études de cas menées dans divers pays, et particulièrement aux Etats-Unis, les auteurs montrent que les politiques d'environnement avantagent plutôt les pauvres, mais que la répartition de leurs coûts favorisent plutôt les riches... Calculé en termes d'avantages nets, le bilan est donc très nuancé quant à l'incidence sociale de ces politiques dont le caractère plus ou moins redistributif est d'autant plus incertain que les études en Europe sont peu développées.

(1) J.P. Barde est Administrateur à l'OCDE et chargé d'enseignement à l'Université de Paris I. D.W. Pearce est Professeur d'Economie, University College, Londres.
Les opinions exprimées dans cet article sont propres à leurs auteurs.

L'analyse économique des politiques de l'environnement s'attache traditionnellement aux aspects d'efficacité de ces politiques, c'est-à-dire aux moyens d'en maximiser l'avantage net, quelles que soient les couches de la société qui en bénéficient. Faut-il, par ailleurs, se préoccuper des aspects d'équité de ces politiques ?

Aucune réglementation d'environnement n'entend être délibérément inéquitable. Mais il se peut que les mesures adoptées n'aillent pas dans le sens des principes d'équité retenus par la société. Ainsi, une politique de l'environnement, ou certains de ses aspects, peuvent avoir des effets distributifs imprévus qui vont à l'encontre des politiques sociales mises en œuvre. Il se peut également que la prise en compte effective des effets distributifs des politiques de l'environnement risque de nuire à leur efficacité ; on peut alors estimer préférable de corriger les éventuelles inéquités *a posteriori*, par le biais de mesures de redistribution appliquées par ailleurs. Enfin, il faut se demander dans quelle mesure les politiques de l'environnement peuvent être utilisées à des fins sociales pour aider à corriger les inégalités de niveau de vie : n'a-t-on pas coutume de dire qu'aux inégalités socio-économiques viennent s'ajouter des « inégalités écologiques » ?

Que l'on veuille ou non intervenir, il importe de connaître la nature et l'ampleur des effets distributifs éventuels liés à la protection de l'environnement ne serait-ce que pour s'assurer qu'ils ne vont pas à l'encontre des politiques sociales. D'autre part, certaines actions peuvent avoir pour objectif spécifique de favoriser certaines régions ou catégories sociales.

Très peu d'évaluations ont été faites des effets distributifs des politiques de l'environnement et la quasi totalité des données disponibles proviennent des Etats-Unis. Les principaux résultats sont résumés ci-dessous. Soulignons que ces données américaines ne sont pas nécessairement transposables à d'autres pays et doivent être interprétées compte tenu des conditions spécifiques aux Etats-Unis, notamment en matière de répartition de revenus, de fiscalité, d'aménagement du territoire et de structure urbaine.

La répartition des avantages physiques

L'étude de certaines villes des Etats-Unis par Freeman (2) indique une corrélation inverse entre la pollution atmosphérique et les niveaux de revenu. Prenant comme exemple trois villes des Etats-Unis, Freeman constate que les indices de pollution par les particules en suspension sont en étroite corrélation inverse avec les niveaux de revenu dans ces villes. Il en va de même de

(2) Freeman, A.M. — « The Distribution of Environmental Quality », in Kneese, A. et Bower, B. (dir. publ.). — *Environmental Quality Analysis*. — John Hopkins Press for RFF, Baltimore, 1972. — pp. 243-280.

l'indice de pollution par les sulfates. Il est intéressant de noter que cette relation n'est pas la même dans toutes les villes. En effet, l'indice de pollution des particules en suspension est en fait plus faible pour les familles à faibles revenus de Washington que pour les familles de Saint-Louis à revenu élevé. A Kansas City, les indices de pollution due aux sulfates sont aussi systématiquement plus faibles pour toutes les catégories de revenu que pour les tranches de revenu les plus élevées à Saint-Louis ou à Washington. Une autre remarque intéressante de Freeman est que, dans chaque ville, les familles noires sont exposées en moyenne à une pollution atmosphérique plus forte (d'après ces deux mesures) que les autres familles, situées dans la tranche de revenu la plus faible quelle que soit leur race.

Une autre étude sur la répartition des avantages physiques de la réduction des émissions de monoxyde de carbone, d'oxyde d'azote et d'oxydants photochimiques par les véhicules à moteur (en vertu du Clean Air Act des Etats-Unis) ne trouve pas de corrélation globale avec les catégories de revenus (3). Toutefois, si l'on ventile les résultats pour ne considérer *que les zones urbaines*, on constate que le programme d'amélioration favorise nettement les pauvres (c'est-à-dire, qu'à l'origine, ce sont les pauvres qui subissent la plus forte pollution atmosphérique et qui ont donc le plus à gagner, en termes «physiques», d'un programme de réduction de la pollution).

Par contre, une autre étude sur l'exposition à la pollution atmosphérique à Chicago (4) n'a pu déceler aucune relation inverse significative avec le niveau de revenu.

Asch et Seneca (5) constatent que le degré d'exposition aux particules est relativement plus élevé dans les villes où vivent de nombreuses familles à faible revenu et que, même dans un groupe de villes assez large et dans une zone géographique étendue à 23 Etats, le phénomène est toujours le même. Etendant leur analyse au dioxyde d'azote, au dioxyde de soufre et à la concentration de particules dans trois villes, Chicago, Cleveland et Nashville, les auteurs cités examinent les variations à l'intérieur de chaque ville. Leurs conclusions confirment, dans une large mesure, les résultats des comparaisons entre Etats : la répartition de la pollution physique est essentiellement régressive, c'est-à-dire que les pauvres sont les plus touchés. On observe toutefois des variations considérables d'une ville à l'autre, en dépit de l'uniformité de la structure régressive.

On retrouve des résultats similaires dans l'étude que Berry a menée sur la

(3) Harrison, D. — *Who Pays for Clean Air?* — Ballinger, Cambridge, Mass., 1975.

(4) Berry, B.J. — *The Social Burdens of Environmental Pollution*. — Ballinger, Cambridge, Mass. 1977.

(5) Ash, P. et Seneca, J. — «Some Evidence on the Distribution of Air Quality». — *Land Economics*, 54, 1978, 278-257.

présence d'arsenic et de mercure dans l'atmosphère, substances auxquelles les catégories à revenus moyens sont très exposées ; le zinc affecte particulièrement les catégories à haut revenu ; les noirs à faibles revenus sont les plus exposés au cadmium. L'intoxication par les pesticides a tendance à être liée à la présence de rats, phénomène qui se produit surtout dans les zones habitées par des noirs à faibles revenus.

Il convient également de souligner que, dans bien des cas, et dans la plupart des pays, les ménages à faible revenu risquent d'être davantage exposés au bruit : en effet, ils habitent souvent dans des logements situés le long de rues ou d'autoroutes bruyantes de banlieue ou dans des quartiers où se trouvent des ateliers ou des installations industrielles produisant beaucoup de bruit. Il en est souvent de même aux alentours des aéroports. D'après une étude menée en 1977 pour l'Agence pour la Protection de l'Environnement (EPA), il existe une corrélation significative ($-0,61$) entre les niveaux sonores et le revenu annuel moyen des ménages (6). En région parisienne, par exemple, il n'est que de parcourir le boulevard périphérique pour constater que ce sont essentiellement des habitations HLM qui se trouvent en bordure exposées à des niveaux sonores élevés, bien supérieurs aux 65 décibels (A) considérés comme la limite de l'acceptable. Une étude sur l'influence des voies rapides en région d'Ile de France indique que la proportion d'ouvriers résidant en bordure des voies rapides est beaucoup plus forte que pour les professions libérales (7).

En général, les faits observés quant à l'incidence «physique» de la politique de l'environnement donnent à penser que ce sont les pauvres qui ont tendance à être le plus exposés à la pollution. Ceux-ci auraient donc tout à gagner d'une politique de l'environnement. Toutefois, certaines études en Allemagne, tendraient à nuancer cette tendance : dans certains cas, ce sont les catégories à revenus moyens les plus affectées (8). La diversité de ces résultats semble donc indiquer qu'il n'existe pas de modèle général des «inégalités écologiques», celles-ci pouvant varier de ville à ville, de région à région ou selon les domaines, en raison notamment de la diversité des structures socio-démographiques et urbaines.

La répartition des avantages monétaires bruts

Cela étant, si l'on admet que ce sont les catégories à bas revenu qui auraient le plus à gagner, en termes «physique», de la protection de l'envi-

(6) US EPA, *The Urban Noise Survey*, 1977.

(7) Cité dans «Politique de l'Environnement et réduction des inégalités écologiques». — Rapport intérimaire, Ministère de l'Environnement, juin 1983.

(8) Lob, R.E. — «Sozialräumliche Aspekte von Umweltbelastungen in Verflechtungsgebieten von Schwerindustrie und Wohnbebauung». in Lob, R.E. et Wehling, H.W. (eds.). — *Geographie und Umwelt*. — Athenäum, Kronberg, 1977. — pp. 155-181.

ronnement, il se peut que celles-ci n'accordent pas la même valeur que les riches à une amélioration de la qualité de l'environnement ; en effet, un plus bas niveau de revenu influe sur le consentement à payer, de sorte que cette progressivité de la répartition des avantages physiques pourrait être contredite par une régressivité de la répartition des avantages, calculés en termes monétaires.

La difficulté de telles études est qu'il faut disposer d'évaluations *monétaires* des avantages dont on connaît la complexité et la rareté. Les études existantes se réfèrent à des évaluations anciennes des dommages pour les Etats-Unis dans les années 1972-1974.

Des travaux sur la pollution atmosphérique (9) indiquent que l'élasticité-revenu de la demande de qualité de l'environnement est inférieure à l'unité. De fait, l'élasticité-revenu de la demande qui est de l'ordre de 0,35, dans la plus faible tranche de revenu (6 000 dollars au maximum) passe à 0,87 dans les catégories à revenu moyen et retombe à environ 0,60 dans les catégories à revenu élevé. Ces données ne corroborent donc pas la thèse de «l'élitisme» des aspirations en matière d'environnement, mais tendraient plutôt à montrer que l'environnement est d'abord une préoccupation de la classe moyenne. Toutefois, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. En règle générale, ces études traitent surtout des dommages causés par le SO₂ et par les particules, mais négligent les types de dommages qui, d'après des études ultérieures, risquent d'être très importants (par exemple, les pertes de visibilité dues aux oxydants et au SO₂). On peut penser que les avantages obtenus en matière de visibilité sont vraisemblablement favorables aux «riches» qui ont un plus fort consentement à payer pour les améliorations du cadre de vie à prédominance «esthétique».

Parmi les autres études, certaines confirment la thèse de la progressivité, d'autres tendent à prouver une certaine régressivité. On reste donc dans l'incertitude mais on peut se demander si, d'une façon générale, les avantages des politiques de l'environnement, aussi bien en termes physiques qu'en termes monétaires, ne favorisent pas relativement plus les «pauvres».

(9) Gianessi, L., Peskin, H., et Wolff, E. — «The Distributional Implication of National Air Pollution Damage Estimates», in F.T. Juster (dir. publ.). — *The Distribution of Economic Well-Being*. — Ballinger, Cambridge, Mass, 1977. — pp. 201-226.

L'indicateur de progressivité/régressivité est ici défini par l'élasticité-revenu de la demande d'amélioration de l'environnement, formulée comme suit :

Variation en % de la demande d'amélioration de l'environnement

Variation en % du revenu.

On considère que l'amélioration de la qualité de l'environnement est «favorable aux riches» lorsque l'élasticité-revenu est supérieure à l'unité. Par conséquent, une augmentation de 1 % du revenu devrait être associée à un accroissement de plus de 1 % de la demande correspondant au bien considéré. Ainsi, choisit-on l'unité comme seuil.

La répartition des coûts des politiques de l'environnement

Dans le cas de la lutte contre la pollution des automobiles aux Etats-Unis, l'étude de Gianessi et al (10) indique qu'environ 8,2 % du revenu des ménages disposant d'un revenu inférieur à 3000 dollars servent à couvrir le coût de la lutte contre la pollution. Cette incidence sur le revenu provient d'une part de la proportion du revenu affecté par l'augmentation de prix des automobiles moins polluantes (4,8 %) et d'autre part du supplément d'impôt nécessaire au financement des mesures de lutte contre la pollution (3,4 % du revenu).

Le revenu des ménages se trouve donc affecté au double titre des accroissements de prix et de la fiscalité. Cette incidence tombe systématiquement à 2,7 % pour la tranche de revenu située entre 20 000 et 25 000 dollars et à moins de 2 % pour la tranche de revenu supérieure à 25 000 dollars. On peut donc constater une nette régressivité : les ménages à faible revenu assument une plus lourde charge par rapport à leur revenu que les ménages à revenu élevé.

La régressivité de ces coûts est corroborée par d'autres études. Ayant analysé les dépenses consacrées à la lutte contre la pollution en 1972, 1976 et 1980, Dorfman (11) a constaté que, si la répartition des coûts était à peu près égale en 1972, elle devenait nettement régressive en 1980. Cette régressivité s'explique en grande partie par le programme de réduction de la pollution par les automobiles dont le coût peut être interprété comme un impôt frappant toute famille qui possède une automobile. La possession d'un grand nombre d'automobiles par famille dans les catégories à revenu plus élevé ne compense pas cet élément primordial de l'impôt. Par contre, une étude menée en Allemagne (12) tendrait à prouver un effet distributif neutre dans le cas des automobiles. Aux Etats-Unis, les coûts de la réduction de la pollution à la charge des industries apparaissent également régressifs. En revanche, les dépenses fédérales consacrées à la lutte contre la pollution ont été jugées progressives.

(10) Gianessi, L., Peskin, H., et Wolff, E. — «The Distributional Effects of the Uniform Air Pollution Policy in the United States». — *Quarterly Journal of Economics*, mai 1979. — pp. 281-301. Cette étude suppose que les coûts à la charge de l'industrie sont répercutés dans les prix et que les coûts à la charge des pouvoirs publics sont couverts par l'impôt.

(11) Dorfman, R. — «Incidence of the Benefits and Costs of Environmental Programs». — *American Economic Review, Papers and Proceedings*, 67, 1977, 33-340.

Dorfman, N. et Snow, A. — «Who will Pay for Pollution Control ?». — *National Tax Journal*, 27, 1975, 101-115.

(12) Gabriel, H. and Zimmermann, K. — *Strategien zur Regulierung von Automobilemissionen. ökonomische und technische Auswirkungen der Clean Air Amendments (USA) und des Benzinbleigesetzes (BR Deutschland)*. — Hain, Meisenheim, 1978.

D'autres études indiquent également le caractère régressif de la distribution des coûts, quoique l'importance de cette régressivité varie significativement d'une étude à l'autre. Si la conclusion paraît assez claire pour le cas des Etats-Unis, on ne peut guère préjuger de l'extrapolation de ces résultats à d'autres pays. Ainsi, une étude en Allemagne indique que la distribution des coûts de la lutte contre la pollution de certains produits chimiques est neutre ou légèrement progressive (13).

La répartition des avantages nets

D'après les études américaines, il apparaît que si la répartition des avantages bénéficie aux pauvres, la répartition des coûts s'avère par contre favorable aux riches. La question est alors de savoir à qui profitent les *avantages nets*. Toujours pour les Etats-Unis, plusieurs études indiquent un effet net plutôt régressif des politiques de lutte contre les émissions des automobiles.

Dans le domaine de la pollution de l'eau, on constate une redistribution des avantages en faveur des catégories à revenu élevé au détriment des catégories à revenu moyen, tandis que les catégories à faible revenu bénéficient aussi de certains avantages nets (14).

A l'aide d'un modèle général d'équilibre dans lequel les coefficients d'entrées-sorties peuvent varier selon la teneur en soufre des émissions, Johnson (15) évalue l'impact des restrictions imposées en *Suède*, quant à la teneur en soufre du mazout. Il conclut que ces restrictions ont une incidence nette régressive. Que la teneur en soufre soit limitée par l'application d'un impôt ou d'une norme, le coût par ménage est positif pour ces catégories à faible revenu, et négatif (autrement dit il existe des avantages nets) pour les catégories à revenu élevé.

Conclusion

Force est de reconnaître que les incidences sociales des politiques de l'environnement demeurent relativement indéterminées, même dans le cas des Etats-Unis d'où nous parvient la quasi totalité de l'information ; a fortiori pour la France où les études restent à faire. Si la conclusion la plus plausible paraît être celle de la régressivité de l'incidence physique de la pollution

(13) Brandt, U. — «Zur Problematik der Internalisierung negativer externer Effekte. Verursacherversus Gemeinlastprinzip?». — *Zeitschrift für Wirtschafts — und Socialwissenschaften*, 97, 1977. — pp. 251-259.

(14) Collins, R.A. — «The Distributive Effects of Public Law 92-500». — *Journal of Environmental Economics and Management*, 4, 1977. — pp. 344-354.

(15) Johnson, F.R. — «Income Distributional Effects of Air Pollution Abatement: A General Equilibrium Approach». — Discussion Paper 76-5-3, Department of Economics and Commerce, Simon Fraser University, Vancouver, B.C., 1976.

(donc de la progressivité des conséquences physiques de la lutte contre la pollution), l'incidence sociale des effets nets des politiques, évalués en termes monétaires, paraît beaucoup moins claire. A cet égard, le mode de financement des politiques de l'environnement (degré de financement par l'impôt), joue vraisemblablement un rôle déterminant.

Il convient également de noter que les données disponibles ne s'appliquent qu'à la lutte contre la pollution stricto sensu. Or, la protection de l'environnement poursuit d'autres fins telles que la protection de la nature, du «patrimoine» au sens large et la création d'aménités dans les villes. On peut se demander si la poursuite ou le renforcement d'objectifs de qualité de la vie correspondant plus à un souci d'esthétique et d'agrément qu'à un souci de santé publique, ne revêtirait pas un caractère plus «élitiste» bénéficiant ainsi relativement plus aux catégories sociales les plus favorisées qui ont un plus fort consentement à payer.

En tout état de cause, quelle que soit la tendance de ces incidences sociales, on peut penser que leur ampleur réelle demeure limitée en raison de la faible incidence économique globale (de un à deux pour cent du PIB selon les pays) des politiques de l'environnement.

Futuribles, numéro Economie de l'environnement

von MOLTKE, Konrad. — «Économie et environnement»

TRINK, Claude-Emmanuel. — «Le coût de la lutte contre la pollution industrielle»

POTIER, Michel, SIREYJOL, François. — «Coûts et avantages des techniques propres»

MEISSNER, Werner. — «Anti-pollution et emploi»

FAUDRY-BRENAC, Edith. — «Crise et lutte anti-pollution dans l'industrie»

VESSERON, Philippe. — «Conjoncture économique et prévention des nuisances industrielles»

CATY, Gilbert-François. — «Environnement industriel et associations»

Futuribles, n° 44, mai 1981. Le numéro : 25 francs

Association Internationale Futuribles, 55, rue de Varenne, 75007 Paris

Electronique, emploi et société de l'intelligence

Jean Saint-Geours⁽¹⁾

Les progrès techniques en cours sont susceptibles d'entraîner d'importantes transformations à tous les niveaux de l'organisation économique et sociale. Ces transformations font l'objet d'abondantes controverses et donnent lieu à des visions du futur éminemment contradictoires. Souhaitant dépasser l'opposition simpliste entre technophobes et technophiles, Futuribles ouvre ses colonnes à un échange régulier d'opinions.

Après celles d'Alvin Toffler et de Mahdi Elmandjra, publiées en février dernier, voici, exposée en bref, l'opinion particulièrement éclairée de Jean Saint-Geours.

En France, à l'heure actuelle, tous les responsables politiques et économiques sont partisans de mener avec détermination une stratégie de développement des capacités du pays en matière d'informatique. Dans le même esprit, peu de gens s'opposent à l'utilisation intensive des applications modernes de l'informatique — télématique, robotique et bureautique —, aux processus de production industrielle, à l'organisation des activités de service et, plus généralement, à tout ce qui touche au traitement de l'information et à la communication.

A cet égard, que ce soit dans l'industrie des composants et du matériel, dans la recherche fondamentale et appliquée, dans l'élaboration de logiciels

(1) Président Directeur Général du Crédit National — Vice Président de l'Association Internationale Futuribles.

Ce texte est la contribution de J. Saint-Geours à l'ouvrage: *Global Stakes. The Future of High Technology in America*. — Botkin, James. Dimancescu, Dan. Stata, Ray. — Cambridge, Mas, Ballinger Publ. Co., 1982. — 237 p.

appropriés, ou encore dans la réalisation de systèmes ou d'expérimentation, le Gouvernement français manifeste une volonté claire, engage des actions, affecte d'importants crédits budgétaires.

On a jugé une fois pour toutes, semble-t-il, que la participation de la France à une économie internationale fondée sur des échanges libres ne lui permettait pas de ralentir le rythme des progrès techniques, sous peine de perdre sa compétitivité et, en conséquence, de subir une régression définitive de son économie.

Cette orientation est cependant confrontée à un obstacle social et psychologique redoutable, que les autres pays occidentaux connaissent d'ailleurs comme la France : les forces productives sont sous-employées et le chômage s'aggrave chaque jour (plus de 13 millions dans la CEE, plus de 2 millions en France à la fin de l'année 1983) ; or le développement des techniques informatiques tend à créer moins d'emplois dans ses modes de production directe, ou en multipliant les échanges d'information, qu'il n'en élimine dans la plupart des branches industrielles et dans certaines branches du secteur tertiaire où ces techniques s'introduisent.

La robotique est accueillie et s'étend dans la production industrielle de série parce qu'elle permet des gains de productivité importants par l'effet des économies de main-d'œuvre, même s'il y a d'autres raisons à son succès, telles que l'amélioration des conditions de travail ou la difficulté de trouver des ouvriers spécialisés, par exemple.

Il en sera de même de la bureautique, d'autant plus qu'elle apporte aussi un enrichissement des modes de traitement et de circulation des informations, et une amélioration de leur qualité.

L'informatisation de l'accès aux données, l'acheminement en temps réel des opérations physiques ou financières accompagnant la distribution de biens, de services ou de crédits, conduiront au développement des compétences et du savoir-faire dans des secteurs entiers de l'économie : bibliothèques, édition, traitements bancaires. Plus généralement, la télématique, par ses mises en relation directe, supprimera une partie des activités afférentes aux déplacements (transports, hôtels).

Sans doute ne faut-il pas dramatiser à l'excès ces difficultés. Robotique, bureautique, télématique sont génératrices d'activités et d'emplois nouveaux. Dans le champ ouvert, on peut s'attendre à de nombreux «bourgeoisements» nés d'un enchaînement réciproque entre les possibilités offertes par le progrès et de nouveaux besoins... ou de nouveaux désirs. Nous connaissons bien cette complicité entre l'imagination du concepteur et la curiosité du client, lequel contribuera d'ailleurs de plus en plus à cette prolifération de services diversifiés.

Il convient de noter aussi l'apport important de l'électronique et de l'informatique au développement des autres secteurs novateurs, promus en France depuis des décennies par les efforts conjoints de l'Etat, de ses entre-

prises nationales et du secteur privé : la production d'électricité nucléaire, l'aéronautique, les équipements spatiaux (lanceurs et satellites), les télécommunications pour les affaires, l'information scientifique et les spectacles, la défense nationale.

Dans tous ces domaines d'activité, en effet, plus encore qu'aux Etats-Unis, l'initiative privée n'a pu assurer seule les risques et la mobilisation des capitaux. Le Gouvernement français trouve là une justification à la nationalisation des grandes entreprises qui «portent» les progrès qui paraissent vitaux pour l'intérêt national. A cet égard, il n'y a pas novation, mais intensification dans une direction suivie par les gouvernements précédents.

La politique socialiste s'attachera enfin à aider des branches industrielles — machines outils, textiles et habillement, bois, etc. — à retrouver la compétitivité internationale. Or, l'automatisation des processus de production constitue à l'évidence l'un des plus importants instruments de cette modernisation. En ce cas encore, nous assistons — et nous assisterons encore davantage

On a longtemps pensé que les compressions d'emplois dans l'industrie seraient compensées par l'augmentation des emplois tertiaires. Cette vision, un peu simpliste, a été dénoncée par le Groupe de travail «Emplois dans les services» (1) qui soulignait combien les deux secteurs d'activités étaient liés, et montrait que le rythme de croissance de l'emploi tertiaire tendait à se ralentir (2).

Les conclusions issues du groupe spécialisé «Services aux ménages, fonction commerciale et consommation» du IX^e Plan (3) vont dans le même sens. Les prévisions livrées dans ce rapport reposent sur deux hypothèses macro-économiques contrastées : la première a une croissance annuelle moyenne du PIB de + 2 % (H1) et la seconde de + 2,9 % (H2). Partant de ces hypothèses, la création d'emplois en moyenne annuelle est la suivante :

	1970-1980	1980-1983	1983-1988	
			H1	H2
Commerce et réparation automobile	6 510	3 500	6 100	15 000
Hôtels, cafés, restaurants	4 650	2 200	2 400	4 000
Autres services	7 280	2 170	3 440	8 8000
Services rendus aux ménages (hors santé)	18 440	7 870	11 840	27 000

(1) Cf. «Perspectives d'emplois dans les services», in *Futuribles*, n° 41, février 1981.

(2) «Emplois dans les services», Rapport du Groupe de travail du VIII^e Plan. — Paris, La Documentation Française, 1980. — 283 p.

(3) Commissariat Général du Plan. — Rapport du Groupe spécialisé «services aux ménages, fonction commerciale et consommation». — Document ronéo, 1983.

à l'avenir — à une diminution de la quantité de main-d'œuvre employée par unité produite, démarche indispensable pour limiter les victoires de la concurrence étrangère, notamment celles du tiers-monde.

Le bilan de ces phénomènes et de ces politiques risque donc d'être négatif pour l'emploi. Le nombre des chômeurs tendrait encore à s'accroître dramatiquement en France. Pourtant — répétons-le —, il n'est pas question de freiner l'avancement des progrès de l'informatique. Bien plus, l'heure est à l'adoption de stratégies qui permettent de les accélérer et de les exploiter le plus largement. Les réponses au chômage technique ne relèvent donc pas d'opérations de retardement et doivent être trouvées ailleurs.

Les linéaments d'une société nouvelle se dessinent à l'horizon de l'avenir, une société où serait différente la répartition entre les quatre temps de l'homme : formation et apprentissage (*learning*), temps de travail, temps de création et temps de loisir. Aussi bien la France s'efforce-t-elle d'organiser le partage du travail pour créer de l'emploi et de susciter des conditions favorables à une bonne utilisation du temps libre.

Il est probable à cet égard que dans la société d'information et d'informatique la répartition des temps de l'existence évoluera comme suit.

Le temps de la formation et de l'apprentissage devrait augmenter pour répondre à l'élévation du niveau moyen des connaissances exigées pour inventer, organiser et contrôler les productions de biens et de services ; pour répondre aussi à la spécificité croissante des compétences. A plusieurs reprises, dans la durée de son existence, le producteur — dirigeant, cadre, ouvrier, employé — aura à mettre à jour sa spécialité ou à en changer. Et cette exigence pose le problème de sa formation générale, c'est-à-dire, pratiquement, de son aptitude à s'adapter aux conditions changeantes de l'économie. A ce titre, il faut réformer et le contenu de l'enseignement et les modes d'apprentissage, en rompant les barrières entre l'appareil d'éducation et le champ de la vie individuelle et collective.

Le temps de travail sera d'autre part réduit, parce que l'automatisation rendra possible et nécessaire cette réduction, que recommande de surcroît la volonté d'améliorer les conditions d'activité et le bien-être social. C'est aussi un moyen de résorber le chômage par partage du temps employé. L'objectif est d'atteindre 35 heures par semaine en 1985. Mais, en outre, les manières de travailler seront différentes. Il ne sera plus nécessaire de rassembler toujours les «travailleurs» en un même lieu et en même temps. Les activités pourront être décentralisées et successives, plus libres mais, il est vrai, moins «conviviales».

Il est, en troisième lieu, possible — et nécessaire pour l'équilibre psychologique et social — d'attribuer du temps de création à un plus grand nombre de personnes. Au-delà de la seule consommation de produits culturels —

spectacles et objets — il sera bon de susciter leur participation à des activités artistiques, artisanales et techniques jusqu'ici réservées aux spécialistes du métier. Bien entendu, l'extension de l'informatique à toutes les procédures d'accès aux données et de transmission des connaissances peut y contribuer, tout en faisant courir un immense risque d'appauvrissement des langages. Il faut se prémunir de cet appauvrissement. Mais cela ne se décrète pas. Doter souplement les esprits d'un nouvel équipement culturel est une tâche difficile qui suppose certainement des modes nouveaux d'enseignement critique. Et les divers media, intelligemment utilisés, peuvent jouer là un rôle considérable. Quel dieu réussira à en faire des «éveilleurs» et des pédagogues sans les transformer en professeurs ni leur faire perdre le «*common touch*» ?

Enfin, on observe l'extension progressive du temps des loisirs qui s'ouvre non seulement aux moments de création, mais aussi au repos, au voyage, à l'expérience. Nous sommes ici au pied du mur de notre liberté fondamentale, dont il faut se servir de façon individuelle et pratique. Peu d'entre nous y sont préparés. Temps de vie angoissé ou temps de la richesse personnelle ?

Les exigences d'une civilisation nouvelles apparaissent. Doté de tant de facultés et de facilités, l'homme de demain parviendra-t-il à établir de nouvelles raisons d'agir et de communiquer ? Un des aspects fondamentaux de ce problème émerge déjà en France : l'équilibre entre ce qu'il faut conserver de tradition et de continuité, et ce qu'il faut rompre et bouleverser. Dans ce pays, le travail historique de soi sur soi n'a jamais été linéaire. Il y existe depuis longtemps une dialectique du conservatisme et de la révolution. Mais aujourd'hui l'informatique constitue sans doute une rupture sans précédent. Révolution par tous admise, elle peut saper souterrainement les contreforces habituelles au changement. La réponse me paraît appartenir aux institutions politiques, administratives, économiques et sociales, si puissantes et si rigides. Il est nécessaire qu'elles prennent conscience, qu'elles s'adaptent et qu'elles aident à l'adaptation. Il y a de bonnes chances qu'il en soit ainsi. A moins qu'elles ne soient un jour, dans quelques années, comme ce dictateur inamovible d'un roman de Gabriel Garcia Marquez, mort depuis bien longtemps sans que le peuple s'en fût rendu compte.

Développement local et sorties de crise dans la société industrielle

Ignacy Sachs (1)

A toute chose malheur est bon. La crise nous aura réappris un truisme : malgré la mondialisation de l'économie et la transformation de notre planète en «village global», le développement — ou le maldéveloppement — se manifeste en dernière instance là où sont les gens. En ce sens, il ne saurait donc y avoir d'autre développement que le développement local. L'objet de ce colloque porte en réalité sur les leviers du développement local, le rôle des politiques macro capables d'aménager les espaces d'autonomie locale et de susciter au niveau micro la créativité nécessaire pour les occuper, l'articulation aussi entre les espaces décisionnels, du local à travers le régional et le national jusqu'au transnational. En effet, la crise a remis en question un schéma accepté plus ou moins tacitement par presque toutes les écoles de pensée, à savoir qu'il suffisait de bien manier la macropolitique de la croissance économique pour que le microdéveloppe-

ment économique, social et culturel se fasse en quelque sorte automatiquement. La théorie de la «percolation» (*trickling down*) du développement se fondait sur un réductionnisme à deux étages. A un premier niveau, la problématique complexe et multidimensionnelle du développement était ramenée à l'économique. A son tour l'économique s'expliquait et se gérât à partir de modèles mécanicistes de la croissance. L'accumulation et l'investissement constituaient la seule clé du bonheur humain perçu comme un dividende du processus de l'expansion du revenu national.

Le réveil est dur. Aujourd'hui grâce à la crise nous commençons à savoir combien il nous en a coûté d'avoir transformé la croissance économique en une fin en soi et d'avoir misé par surcroît sur son prolongement illimité, alors que la croissance constitue une condition nécessaire mais nullement suffisante du développement. Nombreux sont ceux qui s'acharnent

(1) Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, Directeur de programme à l'Université des Nations Unies, Membre du comité exécutif de la Fondation Internationale pour un Autre Développement, Nyon (CH).

Texte introductif au colloque «Società locali e culture della sviluppo», Benevento, 5-7 octobre 1983.

encore à raisonner en termes d'une simple récession et à appeler de leurs vœux une reprise rapide de la croissance sauvage des années 1945-1975. Un tel scénario paraît improbable, j'ajouterai heureusement, dès qu'on essaye d'analyser les caractéristiques structurelles et non plus uniquement conjoncturelles de la crise.

Deux lectures de la crise

Revenons donc aux «trente glorieuses». Une lecture superficielle des années 1945-1975 met l'accent sur l'accélération sans précédent du progrès technique, la croissance économique rapide, le plein emploi, la démocratisation du confort moderne dans les pays industriels, l'occidentalisation spectaculaire des grandes villes du tiers-monde. L'enjeu, maintenant, serait donc de revenir à la trajectoire interrompue et de retrouver au plus vite le bonheur perdu.

Mais une telle interprétation unilatérale de l'histoire économique récente doit être contestée. Plus qu'une interruption dans le processus de croissance engagé au lendemain de la seconde guerre mondiale, la crise actuelle en est la conséquence et le résultat accumulé des effets contre-productifs et pervers d'un progrès technique guidé par les seuls critères de la rentabilité micro-économique immédiate, au mépris de la rationalité macro-sociale et du long terme et sans égard pour les coûts sociaux et écologiques externalisés.

La civilisation du pétrole, avec ses techno-structures lourdes et aujourd'hui bloquées, constitue l'hypothèque la plus difficile à gérer, héritée des «trente glorieuses». Leur mise en place s'est effectuée avec une

rapidité étonnante et a bouleversé de fond en comble la vie de toute la planète.

L'avancée triomphale de l'automobile et du camion, le déclin du charbon et de la carbochimie, l'essor de la pétrochimie ont été rendus possibles par le prix anormalement bas du pétrole exploité par les «sept sœurs» aux dépens des pays du tiers-monde. Le prix relatif de plus en plus bas du pétrole et de ses dérivés encouragea des modifications profondes des fonctions de production, l'énergie se substituant aux autres facteurs de production de façon excessive et parfois même aberrante.

Les trois chocs pétroliers qui se sont succédés depuis 1973 ont été à la mesure de la vulnérabilité des civilisations industrielles par rapport au pétrole importé. On a voulu présenter l'action de l'OPEP comme une agression économique alors qu'il n'y allait que d'un simple rattrapage des prix réels du pétrole, de la liquidation d'une aberration économique que la souveraineté nouvellement affirmée des pays du tiers-monde sur leurs ressources naturelles ne pouvait plus tolérer. L'on oublie souvent qu'en termes relatifs, l'essence à la pompe, très lourdement taxée, ne coûte pas aujourd'hui plus qu'au début des trente glorieuses.

Le pétrole a bon dos. Pensant pouvoir se dédouaner à bon compte, de nombreux politiciens de tous bords ne cessent de répéter que les chocs pétroliers ont précipité la crise. Rien de plus faux. C'est plutôt le contraire qui est vrai, dans la mesure où l'actuelle structure des prix n'encourage plus l'usage indiscriminé de l'énergie. Ce faisant, elle aide à surmonter l'effet sournois, mais puissant sur l'évolution

Brésil : des projets municipaux de développement local

Le moment est donc venu d'élaborer, grâce à une planification participative passant par des formes nouvelles de relations entre les pouvoirs publics et la société civile des *Projets municipaux de développement local* qui pourraient se traduire par des *programmes-contracts* pluriannuels, englobant tous les acteurs institutionnels impliqués, depuis les comités de quartier et les entreprises privées jusqu'aux Secrétariats d'Etat et aux banques de développement. De tels projets devront être spécifiques et devront trouver des solutions locales aux problèmes généraux à partir d'une analyse minutieuse des potentialités de chaque écosystème, envisagé comme un potentiel de ressources à exploiter à des fins socialement utiles sur des bases écologiquement soutenues et économiquement viables, c'est-à-dire dans l'optique de l'*écodéveloppement*. Voici quelques exemples des secteurs d'intérêt potentiel dans les municipalités urbaines :

- utilisation des terrains vagues urbains et suburbains, publics et même privés, pour l'agriculture et la pisciculture, sous forme de potagers à l'intérieur des usines, communautaires, scolaires et individuels pour la consommation propre et la production intensive pour le marché local ;
- réhabilitation de sols érodés à l'aide de gravats en vue de la création d'une banque municipale de terrains à bâtir qui seraient distribués à la population la plus démunie ;
- utilisation des déchets organiques pour la production d'énergie et d'engrais (tellement nécessaires aux potagers) ;
- campagnes éducatives afin de stimuler la pré-sélection de déchets au niveau familial et faciliter le ramassage des papiers, des bouteilles et des métaux ;
- encouragement à un meilleur entretien du parc des autobus, camions et machines de construction routière ; l'économie de combustibles obtenue de cette manière, sans parler des autres avantages, permettrait de financer, à l'échelle nationale, des dizaines de milliers d'emplois nouveaux de mécaniciens ;
- élaboration d'un programme d'entretien des bâtiments publics, des logements et des infrastructures urbaines, en utilisant dès que possible des techniques nécessitant une main-d'œuvre importante ;
- utilisation multiple des bâtiments publics à des fins éducationnelles, culturelles et associatives ;
- analyse détaillée, quartier par quartier, en collaboration avec les patrons, les syndicats, les corporations professionnelles et autres entités de la société civile, des capacités industrielles sous-utilisées en vue de leur reconversion partielle à de nouveaux produits d'intérêt social moyennant de petits investissements financés par un fonds spécial. En même temps, on identifierait les possibilités offertes pour l'économie d'énergie, le recyclage des déchets ainsi que pour différents types de coopération et de complémentarité entre les usines situées dans le même quartier ;
- stimulation de nouvelles formes d'organisation du secteur des services sociaux avec une grande autoproduction collective des intéressés et avec l'appui matériel et technique des Pouvoirs Publics. *Insister sur une plus forte participation populaire n'implique nullement que l'Etat soit déchargé de ses responsabilités. Ce qu'il faut, c'est redéfinir son champ d'action.*

Ignacy Sachs

Extrait du journal *Folha de Sao Paulo*, 17 septembre 1983.

de l'emploi industriel, de l'abondance et du coût infime du pétrole au cours des trente glorieuses. Le chômage structurel qui sévit aujourd'hui dans tous les pays industriels, sauf peut-

être au Japon, s'explique pour une bonne part par le caractère outrancièrement « labour saving » du progrès technique des dernières décennies. Que dire alors de la situation actuelle

où la demande stagne, mais où les industriels sont invités à redoubler leurs efforts pour retrouver leur compétitivité sur les marchés extérieurs à travers des investissements de productivité qui inéluctablement conduisent à la suppression de nombreux emplois ? La « destruction créatrice » au dire de Schumpeter, bat son plein en entraînant pour la société une double charge de plus en plus lourde à supporter : le coût des investissements et la prise en charge des chômeurs. En même temps la révolution des microprocesseurs fait peser une menace nouvelle sur l'emploi tertiaire. Pour la première fois le progrès technique affecte d'une façon aussi radicale la production des services et la bureaucratie. Au XIX^e siècle, les paysans déplacés par la mécanisation de l'agriculture sont allés grossir les rangs du prolétariat industriel dans les villes voisines ou de l'autre côté de l'Océan. Après la seconde guerre mondiale, les ouvriers chassés par l'automation des usines se sont recasés tant bien que mal dans le tertiaire qui connut un extraordinaire essor au cours des trente glorieuses ; les emplois créés étaient d'ailleurs souvent peu qualifiés et mal payés, en particulier aux Etats-Unis : les chaînes de *fast food* sont un piètre substitut du travail à l'usine. Mais où iront maintenant les employés de bureau ? Quelles chances seront offertes aux jeunes en quête de leur premier emploi ? Ce n'est pas à coup de professions de foi enthousiastes, mais à l'aide de calculs solides qu'il faudrait démontrer les prétendus effets bénéfiques des microprocesseurs pour l'emploi global, chez nous et même au tiers-monde. L'argument suivant lequel jusqu'à maintenant tou-

tes les techniques nouvelles hautement productives ont fini par être déployées au profit de l'humanité ne saurait évidemment suffire.

A ce train, le prochain boom ne fera qu'accélérer la progression du chômage. Pour l'enrayer il faudrait le faire accompagner d'une réduction drastique du temps de travail, allant de pair avec une répartition plus équitable de la charge totale du travail, et d'un rééquilibrage d'investissements en faveur de la création d'emplois d'utilité sociale dans les services et dans la gestion des ressources et de l'environnement. En d'autres termes, au lieu de se traduire par une augmentation des profits des entreprises et des revenus des travailleurs, les gains de productivité devraient en partie assurer la réduction du temps de travail sans perte de revenus et en partie servir au financement de l'économie sociale au sens large du terme.

Poser ainsi le problème revient à postuler la sortie de la crise à travers une stratégie de changement structurel. Nous voilà aux antipodes de la fuite en avant sur laquelle continuent à parier peu ou prou les pays industriels au-delà des différences, par ailleurs sensibles, opposant la « reaganomics » à la politique poursuivie par les gouvernements de gauche. La tâche est immense, les escarmouches actuelles au sujet de la semaine de trente-cinq heures montrent combien nous sommes peu préparés à envisager des modèles culturels des temps de société articulant, d'une façon radicalement nouvelle, le temps de travail, le temps des activités économiques hors marché et le temps de non-travail. Ce dernier constitue la mesure de notre liberté culturelle de la même façon

que l'excédent économique constitue la mesure théorique de notre liberté économique. Dans la pratique ces deux marges théoriques de la liberté s'avèrent lourdement hypothéquées par le poids du passé vivant, les pesanteurs institutionnelles, l'irréversibilité des processus engagés, l'axiologie. Toutes ces hypothèques ne pourront être levées sans un débat sur notre projet de société. Or, un tel débat fait défaut. Il est souvent éludé sous le prétexte que la pression des problèmes immédiats et l'ampleur de la crise obligent à se concentrer sur une politique de petits pas qui, dans la pratique, signifie un refus de changement de cap.

Mentionnons enfin une dimension longtemps ignorée de notre développement : les coûts écologiques de la croissance sauvage. La « growthmania » — l'obsession de la croissance — s'est accompagnée de dégâts considérables et de distorsions graves dans l'allocation des ressources : nature saccagée, ressources naturelles exploitées d'une façon prédatrice, nuisances rejetées au-delà de la capacité de charge de l'environnement, surdimensionnement des villes et des ensembles industriels, la concentration étant considérée, à tort, comme un moyen sûr de produire des externalités positives à travers les économies d'échelle, négligence dans la production et l'entretien des infrastructures urbaines et sociales, de l'habitat populaire, des consommations collectives, l'essentiel des ressources financières disponibles allant à l'investissement productif au sens très étroit du terme.

La facture accumulée des coûts de la croissance sauvage est lourde. Les travaux d'entretien des infrastructures,

trop longtemps négligées, ne peuvent plus attendre au risque de leur délabrement total : leur devis s'élèverait aux Etats-Unis à la somme fantastique de trois mille milliards de dollars. De nombreuses villes se trouvent au bord du désastre. Les pollutions marines, les pluies acides, la dégradation des sols agricoles, les progrès de la désertification, le déboisement des forêts tropicales, la surchauffe de l'atmosphère à cause des émissions de gaz carbonique demandent des mesures de redressement. En leur absence la qualité de la vie ne pourra que se dégrader et dans certains cas les conditions de production ne seront plus assurées.

A la recherche de solutions locales aux problèmes globaux

Nous voilà donc aux prises avec une crise qui, au-delà de la stagflation et de la récession, comporte des enjeux autrement plus importants. Pour lui faire face, il faut s'affranchir d'une optique étroitement financière centrée sur l'économie monétaire et, sans oublier la contrainte combien lourde de l'endettement extérieur et de l'endettement intérieur, s'attacher à identifier les *ressources réelles*, humaines et physiques, gaspillées, sous-utilisées ou latentes, susceptibles d'être mobilisées pour produire collectivement et individuellement les biens et services qui répondent aux besoins profonds de la société.

Le degré très élevé du gaspillage qui caractérise nos sociétés industrielles en constitue paradoxalement un aspect optimiste dans la mesure où la seule élimination de ce gaspillage, allant de pair avec une meilleure utilisation de l'appareil de production

Energie : les trésors des poubelles

Chaque année, les Européens produisent quelques 100 millions de tonnes de déchets municipaux, dont les trois quarts sont des ordures ménagères. Comme ces déchets constituent aussi une source non négligeable de matières premières et d'énergie, les pays européens se tournent de plus en plus vers des procédés de récupération. Un rapport publié récemment par la Commission européenne sur «l'utilisation énergétique des déchets municipaux» fait le bilan de l'activité communautaire en la matière.

Pour ce qui est de l'élimination des déchets, trois options majeures s'offrent aux autorités responsables : la traditionnelle décharge — mais les sites se raréfient —, la récupération de matériaux et la récupération d'énergie. Les pays de la Communauté ont pour la plupart fait leur choix. Le Royaume-Uni s'intéresse surtout à la fabrication et à l'utilisation de combustibles dérivés des déchets, avec récupération accessoire de matériaux. L'Italie a plutôt misé sur le tri mécanique avec recyclage et réutilisation des composants. Quant à l'Irlande, elle a opté pour la décharge, parce qu'elle dispose encore de sites assez nombreux.

Ce sont, en tout cas, les procédés d'incinération des déchets qui semblent recueillir la faveur des pays de la Communauté. C'est vers 1890 que l'incinération des ordures ménagères a fait son apparition. Et il y a eu dans ce domaine une évolution importante, grâce notamment à l'augmentation appréciable du rendement thermique des déchets, à l'automatisation, à la diminution des émissions de cendres volantes, etc.

En 1977, environ 20 millions de tonnes de déchets municipaux ont été incinérés dans la Communauté, dont 12 millions avec récupération de chaleur sous forme de vapeur ou d'électricité. En 1980, environ 14,5 millions de tonnes de déchets municipaux ont été incinérés avec récupération d'énergie, soit environ 65 % des déchets incinérés. Au Danemark, la chaleur ainsi produite sert à alimenter des réseaux de chauffage urbain.

D'une manière générale, l'expérience a prouvé que les coûts des différentes méthodes d'élimination des déchets municipaux diminuent en fonction des tonnages traités. Sur le plan des recettes, il apparaît que la production de chaleur ou encore de chaleur plus électricité est la solution la plus rentable, à condition de trouver des utilisateurs.

Il faut dire qu'en matière de récupération d'énergie à partir des déchets, la Communauté se trouve à la pointe du développement technologique. Ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis, où de nombreuses tentatives pour éliminer les déchets municipaux n'ont pas donné les résultats escomptés.

Source : *Eurofocus*, juin 1983.

existant, devrait pouvoir assurer une sortie de la crise capable de s'attaquer au déséquilibre structurel analysé ci-dessus.

Mais comment s'y prendre ? Une telle entreprise n'est possible qu'en collant de près au sol et en misant sur la créativité populaire. J'ai déjà dit qu'en dernière instance le développement se fait localement. Je dirai maintenant que l'identification des ressources latentes, des gaspillages susceptibles

d'élimination, des capacités de production pouvant être converties moyennant un effort financier modéré, d'opportunités nombreuses pour économiser l'énergie et les matières premières ne saurait se faire sans faire appel à l'initiative locale. Enfin, c'est encore à ce niveau que doit se faire dans une large mesure le choix des priorités et l'identification des besoins de la société.

En d'autres mots, il faut instituer un

rapport nouveau dans le développement entre les pouvoirs publics et la société civile. Car il ne s'agit pas de dédouaner l'Etat de ses responsabilités, pas plus que d'essayer de résoudre la complexité du monde contemporain en un archipel de communautés isolées les unes des autres et refermées sur elles-mêmes. Si la sortie de la crise implique un renforcement du rôle de la société civile, celui-ci ne saurait se concevoir uniquement au niveau local. Le contrôle social sur les appareils de l'Etat à travers le fonctionnement des institutions démocratiques et l'autogestion au niveau des entreprises relèvent aussi du renforcement de la société civile.

Est-il permis de songer à des *projets de pays* (microrégions) élaborés à travers un processus de planification par-

ticipative et contractuelle associant tous les acteurs sociaux potentiels : groupements de citoyens, émanations de société civile, entreprises publiques et privées, appareils d'Etat ? De tels *projets* (au sens sartrien du terme) pourraient se traduire en de véritables *programmes-contrats* pluri-annuels entre toutes les parties intéressées. Il ne saurait être question de trouver une formule passe-partout. Les projets doivent être spécifiques, ce qui revient à dire qu'il faut trouver des solutions locales aux problèmes généraux à partir de l'analyse attentive des potentialités de chaque écosystème considéré comme un potentiel de ressources susceptibles d'être utilisées de façon à harmoniser les objectifs sociaux, écologiques et économiques, c'est-à-dire en suivant l'approche de l'écodéveloppement.

futur-informations

Mars 1984

Bulletin d'information sur les principales activités des centres de prospective et sur les idées et faits porteurs d'avenir, réalisé par l'Association Internationale Futuribles (55, rue de Varenne, — F 75007 Paris — France. Tél : (1) 222 63 10).

Les nouvelles de la prospective

Futuribles Ouest

Le programme d'activités de l'Association Futuribles Ouest (association régionale créée avec l'aide de Futuribles International) pour le premier semestre 1984 est le suivant :

- 13 avril, participation aux journées sur l'économie sociale qui se tiennent à la Roche sur Yon
- 14 avril, séminaire d'initiation à la prospective, animé par Hugues de Jouvenel (Association Internationale Futuribles)
- 25 avril, table-ronde sur « l'aménagement du temps de travail », avec Rémy de la Soudière (Ministère de l'Environnement)
- 29 mai, table-ronde « technologies modernes et changement dans le travail », avec Yves Lasfargue (CFDT)
- 7 juin, conférence de Riccardo Petrella, responsable du programme FAST (CEE), sur « L'avenir de l'Europe ».

Futuribles Ouest, 9 avenue de Tahiti, 44300 Nantes.

Environnement-développement. Coopération internationale

Afin d'élaborer un programme environnement-développement et de se doter des moyens d'information et de formation adaptés, le Secrétariat d'Etat français chargé de l'Environnement vient de mettre en place une mis-

sion dont la direction est assurée par Monsieur Serge Antoine. Cette mission devra fixer le cadre général des actions à mener pour le renforcement de la dimension environnement dans les actions de coopération.

Mission environnement-développement. Secrétariat d'Etat à l'Environnement, 14, boulevard du Général Leclerc. 92521 Neuilly/Seine. Tél : 758 12 12

Flux transfrontières de données

La deuxième conférence mondiale sur les politiques en matière de flux transfrontières de données (FTD), organisée par le Bureau Intergouvernemental pour l'Informatique (IBI), aura lieu à Rome du 26 au 29 juin 1984. La première conférence (juin 1980), s'était attachée à identifier les principaux aspects économiques, juridiques et socio-culturels des flux transfrontières de données. La deuxième conférence se propose d'examiner certaines caractéristiques fondamentales des flux transfrontières de données, spécifiques aux pays en développement, dont il faudra tenir compte lors de la formulation de stratégies et de politiques nationales dans ce domaine. Elle doit également provoquer l'adoption de principes

universels en matière de FTD, ou tout au moins la mise en œuvre rapide de mécanismes appropriés à la formulation de ces principes.

IBI, Département des Politiques, Boîte Postale 10253, 00144 Rome, Italie.

Techniques de planification

Du 17 septembre 1984 au 4 avril 1985 se déroulera au sein de l'Institute of Social Studies (La Haye) un programme d'initiation aux techniques de planification du développement.

Aux personnes impliquées dans des processus de planification, à celles qui élaborent les données nécessaires à la planification et enfin à celles qui enseignent ces techniques, ce programme offre la possibilité d'approfondir leurs connaissances.

Durant les premiers mois les cours seront communs à tous les participants; ensuite le programme se divisera en deux séminaires: l'un axé sur la planification au niveau macro, l'autre centré sur le micro.

Institute of Social Studies, P.O. Box 90733, 2509 La Haye, Pays-Bas. Tél: 57 22 01

Etude de la population

L'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population (UIESP) — tiendra son XX^e Congrès Général à Florence du 5 au 12 juin 1985. A cette occasion, démographes, économistes, sociologues, anthropologues, statisticiens, géographes, épidémiologistes... sont conviés à débattre de thèmes aussi variés que la fertilité, la mortalité, les migrations, la démographie de la famille, les politiques et comportements individuels, les types de croissance démographiques...

Madame L. Rapaille, Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population, Rue des Augustins 34, 4000 Liège, Belgique. Tél: (41) 22 40 80

Les grandes métropoles mondiales

Les 15 ans qui nous séparent de l'entrée dans le troisième millénaire verront se multiplier le nombre des grandes métropoles. Au-delà des spécificités de chacune — croissance démographique rapide ou stabilisation — toutes vont être confrontées à des problèmes cruciaux de développement.

C'est pour tenter de cerner ces problèmes et d'examiner les solutions possibles que le Conseil Régional d'Ile de France organise du 10 au 12 octobre 1984 un colloque: «les gran-

des métropoles mondiales à l'orée du 3^e millénaire».

4 thèmes ont été retenus:

- Les stratégies des grandes régions métropolitaines face aux mouvements de population et à l'évolution de leur composition sociale
- Les grandes régions métropolitaines face aux mutations économiques et technologiques
- L'action des grandes régions métropolitaines en matière de transports de voyageurs
- L'action des grandes régions métropolitaines dans le domaine de la culture de l'environnement et du cadre de vie.

IAURIF, 21-23, rue Miollis, 75732 Paris cedex 15. Tél: (1) 567 55 03

Village alternatif et non violence

«Une alternative pour la société de Big Brother»? C'est à Woensdrecht en Hollande que se tiendra une rencontre internationale des mouvements alternatifs pour tenter de répondre à cette question.

Autour de la construction du village alternatif de Woensdrecht, les organisateurs veulent susciter une réflexion pendant toute la durée de l'été. La semaine du 16 au 22 juillet sera le point culminant de cette réflexion. De nombreux mouvements alternatifs sont attendus à Woensdrecht autour de personnalités comme Hazel Henderson (USA), Joseph Huber (RFA) André Gorz (France), Ivan Illich, James Robertson (GB)...

IOC/Lazarijstraat 6, 3500 Hasselt, Pays Bas. Tél: (11) 25 23 41

Le programme FAST II

La deuxième phase (1983-1987) du programme FAST (1) a été récemment approuvée par le Conseil des Ministres des Communautés Européennes.

Rappelons que la première phase (1979-1983) était une phase expérimentale destinée à mettre au point et à tester un «instrument» européen d'analyse des problèmes, des pers-

(1) Programme de la Commission des Communautés Européennes.

FAST: Forecasting and Assessment in the Field of Science and Technology.

pectives et des enjeux associés aux changements scientifiques et technologiques en vue d'identifier les orientations et les priorités à long terme de la R-D communautaire (2).

Les finalités du programme

La mission principale du programme FAST reste l'analyse multidimensionnelle des implications et des conséquences à long terme du changement scientifique et technologique, tant pour la politique de la R-D commune que pour les autres politiques de la Communauté.

Il appartient ainsi au nouveau programme (3) de proposer en temps opportun les options prioritaires pour des orientations nouvelles à long terme de l'action de la Communauté dans les domaines d'investigation retenus par le Conseil des Ministres, à savoir :

— *les relations entre changements technologiques, emploi et travail* : analyse des options existantes pour la mise en valeur des nouvelles technologies, en vue de répondre aux besoins d'une gestion de l'emploi et d'une réorganisation du travail répondant mieux aux objectifs économiques et sociaux de la Communauté.

— *l'émergence de nouveaux «systèmes stratégiques industriels»*, autour de deux fonctions essentielles : la

— *le développement intégré des ressources naturelles renouvelables* : comment mettre à profit les percées technologiques récentes, notamment dans le domaine des biotechnologies, pour orienter la politique agricole Commune vers une gestion globale et cohérente du système agricole et forestier de la Communauté ;

«communication» et la fonction «alimentation». Analyse des enjeux économiques, industriels et sociaux liés au développement de ces deux systèmes stratégiques et identification des politiques communes correspondantes à mettre en œuvre.

— *la mutation des activités de service* : analyse des mécanismes de la mutation des sociétés industrielles et du développement des activités de services autour des nouvelles technologies, mise en évidence des orientations à donner aux politiques communautaires pour que l'Europe puisse tirer le meilleur parti de cette mutation.

L'autre tâche majeure de FAST, au cours des quatre années à venir, est

Enfin, à travers les quatre domaines retenus, il s'agit de montrer les lignes de force et les processus possibles et souhaitables du «nouveau développement» que les sociétés européennes devront poursuivre et gérer lors des 15-20 années qui viennent. A partir de cette base, il faudra formuler des propositions pour des actions communautaires à entreprendre dans les 5-10 prochaines années.

(2) cf. le rapport final du programme : *Europe 1995 : mutations technologiques et enjeux sociaux*. — Paris, Ed. Futuribles, 1983.

(3) Un document «Objectifs et Plan de travail» décrivant en détail le programme FAST II est disponible : Programme FAST, DG XII. 200, rue de la Loi, B.1040, Bruxelles.

de renforcer les bases de la pensée prospective «européenne» grâce à la multiplication de réseaux européens de coopération entre les centres de recherche des pays de la Communauté et les institutions nationales responsables des travaux sur le long terme.

La mise en œuvre du programme

Chaque domaine prioritaire sera analysé à partir d'une série d'activités spécifiques de recherche prospective, qui fourniront les ingrédients

pour produire (outre un *Rapport final*, des rapports de synthèse et des rapports spécifiques de recherche) trois catégories de *Produits* répondant à des besoins précis des utilisateurs institutionnels du programme :
— des *propositions pour des initiatives communautaires (PIC)* : actions concrètes à mettre en œuvre dans tel ou tel domaine ;
— des *dossiers stratégiques (DOS)* : analyse des enjeux, examen des options possibles pour l'action ;

Les produits envisagés par le programme FAST

1 Technologie – emploi – travail

- Relations homme/machine (DOS)
- L'auto-emploi (DOS)
- Les secteurs manufacturiers en turbulence (DOS)
- Technologies transnationales, technologies locales (NOV)
- Les scénarios européens du travail (NOV)
- Relations technologie-emploi-travail (CONF) (séminaire, 10-12 janvier 1984)

2 Système des ressources naturelles renouvelables

- Ressources naturelles renouvelables (DOS)
- Le complexe agro-chimio-énergétique (NOV)
- Forêts (NOV)
- Gestion des ressources naturelles renouvelables (PIC)

3a. Système industriel stratégique «communication»

- Les industries de la communication (DOS)
- Lieux, relations et systèmes de la communication (DOS)
- Les enjeux de l'espace (DOS)
- Communication et éducation (NOV)
- Communication et pays en développement (NOV)
- La presse télématisée (CONF)

3b. Système industriel stratégique «alimentation»

- Les industries alimentaires (DOS)
- Alimentation et santé (NOV)

4 Mutation des services

- Services, infrastructures, et développement régional (DOS)
- Service et entreprises (DOS)
- Les services du futur (NOV)
- Services financiers (CONF)
- La Communauté et les services (PIC)

5 Activités complémentaires «horizontales»

- Gestion des ressources humaines (PIC)
- «PRO NOVO» (Concours européen pour l'innovation) (NOV)
- Changement technologique et modélisation macro-économique (CONF)
- Scénarios pour l'Europe (NOV)

— des *dossiers exploratoires* (NOV) : pistes de réflexion nouvelles, informations prospectives, «tour de guet»

En outre, dans certains cas, des conférences (CONF) sont prévues pour rassembler et diffuser la connaissance sur tel ou tel dossier.

Pour réaliser ses travaux de recherche, FAST aura recours à quatre «instruments» :

— la recherche *intra muros* (par les 6 chercheurs membres de l'équipe FAST) ;

— la recherche par des «visiteurs scientifiques» détachés auprès de

l'équipe FAST pour une période limitée (18 à 24 mois) et une tâche bien déterminée (la responsabilité d'un «produit») ;

— la recherche *extra muros* (contrats avec l'extérieur) ;

— la recherche par des *réseaux ad hoc*.

Le programme dispose pour assurer son financement global sur la période 1983-1987 de 8,5 millions d'E-cus (soit environ 60 millions de F).

Un appel d'offre, pour la réalisation d'une quarantaine d'études «extra muros», a été lancé.

Réunions : calendrier rappel

Dates/Lieu	Thème	Organisateur
15-18 mai 1984 Los-Angeles (USA)	Analysing Alternative Futures	Center for Future Research
22-26 mai 1984 Marseille (France)	Salon de l'énergie solaire et des énergies nouvelles	Foire de Marseille
23-25 mai 1984 Biarritz (France)	Colloque Image	CESTA-GRETSI
4-5 juin 1984 Zurich (Suisse)	Les fondements culturels de la paix	Gottlieb Duttweiler Institute
5-12 juin 1984 La Haye (Pays-Bas)	Congrès Général	UIESP
10-14 juin Washington (USA)	World View 1984	World Future Society
26-29 juin 1984 Rome (Italie)	Flux Transfrontières de données	IBI
9-10 juillet 1984 Abo (Finlande)	L'avenir de la maison	Abo Akademi
18-20 septembre 1984 Wroclaw (Pologne)	Management of Research Development and Education	Forecasting Research Center
10-12 octobre 1984 Paris (France)	Les grandes métropoles mondiales à l'orée du 3 ^e millénaire	Conseil Régional d'Ile de France
17-19 octobre 1984 Gotthenburg (Suède)	Bio-Energy 84	Swedish Bio-Energy Association
18-21 octobre 1984 Rome (Italie)	XI ^e Conférence de Gérontologie Sociale	Centre International de Gérontologie Sociale

Actualités Prospectives : idées et faits porteurs d'avenir

Sécurité Sociale : horizon 2000

Un groupe international d'experts a été constitué par le Bureau International du Travail afin d'examiner «les grandes orientations que devrait et pourrait suivre la politique de Sécurité Sociale au cours des deux prochaines décennies».

Le rapport de ce groupe (1) vient de paraître. D'emblée, il souligne qu'il est injuste d'accuser les systèmes de protection sociale d'être responsables de la crise économique et souligne qu'au contraire ce serait plutôt le ralentissement de la croissance et la montée du chômage qui pourraient compromettre l'équilibre de la Sécurité Sociale.

La sécurité sociale, observe le rapport, est attaquée aujourd'hui par des camps opposés. D'un côté on l'accuse d'aggraver la crise économique, de l'autre on lui reproche de ne pas être arrivée à résoudre le problème de la pauvreté. Certains prétendent en outre que le système

devrait être démantelé car il ne serait plus nécessaire dans des sociétés qui ont atteint leur niveau actuel de prospérité. Le rapport, cependant, défend avec fermeté le concept d'une sécurité sociale élargie dont l'objet fondamental est de promouvoir «la qualité de la vie» et de garantir à toute la population la sécurité du revenu ainsi que l'accès aux soins médicaux.

Prenant la précaution d'indiquer combien leur investigation était audacieuse et leurs recommandations porteuses de controverses, les auteurs lancent un appel en faveur d'une plus grande solidarité afin que la Sécurité Sociale puisse être développée, humanisée et rendue plus efficace.

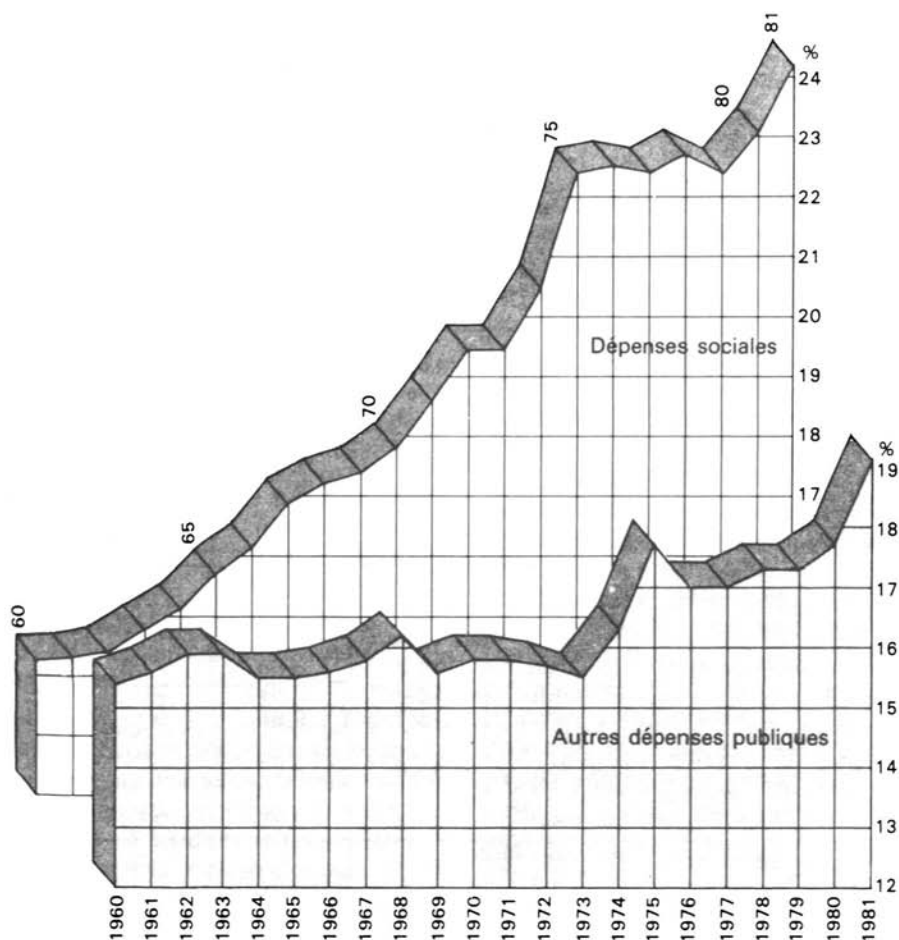
L'objectif fondamental de la Sécurité Sociale est d'apporter aux individus l'assurance que leur niveau de vie ne sera pas compromis. Il convient donc, indique le rapport, que la couverture des risques sociaux soit mieux assurée qu'aujourd'hui et, à long terme, que les prestations minimales versées à ceux qui ne travaillent pas garantissent un niveau de vie au minimum égal à la moitié du revenu disponible net moyen par habitant (avec ajustement pour tenir compte de la composition des familles).

Cette recommandation peut paraître

(1) «La sécurité sociale à l'horizon 2000», BIT, Genève, 1984.

Le groupe d'expert était composé de : Pierre Laroque (France), président ; Brian Abel-Smith (Royaume-Uni), rapporteur ; Ewa Borowczyk (Pologne) ; Wilbur J. Cohen (Etats-Unis) ; Jérôme De Jardin (Belgique) ; John Osborne (Canada) ; Antonio da Silva Leal (Portugal) ; Adam Trier (Danemark) ; Gérard M.J. Veldkamp (Pays-Bas) et Sir Owen Woodhouse (Nouvelle-Zélande).

Dépenses sociales et autres dépenses publiques en % du PIB (moyennes des sept grands pays de l'OCDE)



Source : Secrétariat de l'OCDE et comptes nationaux

surprenante eu égard à ce qu'on désigne aujourd'hui comme «la crise de l'Etat-Protecteur» et à la propension de nombreux gouvernements de réduire le niveau de protection.

Mais, dans cette perspective à vingt ans, les auteurs se fondent sur des hypothèses assez optimistes quant à la reprise de la croissance économique et à la réduction du chômage...

Améliorer l'efficacité du système de protection

Qui plus est, ils prônent plusieurs réorientations devant permettre d'accroître l'efficacité du système de sécurité : ils soulignent en particulier le rôle des *actions préventives* en tous domaines (accidents, chômage, cadre de vie...) et montrent à ce propos combien pourraient être améliorés les services de santé.

Le rapport relève l'escalade du coût des soins de santé (qui représentent actuellement quelque 10 % du produit national brut dans les pays les plus industrialisés) «il serait peu souhaitable, estiment les experts du BIT, de limiter les progrès de la médecine ou de ne pas profiter pleinement des avantages de la technique médicale lorsqu'il est démontré qu'ils peuvent améliorer la qualité de la vie».

Mais l'augmentation des dépenses pour les soins curatifs n'aboutit pas nécessairement à une amélioration de la santé générale ; il importe donc de modifier l'équilibre entre l'action curative et l'action préventive.

En recommandant une utilisation plus efficace des services de santé et des prestations de sécurité sociale par rapport au coût, les experts évoquent la situation prévalant dans plusieurs pays qui disposent d'un nombre excessif de lits d'hôpitaux généraux et ont tendance à les utiliser de façon inappropriée. De nombreux lits d'hôpitaux actuellement en service pourraient être supprimés ou affectés à d'autres usages. Un nom-

bre croissant de pays reconnaissent également qu'ils ont formé trop de médecins, qu'ils en forment encore trop, que trop de médecins se spécialisent et que les lois du marché ne permettent pas d'assurer une distribution acceptable du personnel médical.

Cette analyse implique, selon les experts, «des changements qui entraîneront une modification des droits établis depuis longtemps dans certains pays et qui, dans d'autres, ont été abolis depuis longtemps ou n'ont jamais été accordés». Il s'agit, entre autres, du droit de tout étudiant qualifié de faire des études de médecine : du droit de recevoir une formation dans une spécialité de son choix et du droit des médecins de s'établir à leur propre compte en donnant des soins payés par la Sécurité Sociale là où ils le désirent.

Les auteurs du rapport soulignent qu'une politique pour l'avenir devrait se fonder sur le principe de *l'égalité de traitement* entre les sexes et reconnaître que les personnes, mariées ou non, qui vivent ensemble devraient avoir chacune des prestations de droit propre, et ne pas être traitées comme dépendant d'une autre personne. L'interruption d'activité pour élever des enfants ou s'occuper de personnes handicapées devrait être reconnue par l'octroi de prestations et, lorsque cela est applicable, par la reconnaissance de périodes gratuites d'assurance...

«L'assurance-vieillesse, estiment les experts, n'est pas l'instrument

approprié pour combattre les effets de la crise économique actuelle.» Il est mauvais, en principe, «de prendre une mesure fondamentale et très coûteuse qui consiste à abaisser l'âge d'admission à pension pour faire face à une situation... temporaire...».

«La sécurité sociale, constatent les experts, a atteint une taille considérable alors que le public restait plongé dans *un brouillard d'ignorance* à son sujet». Les malentendus sont très fréquents et conduisent à l'exploitation des préjugés du public. Le rapport recommande instamment le développement d'études et de recherches comparatives, ainsi que la mise en œuvre d'efforts concertés, dans chaque pays, pour améliorer les connaissances générales du public en la matière, en particulier en ce qui concerne les droits aux prestations et l'affectation des ressources.

Les auteurs mettent en garde contre une conception de l'efficacité bureaucratique qui irait trop loin, entraînant la dépersonnalisation des services rendus aux usagers et la méconnaissance des besoins spécifiques des minorités. Ils recommandent qu'une attention spéciale soit accordée à des mesures telles que le rassemblement des textes de loi dispersés, la création de procédures de réclamation, l'accélération des délais de réponse aux demandes de renseignements, l'organisation de services d'assistance pour aider les usagers à établir leurs demandes et la possibilité donnée à chaque assuré d'avoir accès à son dossier personnel.

Les coûts peuvent être couverts

Rappelant la remarquable expansion de la Sécurité Sociale au cours des quarante dernières années, les experts notent que les coûts ont rapidement augmenté, non seulement en raison de l'extension du champ d'application, mais aussi par suite de la maturation des régimes de pensions, du vieillissement de la population, de l'affaiblissement de la structure familiale et des progrès de la médecine. La récession actuelle impose un lourd fardeau supplémentaire : il faut apporter un soutien pécuniaire à ceux qui n'ont pas de travail, les moyens de financer l'aide sont réduits par la perte de recettes (cotisations et recettes fiscales) qu'entraîne le chômage. Les coûts sont susceptibles de progresser encore dans l'avenir, mais «ils pourraient néanmoins être aisément couverts si le chômage diminuait et si l'économie retrouvait un taux de croissance raisonnable».

Les experts ne voient «aucun argument économique impérieux en faveur d'une méthode particulière de financement». La question peut donc être tranchée, estiment-ils, sur la base de considérations sociales. Ils recommandent l'application de méthodes de financement progressives et non pas dégressives, une partie raisonnable et appropriée des régimes publics contributifs de sécurité sociale étant financée partiellement par les moyens fiscaux les plus progressifs.

En formulant ces recommandations,

les experts ont pris en considération non seulement le rôle de l'Etat, mais aussi la contribution que le secteur privé peut apporter à la réalisation des objectifs poursuivis par la Sécurité Sociale.

H.J.

Investir dans l'alternative...

L'économie mondiale s'enfonce inexorablement dans la crise : les remèdes libéraux et Keynésiens classiques se révèlent totalement inaptes à endiguer la marée noire du chômage et, plus généralement, de l'exclusion qui touche les trois-quarts de notre planète. N'y a-t-il donc rien à faire pour changer cette « donne économique » ? Et pourtant...

Un nouvel esprit d'entreprise

Et pourtant, alors que l'esprit d'entreprise paraît bien mort dans notre société qui n'arrive plus à secréter que des assistés, des hommes et des femmes se dressent contre le fatalisme et tentent de créer une nouvelle économie. Ce sont des réalisations certes bien modestes par rapport aux circuits internationaux, mais c'est par elles que se forment de véritables acteurs économiques à partir desquels pourra naître un tissu social vivant.

Les uns souhaitent d'abord créer leur propre emploi, au lieu de se résigner au chômage ; d'autres ont envie de vivre des rapports humains différents au sein de l'entreprise (l'autogestion, la dimension communautaire) ; certains désirent promouvoir de nouvelles technologies que

rejetent (ou récupèrent) nos complexes bureaucratiques-industriels ; des travailleurs sociaux créent des entreprises pour réinsérer les exclus plutôt que de les confiner dans l'assistance ; d'autres enfin cherchent à exploiter les potentialités de leur région plutôt que de la laisser mourir...

Tous ces projets, toutes ces expériences ont en commun le rejet de « l'économisme », c'est-à-dire d'une économie autonome vis-à-vis de l'éthique. C'est pour l'avoir séparé de la « sagesse » que notre civilisation se trouve actuellement dans l'impasse.

Ce renouveau de l'esprit d'entreprise, mais dans une perspective différente des « pionniers » du XX^e siècle, ne fait en réalité que traduire un changement de comportement des « minorités agissantes » de notre société. Là aussi, un cloisonnement est en train de sauter : celui qui sépare l'activité politique et sociale de chacun de sa vie personnelle, et qui est symbolisé — de manière bien simpliste — par l'expression « le cœur à gauche, le portefeuille à droite ». Sans pour autant rejeter le militantisme classique, beaucoup en voient les limites : l'autogestion, l'écologie, la solidarité ne peuvent pas se décréter, elles doivent d'abord se vivre concrètement.

Pour vivre cette cohérence indispensable à un véritable changement social, les uns se lancent à l'aventure — et c'est le cas de nos « entrepreneurs » décrits plus haut —, d'autres la mettent en œuvre « à l'intérieur du système ».

Les CIGALES

Tel est précisément le projet de l'ALDEA : faire se rencontrer ces nouveaux entrepreneurs avec ces «mutants» de l'intérieur, pour qu'ensemble ils puissent construire une autre économie. Les efforts des premiers resteront vains s'ils ne sont pas soutenus par un réseau de compétences et de financement ; les tentatives des seconds seront «récupérées» par le système si elles ne sont pas reliées à des expériences novatrices «à l'extérieur».

D'où la création d'une «agence de liaison pour le développement d'une économie alternative», qui souhaite promouvoir un réseau de soutien au développement de nouveaux rapports économiques. Soutien sous la forme d'un partage de compétences — des techniciens et experts en gestion se mettent au service d'entreprises alternatives, à des tarifs modestes — et sous la forme d'un *placement de son épargne en fonds propres d'entreprises alternatives*.

En ce qui concerne le réseau de financement, il se situe à la charnière de deux besoins : d'une part, la nécessité pour les entreprises alternatives de disposer de *fonds propres* suffisants pour se créer et se développer, ces fonds propres conditionnant le déblocage des prêts bancaires ; d'autre part, le souci de ceux que nous avons appelé «les mutants» de savoir où va leur épargne et de l'affecter en cohérence avec leurs idées, bref d'assumer pleinement leurs responsabilités au plan financier.

Jusqu'alors, un certain nombre de réseaux d'épargne courts s'étaient mis en place, mais sans relation les uns avec les autres et de manière semi-clandestine. Il s'agit à présent de systématiser ces expériences et de développer au grand jour un circuit de financement crédible. D'où la mise au point par l'ALDEA du dispositif «CIGALES» : Clubs d'Investisseurs pour la Gestion Alternative et Locale de l'Épargne.

Les opportunités existent

Un certain nombre de dispositions existent, qui favorisent au plan fiscal l'investissement en actions. Alors qu'elles ont été conçues pour réanimer le marché financier, en l'occurrence la Bourse, avec une efficacité relativement limitée, il s'agit à présent de les utiliser dans une perspective différente, au profit d'entreprises alternatives et de ceux qui y investiront une partie de leur épargne.

Les dispositions utilisées pour les CIGALES sont au nombre de trois : — le compte épargne en actions «Delors» (anciennement «Monory») : on peut déduire 25 % de la somme investie sur ses impôts, dans la limite de 7 000 F. par personne et de 14 000 F. par couple ; cette mesure s'applique non seulement aux actions de sociétés cotées en Bourse, mais aussi aux parts sociales de SA non cotées et de SARL (SCOP ou non) ;

— l'avoir fiscal ; l'Etat accorde un crédit d'impôt égal à 50 % des dividendes reçus ;

— le club d'investissement ; il permet à des investisseurs de s'associer pour gérer ensemble un portefeuille d'actions et bénéficier des déductions fiscales précédentes, celles-ci étant étendues aux placements non effectués en actions françaises, dans la limite de 25 % de l'ensemble du portefeuille.

La CIGALE est précisément un club d'investissement, mais un club différent, dans la mesure où ses placements s'effectuent uniquement dans le ressort de l'économie alternative. Ainsi, tout en mettant en pratique leurs idées au niveau de la gestion de leur épargne, ses membres bénéficient de déductions fiscales appréciables, même si une partie (25 % maximum) de leurs investissements se réalisent dans des entités n'ayant pas

qualité de SA ou de SARL (exemple : associations, sociétés civiles immobilières).

Comme les clubs d'investissement classiques, les CIGALES sont un lieu de formation : formation à l'autogestion de l'épargne, à l'économie alternative, à la responsabilisation concernant notre mode de vie.

En ce début 1984, quelques CIGALES ont déjà vu le jour, principalement en région parisienne.

Créé à l'initiative de l'ALDEA cet instrument de mobilisation de l'épargne locale a-t-il une chance réelle de se développer ?

ALDEA : Agence de Liaison pour le Développement d'une Economie Alternative, BP 67, 72, rue du Château d'Eau, 75462 Paris Cédex 10. Tél : (1) 246.53.86

projet

n° 183, mars 1984

A propos du Nicaragua (P. de Charentenay)

De la difficulté d'une justice fiscale (J.-F. Verny)

Les crises de la protection sociale (S. Silland)

Acteurs collectifs de l'entreprise (R. Sainsaulieu)

Sports et jeux, ou le corps arbitre (O. Vallet)

Modernité de Keynes ? (B. Ullmo)

Keynes aujourd'hui, une influence contestée (P.-Y. Hénin)

Les sociologues et le christianisme (D. Hervieu-Léger)

Regards sur le monde

Venezuela, la démocratie en attente (B. Lestienne)

Les Philippines en crise (P. et M. Dassé)

Le Maroc entre tribalisme et modernisation (P. Brachet)

La conjoncture politique (H. Portelli)

Lettre de Nouvelle-Calédonie (J. Sommet)

Revue des livres

Revue mensuelle en vente dans les kiosques, drugstores et librairies — Le n° : 33 Fr. — Abonnement 1 an : 280 Fr (étudiants 220 Fr) — Projet, 14 rue d'Assas, 75006 PARIS

Analyses critiques

TOFFLER, Alvin. — *Les cartes du futur.* — Paris, Ed. Denoël, 1983.

Voir analyse critique dans ce numéro en page 25

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN. — «Comment vivrons-nous demain ?» — Rapport ronéo du groupe long terme «Changement des modes de vie». — Paris, novembre 1983, 181 p.

Voir analyse critique dans ce numéro en page 30

L'auto-organisation. De la physique au politique. — Colloque de Cerisy. Sous la direction de Paul Dumouchel et Jean-Pierre Dupuy. — Paris, Le Seuil, 1983. — 558 p.

Voici un ouvrage important, tant par son caractère volumineux (558 pages), que par le nombre (100) et surtout la qualité des participants à un colloque dont il fait compte-rendu. Parmi les participants, on peut citer pêle-mêle, outre les auteurs organisateurs, Isabelle Stengers, Henri Atlan, Cornelius Castoriadis, René Girard, Edgard Morin, Thierry de Montbrial, Pierre Rosanvallon, Yves Barel, Jean-Louis Le Moigne, Roger Guesnerie, Bernard Walliser...

C'est donc un «plateau» très prestigieux qui était offert aux auditeurs du colloque, dont le but était de faire le point sur les développements les plus récents de disciplines comme la physio-chimie, la thermodynamique des processus irréversibles ; la cybernétique et l'intelligence artificielle ; la biologie, la biochimie, la biophysique, la neurophysiologie, l'immunologie, l'épistémologie. Bien sûr, ce sont les points communs, les ressemblances et analogies intéressant le phénomène de l'auto-organisation qui étaient visées par diverses présentations suivies de discussions. Quelques séminaires sur des sujets proches complétaient cet ensemble.

Un certain nombre de communications portaient sur des réflexions ayant trait aux applications des sciences exactes et biologiques :

- quelques approches physiques de l'organisation (G. Weisbuch) ;
- réseaux d'automates et morphogénèse (F. Fogelman-Soulié) ;
- la caméra autoréférentielle (G. Weisbuch) ;
- les sciences du système nerveux et le formalisme du hasard organisationnel (J. Paillard) ;
- auto-organisation à partir du bruit et système nerveux (J.C. Tabary).

Un séminaire regroupait trois conférences en sciences économiques (R. Guesnerie, B. Walliser, P. Mongin) et lui, faisant pendant, deux conférences socio-politiques de P. Rosanvallon et Y. Barel.

Les autres interventions, les plus nombreuses, concernaient la philosophie, l'épistémologie et d'une manière plus générale les sciences humaines. Quelques exemples :

- l'émergence du nouveau et du sens (H. Atlan) ;
- la fascination de l'auto-organisation (P. Livet) ;
- la contingence dans les affaires humaines (C. Castoriadis, R. Girard) ;
- la connaissance de la connaissance (Auto, être, penser) (J.L. Vullierme) ;
- science de l'autonomie et autonomie de la science (J.L. Le Moigne).

Un humour — très littéraire — a caractérisé certaines communications («les dangers de l'autre», «des tortues jusqu'en bas», «la danse de Salomé», «que disent les oiseaux ? Réflexions sur une théorie de la communication...») et, d'une manière générale, a été la marque perceptible de l'ensemble des débats. Jeux de mots savants (la «boucle émissaire»), relations précieuses des événements («la cloche des repas sonne, bruits de chaises, on sort»), amicales et complices algarades d'intellectuels, cet ensemble de micro-notations donne vie à l'ouvrage, lui permet de garder une certaine distance vis-à-vis des sujets traités, l'empêche d'être ennuyeux. Il permet au surplus une lecture sociologique de cette réunion d'une semaine organisée autour d'une Action Thématique Programmée (ATP) du CNRS.

C'est d'ailleurs peut-être ce jugement sur les hommes, sur ce qu'ils représentent, leur manière de s'exprimer, de se comporter entre pairs, qui présenteront le plus d'intérêt dans cent ou deux cents ans. Comment se passait une réunion d'intellectuels en 1983 ? est une question à laquelle on pourra en grande partie répondre grâce à cet ouvrage, et ce n'est pas là une de ses moindres qualités.

Reste le contenu : ce colloque eut-il été organisé il y a quatre ou cinq ans, il eût été placé sous le signe générique de la systémique ou de l'analyse de systèmes. Il y a dix ou quinze ans, c'eût été la «théorie des systèmes» dont on aurait parlé... Les mots s'usent vite, mais il est choquant que cette filiation

n'ait pas été soulignée durant le colloque, car les concepts maniés, eux, n'ont guère évolués.

Un vibrant hommage, au début et à la fin de l'ouvrage est rendu à Ivan Illich et au souvenir de Cuernavaca. C'est une référence sympathique mais a-t-elle un rapport aussi étroit et évident avec l'esprit du colloque organisé à Cerisy ? Finalement I. Illich n'est-il pas avant tout un intellectuel praticien, alors qu'un colloque comme celui-ci élabore un discours sur les théories ?

L'autonomie, l'auto-organisation déboucheront-elles sur autre chose que sur des programmes de recherche ? Ce qui n'est certes déjà pas si mal, mais ne constitue pas en soi l'apparition d'une nouvelle théorie. Par rapport à leurs écrits d'il y a quelques années, plusieurs sont les intervenants qui ont découvert le «double bind», Palo Alto, les écrits et expériences des équipes de Bateson, Watzlawick et autres chercheurs analogues. Y a-t-il eu d'autres faits marquants ? Permanence des discours, virtuosité fréquente des orateurs, rareté des idées neuves.

Pierre-Frédéric Tenière-Buchot

CERI. — *Les études et le travail vus par les jeunes.* — Paris, OCDE, 1983. — 137 p.

Le rapport réalisé par le Centre pour la Recherche et l'Innovation dans l'Enseignement (CERI) est une synthèse de différentes enquêtes réalisées dans quinze pays, membres de l'OCDE. A la vision de cette fresque, volontairement réductrice, le lecteur demeure souvent insatisfait. Mais cette étude, a le mérite d'avoir cherché à rassembler des données éparses et d'aller à l'encontre de certaines idées reçues.

Tout d'abord, la jeunesse qui, dans nos sociétés est soit encensée, soit vilipendée, semble dotée d'une spécificité qui apparaît en définitive artificielle. Les opinions et les idées de la jeunesse, n'en déplaise à ceux qui voient en elle une source de profondes transformations futures, sont en définitive relativement conservatrices et en grande partie tributaires du milieu social dans lequel elle évolue.

La famille n'est absolument pas contestée et c'est une valeur à laquelle les jeunes attachent une grande importance. Cet attachement va même (ô surprise) jusqu'au maintien du partage selon les sexes des tâches domestiques.

Le travail demeure lui aussi fondamental : «la réussite et la satisfaction professionnelles figurent en bonne place parmi les buts qu'ils se fixent dans l'existence». Le travail est un moyen d'être reconnu comme un adulte à part entière. On observe une grande faculté d'adaptation au marché du travail.

Les institutions politiques et sociales, ainsi que la patrie, ne suscitent que peu d'enthousiasme de la part des jeunes. Mais il faut insister dans ce cas sur les différences entre les pays. Par exemple les jeunes français sont plus patriotes que les jeunes allemands.

L'école, et plus généralement les études, suscitent apparemment des sentiments contradictoires. Elles font l'objet d'une très grande aspiration de la part des jeunes, mais sont en même temps source de déception. Les jeunes attendent des études scolaires une préparation à la vie professionnelle et adulte et n'y trouvent qu'un mode de sélection.

En définitive, ce qui apparaît, c'est que la période de vie que représente la jeunesse est subie d'une manière passive plutôt que vécue. Il existe perpétuellement un décalage : décalage entre travail souhaité et travail obtenu, décalage entre école imaginée et école réelle et décalage plus général entre les aspirations et la réalité. C'est peut-être là que réside la véritable spécificité de la jeunesse. Ceci entraîne chez les jeunes souvent l'indifférence et la résignation, parfois la marginalité et la révolte.

A cette étude, qui mériterait un plus ample débat par les problèmes et les questions qu'elle soulève, on pourrait cependant faire deux reproches :

— tout d'abord sa présentation typographique, austère, n'offre aucune présentation synthétique ou graphique des résultats

— ensuite cette recherche se fonde implicitement sur trois variables : nationalité, sexe et origine sociale. On aurait aimé savoir comment sur chaque problème, s'articulent exactement ces trois variables.

Charles du Granrut

SCHWARTZ, Laurent. — *Pour sauver l'université.* — Paris, Seuil, 1983. — 123 p.

JACQUENOD, Raymond. — *Promotion 2000. Une école pour aujourd'hui et pour demain.* — Paris, Sylvie Messinger éditrice, 1983. — 228 p.

FERRY, Gilles. — *Le trajet de la formation. Les enseignants entre la théorie et la pratique.* — Paris, Dunod, 1983. — 112 p.

Parmi les récentes publications, voici trois ouvrages qui traitent des problèmes essentiels du système éducatif français : l'enseignement supérieur, la scolarisation des jeunes, la formation des maîtres.

C'est un cri d'alarme que jette Laurent Schwartz, bien que son livre ne participe pas à la campagne politique contre la loi sur l'enseignement supérieur. Homme de gauche, l'auteur s'étonne des attaques de l'opposition contre les textes d'Alain Savary, car dit-il, cette opposition « a disposé du pouvoir pendant 23 ans, nous savons ce qu'elle a fait — et aussi ce qu'elle n'a pas fait — en matière d'éducation » ; ainsi à partir des années 70 les gouvernements se sont peu à peu désintéressés de la recherche et « cette régression d'une

dizaine d'années est une véritable catastrophe nationale, aux conséquences en partie irréparables pour le proche avenir». Les critiques de L. Schwartz se présentent comme l'ardente volonté de sauver l'Université pour le bien du pays.

Tout d'abord L. Schwartz approuve les orientations générales de la loi ; celle-ci cherche justement le décroisement entre l'Université et l'industrie et elle accorde une priorité à la formation professionnelle. Ces objectifs sont valables et souhaitables ; seule la gauche pouvait débarrasser la loi de l'idée de subordination aux intérêts capitalistes. Par contre L. Schwartz critique vivement deux mesures : le refus de sélection, le collège unique. Pour l'auteur, le refus de sélection, contrairement à tout ce qui se fait dans les pays industrialisés — Etats-Unis, U.R.S.S. — entraîne l'élimination par l'échec et la mise en œuvre de mesures dérogatives plus ou moins hypocrites ou clandestines ; il faut résolument organiser la sélection de telle sorte que « tout élève ait le droit de choisir son université pourvu qu'elle l'accepte ; que toute université ait le droit de choisir sa méthode de recrutement et d'organisation à l'intérieur de ses cycles ; la seule règle est que tout bachelier garde le droit d'entrer au moins dans une des facultés de son Académie ».

La critique du collège unique vise le fonctionnement des conseils qui dirigeront désormais les Universités, en particulier le fonctionnement du conseil scientifique ; l'élection des membres de ces conseils (représentants des enseignants, des chercheurs, des étudiants, des personnels, des personnalités extérieures, etc.) par un collège unique assurera une prédominance des critères syndicaux et politiques sur les critères de compétence. Un gouvernement socialiste doit reprendre la tradition républicaine et réhabiliter le mérite, la compétence, l'émulation intellectuelle ; une éducation de masse ne doit pas entraîner, par un égalitarisme faussement démocratique, la dégradation de l'Université ; le sort du pays en dépend.

Comme l'indique le titre de la collection « Clefs pour le futur », l'ouvrage de Raymond Jacquenod *Promotion 2000* décrit ce que le sous-titre appelle « une école pour aujourd'hui et pour demain ». C'est en songeant aux tout-petits entrés en classe pour la première fois à l'automne 83 que l'auteur, dans un style élégant et clair, scrute cet espace scolaire que vont traverser pendant des années ces jeunes qui atteindront l'âge d'homme au début du XXI^e siècle. L'intention affichée — la considération d'un système déjà là — et la nature des importantes responsabilités passées de l'auteur — Inspecteur général, conseiller du Ministre — enlèvent à cet essai tout accent utopique et peut-être aussi un certain caractère percutant. Jacquenod passe en revue tous les aspects du système éducatif depuis les infrastructures matérielles jusqu'à l'âme de l'école (l'école va-t-elle changer d'âme ?) ; à travers les manques, les défaillances, les expérimentations, les tendances avouées ou inavouées qui se font jour, l'auteur essaie de discerner ce qui s'imposera durant cette fin de

siècle ; l'école abandonnera son cadre architectural actuel ; l'école moyenne, phénomène essentiel de notre temps, continuera à chercher son identité ; la pédagogie responsabilisera de plus en plus l'élève ; les contenus d'enseignement seront renouvelés ; la participation des parents accrue, l'orientation organisée au service de l'élève. Mais l'horizon 2000 n'est pas simplement dessiné à travers l'extrapolation des tendances contemporaines ou la généralisation des expériences pédagogiques porteuses d'avenir ; l'auteur s'insurge aussi contre les attitudes ou les pratiques qui conduisent, par exemple, à négliger l'enseignement du français, à oublier les vertus formatrices des langues anciennes. Ce sont ces considérations normatives d'un idéal éducatif qui, jointes à la lecture critique des tendances pédagogiques présentes, donnent une certaine dimension prospective à *Promotion 2000*.

Comment seront formés les enseignants qui exerceront dans les structures scolaires ? *Le trajet de la formation* de Gilles Ferry propose-t-il une réponse ? L'auteur, professeur de sciences de l'éducation, dénonce l'ambiguïté du discours pédagogique qui est à la fois élucidation de l'action développée dans la pratique et théorie de cette pratique : « de ce discours on peut dire qu'il se déplace dans un espace intermédiaire entre la pratique et la science, que son contenu est hybride, sa démarche indirecte, son statut épistémologique controversé, et que tout compte fait sa fonction est essentiellement idéologique ». On comprend qu'il ne faut pas compter sur un tel discours pour asseoir une réelle et authentique formation des maîtres. Dépassant l'opposition un peu simpliste formation traditionnelle/formation nouvelle, Gilles Ferry distingue trois modèles de formation : un modèle de formation centré sur les acquisitions, un modèle de formation centré sur la démarche, c'est-à-dire sur les expériences de tous ordres (sociale, intellectuelle, individuelle, collective, etc.) et enfin un modèle de formation centré sur l'analyse. Théoriquement quatre approches nettement définies, l'approche fonctionnaliste, l'approche scientifique, l'approche technologique et l'approche situationnelle permettent le déploiement concret de ces trois modèles de formation. Il est indéniable que c'est d'une part l'approche situationnelle, fondée sur la relation du sujet aux situations éducatives, et d'autre part les modèles centrés sur la démarche et sur l'analyse qui sont privilégiés par l'auteur.

On peut certes penser que l'immersion dans l'expérience et la capacité d'analyser des situations implicantes sont les meilleurs moyens de déterminer les apprentissages à faire dans telle ou telle occurrence et par conséquent de se libérer d'une pratique scolaire jugée aliénante. Mais est-ce possible dans le cadre de l'institution éducative ? G. Ferry reconnaît que la remise en question des processus de formation et les innovations pédagogiques se sont faites en dehors des milieux enseignants et parfois contre eux. On peut se demander si le contact obligé avec un contexte scolaire, culturellement et idéologi-

quement déterminé, n'occultera pas la signification de certaines expériences ; d'autre part, il manque une étude approfondie de la notion d'analyse et surtout d'expérience, étude qui pourrait déboucher sur un « discours de la méthode » ; aucun critère de validité intersubjective, susceptible d'évaluer les enseignements tirés d'une expérience vécus dont le caractère est tout de même d'être strictement individuelle, n'est indiqué ; il en résulte que la volonté de soustraire le sujet à l'emprise des préjugés, des théories et des idéologies est annulée par le monopole épistémologique conféré aux sciences psychosociologiques ; ce sont elles qui finalement aideront à déchiffrer les situations vécues. N'est-ce pas retomber dans l'aliénation initialement condamnée ?

Les trois ouvrages que nous venons d'évoquer témoignent une fois encore de la crise qui frappe les systèmes éducatifs. Si le livre de Laurent Schwartz se situe sur un plan concret et positif, les deux autres constituent d'avantage une incitation à la réflexion qu'un programme opérationnel d'action ou d'organisation.

Louis Arénilla

PITAUD, Philippe. — *La retraite au féminin.* — Paris, Pierre Horay Editeur, 1983. — 222 p.

La retraite, entendue comme l'état qui caractérise toute personne dès l'instant où elle cesse définitivement d'exercer une quelconque activité professionnelle, ne pose en aucune façon problème aux seules femmes. A ne se fier qu'aux seules recherches publiées en la matière et qui, à de très rares exceptions près, sont exclusivement centrées sur les difficultés d'adaptation des hommes retraités, c'est même une évidence dont on se pénètre très rapidement. Une évidence qui ne devrait pourtant pas manquer de déranger les esprits.

Même sans exciper des modifications intervenues tant dans les comportements des femmes que dans le regard que la société porte sur la place des femmes dans le système de production, il est bien d'autres facteurs qui interpellent les scientifiques et les invitent à ne plus concevoir la retraite comme une « situation typiquement même ». On en citera deux :

— L'importance numérique croissante des femmes retraitées. Du fait d'une longévité supérieure à celle des hommes, les femmes qui ont travaillé constituent d'ores et déjà la majorité des individus qui ont la plus grande espérance de vie en situation d'inactivité professionnelle ou, si l'on préfère, la plus grande espérance de vie en qualité de bénéficiaires de pensions de retraite. Selon toute vraisemblance, le phénomène devrait s'amplifier, non seulement parce que les femmes sont aujourd'hui plus nombreuses qu'hier à avoir

investi le marché du travail, mais encore parce que la tendance constatée à l'allongement de la durée de vie après 50 ans des hommes et des femmes bénéficie davantage aux secondes qu'aux premiers.

— La spécificité du vieillissement féminin. Pour les hommes, la cessation de toute activité professionnelle, en tant que «perte d'un lieu d'identification sociale», est une cassure qui prédomine sur le vieillissement. Pour les femmes, il en va par contre fort différemment. Cette cassure intervient, en effet, après une première rupture, celle de la ménopause, qui marque tout à la fois la fin d'une fonction grandement valorisée par la société et l'«entrée dans une nouvelle phase de l'existence qui débouche sur la vieillesse et la mort».

La retraite contribue à renforcer, si besoin était, l'idée de la femme socialement «finie».

En décidant de publier un livre entièrement consacré à la retraite des femmes, Philippe Pitaud s'est incontestablement démarqué de la plupart des sociologues de la famille ou gérontologues, sans que ces derniers lui en tiennent au demeurant rigueur, allant jusqu'à lui attribuer le prix 1983 de la Société Française de Gérontologie.

Pour n'avoir point brigué une telle récompense, et donc pour ne point figurer aujourd'hui parmi les prétendants déçus, nous n'en sommes que plus libres pour porter sur l'ouvrage un jugement critique.

Il n'en a pas toujours été ainsi, mais force est de constater que le vieillissement démographique et la retraite sont désormais deux thèmes fort en vogue, remarquablement commerciaux serions-nous tentés d'écrire. Il ne se passe guère de jours, en effet, sans que soit publié, sur l'un ou l'autre thème, un article ou édité un livre, la plupart du temps improprement qualifié de vulgarisateur car excessivement simplificateur, abusivement généralisateur, éminemment pseudo-scientifique.

A bien des égards *La retraite au féminin* nous paraît relever de cette catégorie. De par son titre, tout d'abord.

L'auteur peut, certes, arguer du fait que loin de résulter d'un choix délibéré de sa part, il lui a plutôt été imposé par son éditeur. Il reste que *la retraite au féminin* est un titre qui suggère l'existence d'un modèle unique de retraite pour les femmes. Il est à l'opposé de ce que l'auteur essaie de démontrer. Philippe Pitaud traite dans son livre des problèmes consécutifs pour les femmes à la cessation d'activité professionnelle. Sa population de référence est donc constituée de «jeunes retraitées» (en fait, âgées de 55 ans à 69 ans révolus) et son ambition consiste, en jouant essentiellement du passé professionnel différent de ces femmes, à montrer que compte tenu de la diversité des conditions de santé, de ressources financières ou culturelles, les difficultés rencontrées, comme l'aptitude à les surmonter, sont par essence fort diverses et variées.

Par ailleurs, l'auteur a choisi de ne travailler que sur une population de

«jeunes retraitées» mariées. Dans les groupes d'âges considérés, c'est effectivement encore l'état matrimonial qui est le plus fréquent pour les femmes. On ne saurait oublier que cet état-là n'est pas définitif. Tant s'en faut. Tôt ou tard, les femmes, dans leur immense majorité, finissent par payer le tribut d'une longévité exceptionnelle. Par définition, Philippe Pitaud néglige les conséquences du veuvage. On a cependant peine à croire qu'elles soient véritablement nulles et qu'elles n'introduisent aucune différentielle en matière de retraite.

«Des retraites de femmes», oui. «La retraite au féminin», non. En écartant la thèse de la compensation (selon laquelle «la retraite se situant en période finale de la vie professionnelle prendrait la forme de très longues vacances et libérerait l'homme du joug du travail en lui offrant un temps illimité à consacrer au rattrapage des loisirs»), et en faisant au contraire sienne la thèse de la continuité-rupture (qui présente «la période de post-activité comme s'insérant dans un cumul, un héritage des modes et conditions de vie antérieurs, mais aussi dans une réorganisation qui soit la rupture consécutive à la perte du travail et qui se nourrit forcément des acquis de cet héritage»), l'auteur ne fait preuve ni d'originalité, ni de témérité.

Si la thèse de la compensation a encore les faveurs de certains médias (*Marie France*», *Marie Claire*», *Elle*», *Jours de France*», *La Vie*» pour ne reprendre ici que ceux mentionnés par l'auteur), elle est néanmoins, depuis une vingtaine d'années, de plus en plus repoussée par les chercheurs. Des chercheurs qui administrent la preuve de son irrecevabilité moyennant des investigations plus poussées et plus convaincantes que celle de Philippe Pitaud qui se livre à une pseudo-analyse d'un certain nombre d'entretiens (combien au juste ?) réalisés auprès de femmes retraitées, choisies non point en fonction de critères de représentativité, mais en fonction de l'objectif à atteindre.

Bien évidemment, à la manière du croyant qui, parce qu'il en vient, sait où il va, l'auteur trouve finalement ce qu'il était venu chercher et, tout à son bonheur, en reste là.

Mais quel besoin était-il de travailler sur deux populations de «jeunes retraitées» mariées (une population de non-cadres, du secteur privé pour l'essentiel, d'une part, et une population de cadres du secteur public, d'autre part), si ce n'était pas pour introduire la différentielle activité professionnelle ou catégorie socio-professionnelle antérieure du mari ?

Par ailleurs, on connaît l'importance des écarts en matière d'espérance de vie à un âge donné selon le passé professionnel des individus et l'on sait aussi (ou l'on devrait savoir) qu'un moyen de compenser partiellement les effets de l'inégalité sociale devant la mort consiste à jouer sur l'âge de cessation d'activité professionnelle. Dans ces conditions, pour quelle raison l'auteur n'a-t-il pas prêté davantage attention à la variable âge au moment de la retraite ?

Enfin, au même titre que la descendance finale d'une femme mariée varie non seulement en fonction de son âge au mariage, mais encore en fonction de la durée de son mariage, la façon dont un individu (homme ou femme, peu importe au demeurant) perçoit et vit sa retraite ne dépend-elle pas étroitement de la durée écoulée depuis la cessation d'activité ?

Prétendument destiné à porter au sujet des « pratiques des femmes en situation de retraite » l'attention qu'il mérite, « la retraite au féminin », comporte d'évidentes lacunes.

S'il veut contribuer plus efficacement à « la modification de mentalités enfermées dans des siècles de pouvoir masculin obscurantiste », le lauréat du prix 1983 de la Société Française de Gérontologie se doit de rectifier sérieusement le tir.

Alain Parant

Comptes-rendus

- **BOTEZ, Mihai C. CELAC, Mariana.** — *Undesirable Versus Desirable Societies.* — Tokyo, United Nations University, 1983. — 74 p.

Ce document présente les résultats d'un projet de recherche sur les sociétés désirables. C'est une contribution au G.P.I.D. (Goals, Processes and Indicators of Development) faite indépendamment de l'équipe du G.P.I.D. de Bucarest dirigée par le Professeur S. Marcus. La conclusion principale de ce document est qu'il n'existe pas d'image unique de société désirable. Les auteurs ont tenté de démontrer que le processus de participation à l'élaboration d'images de sociétés futures désirées est plus importante que les résultats ; cette élaboration ne peut être réduite à un processus fondé sur des buts pré-définis.

L'approche de cette réflexion est centrée sur les sociétés non-désirées comme complément critique des sociétés désirées. La construction de schéma de sociétés non désirées est l'élément nécessaire qui permet de dresser des stratégies d'action.

- **CORDEIRO, Albano.** — *L'immigration.* — Paris, La découverte Maspéro, 1983. — 128 p.

Est-il vrai que les immigrés coûtent cher à la sécurité sociale ? L'immigration a-t-elle freiné la modernisation de l'industrie française ? Quel est le lien entre chômage et immigration ? Y a-t-il une deuxième génération ?

Ce livre traite de l'immigration économique, en incluant l'immigration politique par le biais de l'activité économique du pays. Le phénomène de l'exode des cerveaux n'est pas soulevé particulièrement, il est confondu dans les flux globaux mentionnés.

L'immigration est analysée comme composante de l'histoire du salariat en France, du développement de l'urbanisation, d'intégration et de gestion de la main-d'œuvre et des travailleurs.

Le recours du patronat et de l'Etat aux travailleurs immigrés dans un but d'économies en matière de coût global de la main-d'œuvre est examiné particulièrement, ainsi que l'impact de la crise économique sur les travailleurs immigrés.

Les économistes reconnaissent le caractère structurel de l'emploi des travailleurs immigrés qui n'est pas contradictoire avec des séjours temporaires ou une immigration familiale : cette population s'inscrivant dans une «chaîne migratoire», c'est-à-dire comportant un retour au pays de départ.

Maintenir une population d'origine immigrée, dix ans après la crise de l'emploi, révèle un fait occulté : la population concernée fait partie du peuplement de la France sans être réellement assimilée. Enfin, face au défi de penser la France en englobant les communautés issues de l'immigration, il est nécessaire de tenir compte et d'envisager de manière nouvelle «l'ex-immigration».

- **OCDE. — *L'interdépendance économique mondiale et l'évolution des relations Nord-Sud*. — Paris, O.C.D.E., 1983. — 90 p.**

Ces dix dernières années, l'interdépendance économique mondiale est devenue beaucoup plus évidente. Les influences économiques et financières mutuelles entre pays industrialisés et pays en développement se sont, en particulier, considérablement intensifiées. Ce rapport met en évidence les principaux éléments de l'interaction entre pays développés et pays en développement. Se plaçant dans une perspective structurelle à assez long terme, il examine les liaisons entre les problèmes ainsi qu'entre les pays ou les groupes de pays.

Une optique spécifiquement Nord/Sud convient souvent assez mal pour examiner les questions d'interdépendance globale, entre pays industrialisés et pays en développement, ceux-ci pouvant être exportateurs de produits de base, emprunteurs ou prêteurs de capitaux. Mais il existe dans l'interdépendance globale des éléments spécifiquement Nord/Sud, par exemple : les interactions dans le domaine de la dette, des échanges et des finances, l'évolution des relations commerciales et la situation énergétique. C'est ce qui est examiné dans cet ouvrage.

- **DELCOURT, X. MATTELART, A. MATTELART, M. — *La culture contre la démocratie*. — Paris, La Découverte, 1983. — 209 p. Annexes.**

Ce livre constitue le rapport final de la mission de recherche «Pour un espace audiovisuel latin» qui s'est déroulé du 15 novembre 1982 au 30 juin 1983 sous la direction de A. Mattelart, mission créée par le Ministère de la culture. Dans sa première partie sont analysés les déséquilibres qui marquent les flux internationaux en matière de culture, d'information et de communication.

La seconde partie situe le débat sur la culture et ses liens avec l'industrie en ce qui concerne l'analyse des tendances inhérentes à la restructuration de l'économie internationale et dont doit tenir compte toute recherche d'expression audiovisuelle.

La troisième partie évalue les efforts déjà entrepris dans le domaine audiovisuel pour une nouvelle solidarité Nord/Sud et Sud/Sud. Enfin dans la quatrième partie sont abordées les contradictions auxquelles doivent faire face les industries de programmes : expression démocratique et conquête des marchés extérieurs.

- **MATTIS, Ann Ed. — *A Society for International Development : Prospectus 1984*. — Durham, North Carolina U.S.A. : Duke University Press/Society for International Development, 1983. — 248 p.**

Le 25^e anniversaire de la Society for International Development (SID) et la conférence qui s'est déroulée à cette occasion ont permis de poser les questions suivantes tant au niveau international, que national et local.

Quelle est la réalité du monde aujourd'hui ? Qu'avons nous appris ces 25 dernières années ? Vers où allons-nous ?

Cette conférence s'est déroulée dans une situation mondiale préoccupante, cependant il convient de diagnostiquer la profondeur et la nature réelle de la crise. Ceci est particulièrement difficile par manque d'un cadre de réflexion approprié. D'une part on peut observer l'attaque conservatrice contre les politiques et stratégies passées ; d'autre part s'instaure le débat entre progressistes en ce qui concerne ce qui est ressenti comme négatif ; mais ce débat ne débouche pas sur des accords de proposition d'action.

Ce livre, qui présente certaines communications de la conférence, tente de traduire le débat progressiste et cherche les solutions pour une coopération internationale nouvelle, c'est-à-dire fondée sur des relations différentes d'individu à individu, d'individu à nature, d'individu à technologies, de Nord à Sud : raisonner du village au monde. Ceci ne peut se bâtir qu'avec une participation sociale à tous niveaux.

Certains points tels que l'agriculture et l'alimentation, la recherche et les méthodes de recherche, les ressources aquatiques, la monnaie électronique, les petites entreprises privées ont été particulièrement examinées compte tenu de leur intérêt pour les années à venir.

- **SAVARY, Julien.** — *Les effets des entreprises multinationales sur l'emploi : le cas de la France.* — Bureau International du Travail, Genève, document de travail n° 24, 1983. — 84 p.

Cette étude est une base de travail qui fait partie des recherches effectuées dans le cadre du programme de l'O.I.T. sur les entreprises multinationales.

Après avoir situé le cadre de l'analyse — la chute actuelle de l'emploi, et la croissance de l'internationalisation — l'auteur examine point par point les effets des multinationales étrangères en France : les créations d'emploi, les groupes étrangers, la politique des groupes étrangers face à la crise, la pénétration étrangère dans les P.M.E., les conditions d'emploi, la localisation et les impacts de ces groupes multinationaux. Il complète son analyse par l'examen, dans les mêmes conditions, des multinationales françaises en France et hors de France.

- **VELASQUEZ, German.** — *L'industrie du médicament et le tiers-monde.* — Paris, Ed. L'Harmattan, 1983. — 200 p.

Un des facteurs important pour résoudre les problèmes actuels de santé dans les pays sous-développés est la possibilité de s'approvisionner en médicaments adaptés aux véritables besoins en santé de la population. L'approvisionnement en médicaments regroupe : l'achat, la production/préparation, le contrôle et la distribution des médicaments. Ce problème est abordé uniquement du point de vue économique. Une analyse historique de l'industrie pharmaceutique depuis les années 50 débute ce travail, elle est complétée par une analyse schématique de la médecine en Occident et des multinationales afin de comprendre leurs rôles dans les pays du tiers-monde.

Ce livre regroupe un ensemble d'alternatives possibles, de propositions concrètes pour améliorer l'approvisionnement du tiers-monde en médicaments. Le rappel de l'expérience de certains pays comme le Bangladesh, le Lesotho, le Mozambique, le Sri Lanka, a pour but non seulement de vérifier certains aspects de l'hypothèse de travail, mais aussi de contribuer à la coopération entre pays sous-développés.

Pour une revue détaillée des documents récents ayant un caractère prospectif, on peut se reporter à la **Bibliographie Prospective**, Bulletin bimestriel publié par l'Association Internationale Futuribles.

Les études sur le futur

Éléments de bibliographie

**Sélection établie par l'Association
Internationale Futuribles**

Quels sont les ouvrages de base permettant de se familiariser avec les concepts, les méthodes, les grands thèmes de la réflexion prospective ?

En réponse à cette interrogation fréquente, l'Association Internationale Futuribles s'est efforcée d'établir une courte bibliographie qui est ici présentée.

Comme toute sélection, celle-ci est arbitraire, imparfaite et a fortiori... incomplète.*

Peut-être pourra-telle cependant contribuer à enrichir une réflexion plus que jamais nécessaire.

*futuribles
(mars 1984)*

* Le centre de documentation de l'Association Internationale Futuribles comporte plus de 100 000 références auxquelles s'ajoutent, chaque mois, près de cent titres d'articles, de livres, de rapports venant du monde entier. Il était impossible de publier un catalogue complet. Mais ceux qui voudraient en savoir davantage pourront se procurer la bibliographie sélective des 30 dernières années (1 000 titres, sous forme d'un volume d'environ 300 pages, à paraître en mai 1984), s'abonner au bulletin de *Bibliographie Prospective* (bulletin bi-mestriel distribué sur abonnement) ou, pour information plus précise, s'adresser au service de documentation de l'Association Internationale Futuribles: 55, rue de Varenne, 75007 Paris, France. Tél: (1) 222 63 10.

Des grands classiques

- **ARMAND, Louis.** — *Plaidoyer pour l'avenir.* — Paris, Calmann Lévy, 1961. — 252 p. (avec la collaboration de Michel Drancourt).

La révolution technique est la donnée première de l'époque actuelle. Elle contient en puissance le meilleur et le pire. Elle bouleverse les structures sociales auxquelles la culture, dont nous sommes imprégnés, est liée. Un progrès dans l'organisation est donc indispensable pour que le monde puisse effectivement bénéficier de l'apport technique tandis qu'un effort d'imagination est nécessaire pour le mobiliser au profit de l'homme. Les sociétés doivent être d'autant plus « prospectives » que les réalisations technico-scientifiques accélèrent leur marche.

- **ARMAND, Louis, DRANCOURT, Michel.** — *Le pari européen.* — Paris, Fayard, 1968. — 311 p.

Vaste panorama sur le nouveau contexte mondial et les enjeux auxquels se trouve confrontée l'Europe. Pour relever le pari européen, l'Europe doit se doter d'une organisation nouvelle, conciliant les exigences de la liberté individuelle avec celle d'une grande discipline collective, et se tourner résolument vers l'avenir plutôt que vivre dans la nostalgie de son brillant passé.

Evoquant les ressources nouvelles qu'offre la technologie, notamment informatique, les auteurs pronent une rénovation de nos structures et un vaste programme de développement fondé sur les potentialités nouvelles qu'offre le progrès technologique.

- **BAREL, Yves.** — *La reproduction sociale, systèmes vivants invariance et changement.* — Paris, Anthropos, 1973. — 558 p.

La planification sociale n'est pas, ou pas encore, une réalité sociale comme l'est la planification économique. C'est un concept général qui englobe une série d'idéologies parfois éloignées et contradictoires. Après une introduction sur la reproduction biologique, selon la théorie générale des systèmes et celle des caractéristiques communes à tous les systèmes vivants, l'auteur élabore un cadre théorique et méthodologique de la reproduction sociale, analyse le contenu du concept de reproduction sociale (idée déjà latente chez Moscovici, Meillassoux, Bourdieu, Passeron, Balibar, L. Sève, Marx, Luxembourg, Boukhanine...), mais uniquement réalisée par Marx et de manière partielle.

L'objectif de cette recherche, d'inspiration marxiste, est de réduire l'écart formidable que l'on observe entre la recherche sociale théorique et les travaux concrets d'élaboration des indicateurs sociaux.

- **BELL, Daniel.** — *The Coming of Post Industrial Society: A Venture in Social Forecasting.* — New York, Basic Books, 1973. — 528 p. [Traduction française: *Vers la société post-industrielle.* — Paris, Laffont, 1976. — 448 p.]

Cet ouvrage explicite le concept de société post-industrielle et offre un large tableau de la « société du savoir », qui, par son rapide développement, remettra en cause l'ordre technico-économique.

- **BELL, Daniel.** — *Toward the Year 2000: Work in Progress.* — Boston, Houghton Mifflin, 1968 (Beacon Press Paperback, 1969)

Rapport de la Commission on the Year 2000 constituée en 1965 par l'Académie américaine of Arts and Sciences sous la présidence de Daniel Bell. Ce livre résume les débats de cette Commission entre octobre 1965 et février 1966, et comporte un certain nombre de papiers portant sur des thèmes aussi divers que la planification ou la méritocratie. Ce livre, marqué par une très grande diversité de contributions, est très stimulant.

- **BERGER, Gaston.** — «L'attitude prospective». — in *Revue Prospective*, n° 1, 1958.

Vigoureux plaidoyer d'inspiration philosophique pour le développement d'une attitude et d'une réflexion sur l'avenir à long terme, dont la nécessité, souligne l'auteur, résulte des conditions particulières dans lesquelles progressent aujourd'hui nos sociétés. Regarder au loin et adopter une démarche pluridisciplinaire sont les deux conditions qui permettront aux hommes de se départir du fatalisme et d'adopter un comportement positif, actif, vis-à-vis du futur.

- **BERGER, Gaston.** — *Phénoménologie du temps et prospective.* — Paris, P.U.F., 1964.

Sélection de textes de l'auteur sur le temps et sur la prospective. Les différents chapitres sont : la méthode phénoménologique ; la situation de l'homme ; phénoménologie du temps ; la prospective (sciences humaines et prévision, l'idée d'avenir et la pensée de Teilhard de Chardin, l'inquiétude contemporaine, quelques caractères généraux du monde actuel, l'attitude prospective).

- **BERGER, Gaston.** — *Les étapes de la prospective.*

Voir dans ce même chapitre *Varii Auctores*.

- **BERTALANFFY, Ludwig von.** — *Théorie générale des systèmes.* — Paris, Dunod, 1973. — 295 p.

Ouvrage fondamental d'initiation à la systémique qui — contrairement à de nombreux ouvrages ultérieurs — resitue l'économie de la mécanique des systèmes dans le contexte plus large d'une vision humaniste.

- **BROWN, Lester.** — *World Without Borders.* — New York, Random House, 1972. — 395 p.

Inventaire des problèmes de l'humanité. Leur solution passe par l'unification du monde et l'élaboration d'une nouvelle éthique sociale.

- **BROWN, Lester R.** — *Building a Sustainable Society.* — New York, N. W. Norton and Co., 1981. — 443 p.

Notre civilisation — à l'image de celle des Maya qui disparut à cause de l'érosion des sols — voit ses fondements sapés par une convergence de demandes qui constitue l'équivalent biologique d'un déficit financier. Déforestation, surpâturages, surexploitation des ressources halieutiques, tarissement des puits de pétrole minent l'économie et détériorent l'environnement. Ce diagnostic s'efforce d'indiquer la voie de ce que l'auteur considère comme la survie et cherche à identifier les moyens politiques, économiques et sociaux de transition. Le tableau qu'il brosse n'échappe pas toujours aux généralités, encore que conscient de ce fait, L. Brown, indique que des travaux ultérieurs viendront préciser tel ou tel point.

- **BRZEZINSKI, Zbigniew.** — *La révolution technétronique.* — Traduction française : Paris, Calmann-Lévy, 1971. — 387 p.

Analyse de la transition de la société industrielle vers la société technétronique, c'est-à-dire une société modelée culturellement, psychologiquement, socialement et économiquement par l'impact de la technologie et de l'électronique, notamment dans le domaine de l'informatique et des communications. L'auteur recommande une participation pluraliste, un humanisme rationnel et une communauté des nations développées.

- **CLUB JEAN MOULIN.** — *L'Etat et le citoyen.* — Paris, le Seuil, 1961. — 410 p.

La démocratie est-elle morte, chassée par la télévision, l'automation, la peur du communisme ? Non, répondent les auteurs qui soulignent au contraire l'importance de la démocratie. Alors que la

part de l'Etat s'accroît continuellement, il convient d'accroître le nombre de citoyens actifs et de favoriser la participation de tous à la vie politique.

- **COLE, H.S.D., FREEMAN, Christopher et al. (ed.). — *Thinking about the Future: A Critique to the Limits to Growth*. — London, Chatto and Windus, Sussex University, 1973. — 218 p. (Traduit en français sous le titre *L'anti-Malthus*. — Paris, le Seuil, 1974. — 350 p.)**

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

- **CROZIER, Michel. — *La société bloquée*. — Paris, Le Seuil, 1970. — 252 p.**

L'auteur analyse les blocages de la société française, tenant à des systèmes d'organisation trop cloisonnés, trop rigides, trop simplistes. Il faut que les organisations passent d'un modèle bureaucratique contraignant à un modèle plus souple, plus ouvert à la participation, fondé davantage sur la mobilité, la concurrence et la négociation.

- **CROZIER, Michel. — *On ne change pas la société par décret*. — Paris, Grasset, 1979. — 228 p.**

Partant d'une analyse de la crise des sociétés occidentales et du mal français, l'auteur plaide pour une stratégie du changement qui prenne sa source au niveau des hommes, seuls véritables innovateurs, plutôt que dans la multiplication des règlements.

- **COUNCIL OF ENVIRONMENTAL QUALITY AND THE US DEPARTMENT OF STATE. — *The Global 2000 Report to the President: Entering the Twenty-First Century*. — Washington DC, USGPO, 1980. — 3 vol., 47+766+450 p. (Dir. d'étude : Gerald O. Barney. 3 vol : The Summary Report ; The Technical Report ; The Government's Global Model).**

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

- **DRUCKER, Peter F. — *The Age of Discontinuity*. — New York, Harper & Row, 1968. — 394 p. [Traduction française : *La grande mutation*. — Paris, Dunod, 1970. — 430 p.]**

L'auteur analyse quatre grandes ruptures : les nouvelles technologies, l'économie mondiale, le gigantisme des organisations et la nouvelle puissance du savoir. Nous entrons dans une «société du savoir», dans laquelle l'éducation et la vie ne peuvent plus être séparées.

- **ELLUL, Jacques. — *Le système technicien*. — Paris, Calmann-Lévy, 1977. — 363 p.**

La technique ne se contente pas d'être et, dans notre monde, d'être le facteur principal ou déterminant, elle est devenue Système. Industrielle au XIX^e siècle, la société occidentale est devenue technicienne au XX^e. Le facteur produisant la valeur n'est plus le travail humain, mais l'invention scientifique et l'innovation technique. La technique a pris une ampleur et une organisation nouvelle. Elle existe en tant que système, c'est-à-dire comme un tout organisé. L'Utopie est dans la société technicienne, l'horizon de la technique, des matériaux pour une nouvelle morale accordée à la société scientifique.

- **FONDATION EUROPEENNE DE LA CULTURE. — *L'Europe en l'an 2000*. — (Préface de Jean Fourastié). — Paris, Fayard, 1972. — 320 p.**

Cet ouvrage, réalisé dans le cadre du «Plan Europe 2000» de la Fondation Européenne de la Culture, rassemble de riches contributions sur les grands problèmes géopolitiques, économiques sociaux, culturels, spirituels, auxquels est confrontée l'Europe au seuil des années 70. Parmi les auteurs : Bertrand de Jouvenel, Pierre Piganiol, Denis de Rougemont, Jan Tinbergen, Michael Young.

- **FORRESTER, Jay . — *World Dynamics*. — Cambridge, Mass. Wright-Allen, Inc., 1973. — 144 p. (First Edition 1971).**

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» un résumé de cet ouvrage.

- **FOURASTIE, Jean. — *Les 40 000 heures*. — Paris, Laffont-Gonthier, 1965. — 247 p. (Inventaire de l'avenir)**

Dans un proche avenir, l'homme ne travaillera pas plus de trente heures par semaine, quarante semaines par an, trente cinq années — 40 000 heures — durant toute sa vie. L'auteur analyse les changements dans les modes de vie, les habitudes, les façons de penser. Il indique les options que les gouvernements auront à prendre : car, si tout devient possible, tout ne devient pas possible tout de suite.

- **FOURASTIE, Jean. — *Essais de morale prospective*. — Paris, Gauthier, 1967. — 199 p.**

Le développement des connaissances scientifiques, l'élévation du niveau de vie et l'amélioration du genre de vie posent à la morale traditionnelle de véritables défis. Dans une première partie, l'auteur décrit l'atmosphère morale traditionnelle telle qu'elle se manifeste à travers les différentes activités humaines. Puis, dans une seconde partie, il décrit l'atmosphère morale traditionnelle. Enfin, il propose des matériaux pour une nouvelle morale accordée à la société scientifique.

- **FREEMAN, Christopher. JAHODA, Marie. — *World Futures : the Great Debate*. — New York, Universe Books, 1978. — 416 p.**

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

- **GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas. — *The Entrophy Law and the Economic Process*. — Cambridge, Harvard University Press, 1971. — 457 p.**

Le développement économique et l'agriculture mécanisée vont contre les intérêts à long terme de l'humanité. L'auteur est partisan d'une économie fondée sur l'utilisation de l'énergie solaire et d'un «programme bioéconomique minimal» qui prohibe la fabrication d'engins de guerre, allège la pression démographique et tient la consommation ostentatoire pour un crime «bioéconomique».

- **GERSHUNY, Jonathan. — *After Industrial Society? The Emerging Self-Service Economy*. — Atlantic Highlands (USA), Humanities Press, 1978.**

Contrairement aux théories de certains comme John Kenneth Galbraith et Daniel Bell, les sociétés occidentales ne sont pas en train de devenir des économies de service, mais des économies «self-service», de plus en plus dépendantes de la production matérielle. L'emploi salarié est concentré dans des activités manufacturières, alors que les services sont produits en dehors du cadre de l'économie formelle dans la maison (exemple : éducation universitaire télévisée et appareils vidéo domestique).

Dans le prolongement de ces travaux voir :

- **GERSHUNY, Jonathan. MILES, Ian. — *The New Service Economy. The Transformation of Employment in Industrial Societies*. — London, Frances Pinter, 1983. — 281 p.**

- **GROS, F., JACOB, F., ROYER, P. — *Sciences de la vie et société. Rapport au Président de la République*. — Paris, La Documentation française, 1979. — 288 p.**

Que peut-on attendre des Sciences de la vie d'ici à la fin de ce siècle ? Cet ouvrage examine les tendances et évolutions probables :

- de la recherche fondamentale en biologie
- des applications de la biologie à la médecine, l'agriculture et l'océanographie
- des technologies pour le vivant
- des effets possibles de la biologie sur la société.

- **GUERNIER, Maurice.** — *Tiers-monde : trois quarts de monde. Rapport au Club de Rome.* — Paris, Dunod, 1980. — 155 p.

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

- **HALL, Peter (sous la direction de).** — *Europe 2 000.* — Londres, Duckworth, 1978. — 274 p.

Ouvrage de synthèse du «Plan Europe 2000». Voir à Fondation Européenne de la Culture, *L'Europe en l'an 2000.*

- **HERRERA, Amílcar et al.** — *Catastrophe or New Society?.* — Ottawa, IDRC, 1976. — 108 p.

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du Monde» le résumé de cet ouvrage.

- **ILLICH, Ivan.** — *Libérer l'avenir. Appel à une révolution des institutions.* — Paris, Le Seuil, 1971. — 187 p. (coll. Points).

L'auteur parle successivement du silence de l'Eglise, du rôle des prêtres, du tiers-monde, de la coopération, du progrès, de la santé, de l'éducation. Chaque thème de réflexion lui permet de dénoncer une idée reçue ou un faux semblant. Les critiques sont souvent cinglantes, les remises en question fondamentales. Il nous «apprend à rire des solutions reconnues».

Allant parfois jusqu'aux limites de l'utopie, la réflexion d'Illich, avant de «libérer l'avenir», permet de libérer l'imagination : elle est, en fait, résolument prospective.

- **INTERFUTURS.** — *Face aux Futurs. Pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible.* — Paris, OCDE, 1979 — 450 p.

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» un résumé de cet ouvrage.

- **JANTSCH, Erich.** — *The Self-Organizing Universe : Scientific and Human Implications of the Emerging Paradigm of Evolution.* — Elmsford, Pergamon, 1980. — 343 p.

L'auteur imagine l'évolution de l'univers en terme de paradigme universel d'auto-organisation. C'est ce qui apparaît de la synthèse de concepts récents ébauchant une nouvelle vision du monde et favorisant le processus sur la structure, le non-équilibre sur l'équilibre, l'évolution sur la permanence et la créativité individuelle sur la stabilisation collective. Ce nouveau type de science est orienté en priorité vers les modèles de vie et non les modèles mécaniques et résumé par des notions telles qu'auto-détermination, auto-organisation, auto-renouvellement. Nous sommes au début d'une grande nouvelle synthèse. Le dualisme matière-esprit, qui a caractérisé le monde occidental pendant 2000 ans, est en train d'être dépassé.

- **JONES, Thomas E.** — *Options for the Future. A Comparative Analysis of Policy-Oriented Forecasts.* — New York, Praeger, 1980. — 350 p.

Cet ouvrage analyse les différentes démarches vis-à-vis de l'avenir à long terme, et identifie les pré-supposés sous-jacents à la futurologie, la prévision, la planification stratégique. L'auteur insiste particulièrement sur la démarche prospective, et expose de manière très pédagogique l'esprit et les méthodes. Tout comme le livre d'André Courmand et Maurice Lévy «Shaping the Future», cet ouvrage constitue un des meilleurs livres en anglais d'initiation à la prospective.

- **JOUVENEL, Bertrand de.** — *L'art de la conjecture.* — Monaco, Editions du Rocher, 1964. [Deuxième édition 1972]

Défense et illustration de l'attitude prospective. L'investigation du futur se rapproche davantage de l'art que de la science. Cet art doit se développer pour le bénéfice de tous grâce à un forum prévisionnel. Cet ouvrage fournit à la fois une philosophie politique de la démarche prospective et un examen attentif des méthodes et des limites de la prévision classique. Il livre au demeurant d'utiles enseignements quant aux liens entre la pensée et l'action.

- **JOUVENEL, Bertrand de.** — *Arcadie, essais sur le mieux-vivre.* — Paris, SEDEIS, 1968. — 388 p. (Collection Futuribles).

De l'économie politique de la gratuité à la recherche d'une stratégie prospective de l'économie sociale, l'auteur en 17 essais, nous montre que nous n'avons pas fait bon usage des chances que nous offrait la technologie. Pour lui, la technologie doit servir : elle est et devrait être la servante de l'aménité.

- **JUNGK, Robert.** — *Pari sur l'homme.* — Paris, Laffont, 1974. — 295 p. (Coll. Réponses/écologie).

Allant à contre courant du catastrophisme inspiré par les dangers que présente le développement de systèmes industriels et de technologies de plus en plus lourdes, rigides et très contraignantes, l'auteur plaide pour l'adoption de techniques souples et différenciées qui pourraient être mises au service de l'homme, seul véritable moteur du développement. Robert Jungk examine quels pourraient être les éléments d'une nouvelle société, plus conviviale, plus écologique, plus démocratique, et répertorie en fin de volume un certain nombre d'innovations utiles pour ceux qui veulent vivre autrement.

- **JUNGK, Robert. GALTUNG, Johan (Eds).** — *Mankind 2000.* — Oslo, Universitetsforlaget, 1969.

Cet ouvrage résume les conclusions de la première conférence internationale sur le futur, qui s'est tenue à Oslo (Norvège) en septembre 1967. Durant cette conférence, des experts de disciplines diverses ont présenté différents aspects des recherches sur le futur. Ce livre contient 35 textes rédigés par les prospectivistes les plus renommés des années 60.

- **KAHN, Herman. BRUCE BRIGGS, B.** — *A l'assaut du futur.* — Paris, Laffont, 1972. — 284 p.

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

- **KAHN, Herman. WIENER, Anthony J.** — *L'an 2000. Un canevas de spéculations pour les 32 prochaines années.* — Paris, Laffont, 1968. — 519 p.

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

- **KAHN, Herman. BROWN, William. MARTEL, Léon.** — *The Next 200 Years : A Scenario for America and the World.* — New York, William Morrow and Company, 1976. (Traduction française : *Scénario pour 200 ans.* — Paris, Albin Michel, 1976. — 255 p.).

Encore plus optimiste que dans leurs précédents ouvrages, les auteurs du Hudson Institute assurent que les Américains deviendront de plus en plus riches, et que les problèmes liés à la rareté relative des matières premières et à l'accroissement des pollutions seront résolus.

- **KENNET, Wayland.** — *The Futures of Europe.* — Cambridge University Press, 1976. — 242 p.

Cet ouvrage est issu des réflexions menées, sous la présidence de W. Kennet, dans le cadre du groupe «Europe—Thirty» établi par la Commission des Communautés Européennes afin d'étudier la faisabilité d'un programme européen de prospective. Il montre l'utilité d'une approche prospective vis-à-vis des problèmes auxquels l'Europe devra faire face, et examine sous quelle forme un tel exercice pourrait être conduit.

- **KOGANE, Yoshihiro (sous la direction de).** *Changing Value Patterns and their Impact on Economic Structure.* — Tokyo, University of Tokyo-Press, 1982. — 228 p.

Description de scénarios alternatifs concernant l'avenir des sociétés industrielles avancées. Certains scénarios sont basés sur la poursuite de la croissance économique et le développement du rôle

de l'Etat. D'autres scénarios examinent la possibilité de l'accroissement de l'importance de l'économie informelle. Les sujets suivants sont développés : nature de la demande ; impact du changement technologique sur les valeurs économiques et sociales ; évolution des structures de l'emploi dans la société industrielle ; expérience de divers types de sociétés intégrant des valeurs différentes dans le système économique. Parmi les auteurs : Y. Kogane, B. Cazes, I. Gershuny, Y. Masuda, Y. Murakami.

- **LEONTIEF, Wassily et al. — 1999 l'expertise de Wassily Leontief. — Une étude de l'ONU sur l'économie mondiale future. — Paris, Dunod, 1977. — 225 p.**

Voir à la rubrique « Sur l'avenir du monde » Le résumé de cet ouvrage.

- **LESOURNE, Jacques. — Les systèmes du destin. — Paris, Dalloz, 1976. — 449 p., bibl.**

Réflexions sur la faillite de la politique que n'a pu maîtriser la révolution technique, et les perspectives d'une nouvelle politique qui permettrait l'autocontrôle de l'histoire humaine. Les difficultés pour l'homme de conduire son avenir résultent de l'interaction de trois insuffisances de contrôle : au niveau de la structure psychophysiologique de l'individu, la manière dont les systèmes politiques nationaux élaborent les fins et s'adaptent à l'environnement, le heurt de nations souveraines. L'auteur examine successivement le comportement individuel, l'organisation hiérarchique, le fonctionnement de l'économie, les systèmes politiques nationaux, la concurrence entre les nations.

- **LESOURNE, Jacques. — Les mille sentiers de l'avenir. — Paris, Seghers, 1981. — 377 p. (Coll. Les visages de l'avenir)**

Sur la base des travaux de l'équipe d'Interfuturs qu'il a dirigée à l'OCDE, Jacques Lesourne se livre à une réflexion personnelle sur le futur, en inventoriant le plus complètement possible les menaces auxquelles nous sommes confrontés, mais aussi les « planches de salut » qu'il ne tient qu'à nous de saisir. Il recense aussi les cinq défis de la fin du siècle : tiers-monde, puissance militaire de l'URSS, concurrence entre les pays développés, demandes sociales nouvelles, et relations avec l'écosphère. Jacques Lesourne, prenant le contre-pied du Club de Rome, ne croit pas aux limites physiques de la croissance, mais pense qu'à l'issue de la période de transition que nous traversons, une autre forme de croissance prédominera. Deux scénarios nous sont proposés : celui des ruptures et celui des continuités. Ce dernier, beaucoup plus probable selon l'auteur, verra un nouveau consensus dans les pays développés qui favorisera un changement du contenu de la croissance. Livre foisonnant d'idées et d'informations utiles.

- **LORENZI, Jean-Hervé. PASTRE, Olivier. TOLEDANO, Joëlle. — La crise du XX^e siècle. — Paris, Economica, 1981.**

Les auteurs s'interrogent sur les causes profondes des désordres économiques actuels et se demandent quelles nouvelles formes d'accumulation permettront de sortir de la crise. Selon eux, le développement de composants électroniques devrait jouer un rôle important car il entraînera l'apparition d'un grand nombre de nouveaux biens de consommation et de nouveaux services ; d'autre part l'électronique produira de nouveaux biens capitaux ayant pour spécificité de permettre une nette augmentation de la productivité. Les auteurs insistent aussi sur le processus d'osmose qui se produit entre les innovations techniques, et qui explique les effets d'entraînement de l'industrie des composants électroniques (informatique + télécommunications = télématique, connexions entre ordinateurs et machines industrielles, entre ordinateurs, entre télé-informatique et nouveaux biens et services de consommation, etc.). Enfin, ils présentent, chiffres à l'appui, l'avenir prévisible de l'électronique.

- **MARIEN, Michael. — Societal Directions and Alternatives : A Critical Guide to the Literature. — La Fayette, New York, Information for Policy Design, 1976.**

Michael Marien expose ici une synthèse des principales idées émises par un très grand nombre d'auteurs sur l'avenir de nos sociétés. Cet ouvrage comporte d'abondantes références bibliographiques annotées, et traite d'une très grande variété de problèmes touchant à l'écologie, aux limites de la

croissance, à l'ordre mondial, à la décentralisation, aux besoins humains, aux formes de gouvernements, à la redistribution des richesses et du pouvoir, et examine également les différentes approches pessimistes ou optimistes, plus ou moins volontaristes ou fatalistes vis-à-vis du futur.

- **MASSE, Pierre.** — *Le Plan ou l'anti-hasard.* — Paris, Gallimard, 1965. — 250 p.

A travers son expérience de Commissaire général du Plan, l'auteur nous livre sa réflexion sur l'interprétation de l'activité humaine comme une aventure calculée, une lutte entre le hasard et l'anti-hasard. Les instruments d'interprétation du développement économique et social sont les plans (partiels ou globaux) privés ou publics.

Les principes du Plan de la Nation sont présentés. Pas plus qu'une autre formule, le Plan ne peut abolir le hasard. Son élaboration est précédée d'une recherche prospective, sa mise en œuvre doit répondre à l'événement par des actions combinées sur les structures, la conjoncture, les revenus.

- **MEADOWS, Donella H., MEADOWS, Jorgeus Randen, BEHRENS, William B.** — *The Limits to Growth.* Traduction française: *Halte à la Croissance?* — Paris, Fayard, 1972. — 314 p. (Coll. Ecologie).

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

- **McHALE, John.** — *The Future of the Future.* — New York, George Braziller, 1969. — 322 p.

Large synthèse des problèmes posés par l'écologie, la technologie et les ressources de la planète. Cet ouvrage contient également les résultats d'une enquête menée auprès des individus et organisations impliquées dans la réflexion sur le futur.

- **McHALE, John.** — *The Ecological Context.* — New York, George Braziller, 1970.

Ce livre est caractéristique de l'approche prônée par Buckminster Fuller et John McHale en vue d'appréhender les problèmes humains dans leur globalité. L'auteur combine une réflexion écologique avec une réflexion sur les problèmes économiques, à travers une approche de type systémique appliquée aux problèmes planétaires. Cet ouvrage contient de nombreuses données tirées de sources les plus diverses, et complète utilement le rapport sur les World Resources Inventory établi en 1967.

- **McHALE, John.** — *World Facts and Trends.* — New York, Collier Books, 1972.

Cet ouvrage est composé de tableaux, graphiques et illustrations présentant de manière synthétique et frappante les changements s'opérant à l'échelle mondiale, dans des domaines aussi différents que la vitesse des transports, la consommation d'eau potable, les progrès en terme d'espérance de vie, etc.

- **McHALE, Magda CORDELL.** — *Omnious Trends and Valid Hopes: A Comparison of Five World Reports.* — Minneapolis, Hubert H. Humphrey Institute of Public Affairs, University of Minnesota, 1981. — 131 p.

Analyse critique comparée de cinq rapports importants :

- 1) North-South: A Programme for Survival (Rapport Brandt);
- 2) The Global 2000 Report to the President: Entering the Twenty-First Century;
- 3) World Development Report 1980 (Banque Mondiale);
- 4) World Conservation Strategy: Living Resource Conservation for the Development (Rapport préparé par l'International Union for Conservation of Nature and Natural Resources);
- 5) Interfuturs: Facing the Future, Mastering the Probable and Managing the Unpredictable (Rapport Interfuturs de l'OCDE).

- **MESAROVIC, Mihajlo, PESTEL, Eduard.** — *Stratégie pour demain. Deuxième rapport au Club de Rome.* — Paris, Le Seuil, 1974. — 204 p. (Coll. Equilibres/document).

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

Quelques organismes internationaux de prospective

Association Internationale Futuribles
World Future Society
Club de Rome
International Institute for Applied System Analysis (IIASA)
World Future Studies Federation (WFSF)
Association Mondiale de Prospective Sociale (AMPS)
Science Policy Research Unit (SPRU)
GAMMA

Des programmes internationaux

Forecasting and Assessment in the Field of Science and Technology (FAST)
Interfuturs, programme de trois ans conduit dans le cadre de l'OCDE et achevé en décembre 1978
Plan Bleu, programme de développement du Bassin Méditerranéen.

Des structures nationales

Swedish Secretariat for Futures Studies
Association Marocaine de Prospective
Netherlands Scientific Council
Poland 2000
Association Canadienne d'Etudes Prospectives
Chinese Society for Futures Studies

Des structures locales et régionales

Observatoire de Prospective de Normandie
Futuribles Ouest

.... et de multiples structures thématiques, inter-professionnelles et au sein d'entreprises.

- **MICHAEL, Donald N. — *The Unprepared Society: Planning for a Precarious Future.* — New York, Basic Books, 1968.**

L'auteur pense que nous sommes sous-équipés, sous-organisés pour procéder à la planification à long terme qui est éminemment nécessaire pour faire face aux changements majeurs qui nous attendent. Selon D. Michael nous sommes confrontés à une profonde crise de société, résultant de notre volonté de mieux maîtriser notre avenir, notamment grâce à l'établissement de plans à long terme, et en même temps à notre incapacité à élaborer de tels plans de manière correcte. Il souligne que l'éducation devrait contribuer à apprendre aux jeunes à vivre autrement, plutôt que leur enseigner un mode de vie aujourd'hui dépassé.

- **MICHAEL, Donald N. — *USA 1985.* — Traduction française: Paris, Economie et Humanisme et Editions Ouvrières, 1969. — 216 p.**

Le dessin général de la société américaine en 1985 est tracé chapitre par chapitre, avec une insistance particulière sur le rôle actuel et à venir de la jeunesse.

La prospérité globale sera plus grande dans l'avenir, le revenu global plus élevé, les conditions de

vie meilleures. Le progrès des sciences permettra d'améliorer l'environnement humain, qu'il s'agisse de construction, de transports, d'utilisation de l'énergie et de la prospection des ressources sous-marines. Une rationalité croissante s'imposera à toute organisation humaine, en particulier pour orienter et contrôler le développement urbain.

Il reste que les problèmes sociaux, à commencer par celui de la jeunesse, seront au centre des préoccupations.

De nombreux heurts sont inévitables pour parvenir à une société où l'abondance matérielle devrait exister mais où l'indigence morale risquera de réserver la notion de bonheur aux plus favorisés.

Dans l'ensemble, comme le dit l'auteur dans la conclusion, cette vision de l'avenir est assez déabusée et relativement décevante. Qu'en sera-t-il du problème noir aux Etats-Unis? Que seront les relations avec les pays sous-développés? Espérons que grâce à ses «grandes traditions de responsabilité et d'adaptabilité sociale», l'Amérique réussira à surmonter ses crises.

• **MORIN, Edgar. — *La méthode. La nature de la nature.* — Paris, Le Seuil, 1977. — 386 p.**

Ouvrage de base à la recherche d'une connaissance qui traduise la complexité de ce que l'on appelle le réel, respecte l'existence des êtres et le mystère des choses, permette d'expliquer la dynamique du changement sans que le savoir soit manipulé, sans que la connaissance soit mutilée. Reconnaissant que l'évolution humaine est régie autant par la raison que par des phénomènes irrationnels, et qu'elle résulte d'une grande variété de variables indépendantes, Edgar Morin plaide pour la recherche d'une nouvelle méthode. Il est nécessaire d'abandonner le principe d'explication qui ne retient que l'ordre des phénomènes et laisse dans l'ombre le désordre (l'irrégulier, le déviant, l'incertain), ainsi que l'organisation qui est pourtant la réalité la plus remarquable de notre univers. Il est proposé ici une conception complexe de relation entre désordre/organisation et, à partir d'une intégration critique de la théorie des systèmes et de la cybernétique, une théorie de l'organisation. L'auteur souligne également que la connaissance de l'objet ne peut être dissociée du sujet connaissant enraciné dans une culture, une société, une histoire, et qu'il convient donc de considérer toute connaissance physique dans son enracinement anthropo-social.

• **NORA, Simon, MINC, Alain. — *L'informatisation de la société.* — Paris, la Documentation française, 1978. — 162 p. (+ annexes).**

La révolution informatique accélérera le développement d'autres révolutions technologiques. La télématique, mot créé par les auteurs, produira un accroissement substantiel de la productivité, particulièrement dans le secteur public. Elle pourrait permettre la décentralisation et même l'autonomie d'unités de base, mais pourrait également renforcer les mécanismes de rigidité et de domination. Personne ne voudrait la réalisation d'un tel scénario mais beaucoup de pressions semblent y conduire actuellement. La tâche des prochaines années sera de construire un système de relations permettant à l'informatique et à l'organisation sociale de progresser ensemble.

• **PAPON, Pierre. — *Pour une prospective de la science. Recherche et technologie : les enjeux de l'avenir.* — Paris, Seghers, 1983. — 384 p.**

Après un historique des avatars de la prévision scientifique du passé et la description de la lente évolution des structures de recherche françaises, l'auteur évalue les grandes tendances de la recherche. Il tente de discerner les évolutions technologiques les plus probables, domaine par domaine. Il remarque que la prospective et la prévision technologique ne peuvent pas prévoir les percées scientifiques et technologiques majeures qui peuvent, en l'espace de quelques années, bouleverser le cours des choses. La réflexion prospective constitue d'abord une mise en perspective des grands courants qui traversent la science, elle permet d'éclairer l'avenir en évaluant notamment les possibilités d'émergence des thèmes nouveaux à la frontière de plusieurs disciplines ainsi que les paris scientifiques les plus prometteurs. La volonté de la communauté scientifique de se mobiliser sur de grands objectifs nationaux de recherche et de développement technologique alliée à celle du pouvoir politique de sortir de la crise en misant sur la science et la technologie, pourrait éviter un déclin à long terme de la France.

- **RICHTA, Radovan.** — *La civilisation au carrefour.* — Paris, *Anthropos*, 1969. — 468 p.

Selon R. Richta, la science devient la force productive la plus révolutionnaire ; elle n'est plus à la dérive de l'industrie et de la technique, mais elle les domine. R. Richta va jusqu'à préconiser l'adjonction de conseils scientifiques à tous les centres de décisions de l'Etat. A partir de là il développe un humanisme scientifique généreux. Il cherche à fonder des structures où le travail serait suscité par des motifs humains. Ce socialisme à «visage humain» reste contestable cependant. On peut se demander si cet humanisme n'est pas en fait réservé à une certaine couche sociale. *La civilisation au carrefour* serait-elle alors une pétition des travailleurs intellectuels réclamant une position hégémonique ?

- **ROSNEY, Joël de.** — *Le macroscope.* — Paris, *Le Seuil*, 1975. — 305 p. (Coll. Points).

Joël de Rosnay définit le macroscope comme un instrument symbolique fait d'un ensemble de méthodes et de techniques empruntées à des disciplines très différentes.

Notre éducation nous a peu préparés à avoir une «vision d'ensemble» et à faire des «efforts de synthèse». Ce livre propose une approche systémique des problèmes selon 3 principes : s'élever pour mieux voir, relier pour mieux comprendre, situer pour mieux agir. Il est structuré à la manière d'un double cône : tout d'abord on aborde les structures et mécanismes communs à beaucoup de systèmes, on observe puis on se livre à une analyse systémique et enfin on débouche sur les applications et diverses représentations.

Trois livres importants sur les indicateurs sociaux

- **BAUER, Raymond et al.** — *Social Indicators.* — Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 1966.

Raymond Bauer, psychologue, professeur à la Harvard Business School, et Bertram Gross, universitaire dans le domaine de l'administration publique sont les principaux auteurs de cet ouvrage collectif sur le problème général des indicateurs sociaux. Commandité par la NASA, cet ouvrage présente des éléments statistiques permettant de prendre en compte de nombreux aspects de la société qui ne sont pas traditionnellement couverts par les statistiques économiques.

- **DELORS, Jacques.** — *Les indicateurs sociaux.* — Paris, S.E.D.E.I.S., 1971. — 392 p. (Coll. Futuribles).

Il s'agit de définir des indicateurs qui décriront l'état d'une nation dans différents domaines de l'activité économique et sociale et constitueront des instruments de mesure, en particulier pour les planificateurs. Ces mesures concernent : l'espérance de vie, la protection de la santé, l'évolution de la famille, la participation de la femme à la vie économique et sociale, la place faite aux personnes âgées, le comportement à l'égard des marginaux, l'évolution de l'emploi, le rôle de l'éducation, le développement culturel, l'adaptation au changement, la mobilité sociale, l'ouverture de la société au monde extérieur, l'utilisation des richesses nationales, l'utilisation des revenus, l'évolution des patrimoines, la part de la prévoyance, le développement de la solidarité, l'habitat, l'organisation de l'espace rural, le développement urbain, l'utilisation du temps.

- **SHELDON, Eleanor, MOORE, Wilbert.** — *Indicators of Social Change.* — New York Russell Sage Foundation, 1968.

Comme l'ouvrage de Jacques Delors, *Les indicateurs sociaux*, l'ouvrage de Eleanor Sheldon et Wilbert Moore participe au vaste mouvement développé au cours des années 60 en vue d'établir des indicateurs sociaux pouvant pallier les insuffisances reconnues aux statistiques économiques. Cet ouvrage expose l'utilité de tels indicateurs, et offre une série d'indicateurs permettant de traduire le changement social tel qu'observé notamment aux USA.

Cette démarche permettra d'appréhender les similitudes entre l'écologie, l'économie, l'entreprise, la ville, la cellule, d'appliquer cette analyse à l'énergie, l'information et le temps, et d'extrapoler sur les nouvelles valeurs et l'éducation de demain.

- **ROUGEMONT, Denis de.** — *L'avenir est notre affaire.* — Paris, Stock, 1977. — 376 p.

Tout est possible, mais il faut choisir : la Terre peut périr d'avoir été si mal gérée par les Etats souverains. Quel est notre destin ?

L'auteur évalue les méthodes de la futurologie et de la prospective. Il ne s'agit pas de deviner l'avenir, mais de le faire. L'auteur plaide pour la re-création d'un sens de la communauté où la personne serait libre parce que responsable. Il propose une société de régions autogérées, comme seule alternative réaliste à la guerre atomique et finale.

- **SFEZ, Lucien,** — *L'administration prospective.* — Paris, A. Colin, 1970. — 431 p. (Coll. U).

L'auteur examine toutes les méthodes de tous les organes prospectifs de l'administration (RCB, DATAR...). Il présente également la synthèse de points de vue variés sur la prospective.

- **THOMSON, Sir George.** — *The Foreseeable Future.* — Rev. ed. Cambridge, Cambridge University Press, 1960 (trad. fr. *L'avenir prévisible*, Calmann Levy).

Réédition de l'ouvrage publié par Thomson en 1955 sur les sources d'énergie, les transports, la communication, la météorologie, les ressources naturelles, la production alimentaire et le développement des connaissances. Livre remarquable qui, en son temps, avait correctement prévu la crise de l'énergie en 1970 et le succès des ordinateurs.

- **TINBERGEN, Jan, Coordinator.** — *Reshaping the International Order. A Report to the Club of Rome.* — New York, E.P. Dutton & Co, Inc., 1976. — 325 p.

Voir à la rubrique «Sur l'avenir du monde» le résumé de cet ouvrage.

- **TOFFLER, Alvin.** — *Le choc du futur.* — Paris, Denoël, 1971. — 539 p.

Après dix siècles d'agriculture, un ou deux siècles d'industrialisation, nous entrons dans l'ère du super-industriel. Cette nouvelle étape du développement social signifie une société complexe, objet d'un changement rapide, très dépendante de la technologie avancée et du système de valeurs post-matérialistes. La révolution super-industrielle est à l'œuvre dans tous les domaines et cette «arrivée prématurée» du futur entraîne un choc culturel sans précédent.

- **TOFFLER, Alvin.** — *La troisième vague.* — Paris, Ed. Denoël, 1980. — 632 p.

Comment vivrons nos sociétés après le passage de la troisième vague, celle qui a commencé à déferler à la fin des années 1960 et bouleverse les conditions de production, d'échange, de vie familiale et sociale ? Quels sont les éléments de rupture par rapport à notre monde, façonné par la deuxième vague, celle de l'industrialisation ?

Abordant tous les sujets — de l'économie en folie à la culture éclatée, de la famille post-nucléaire à la «maison électronique», de la dislocation de l'Etat-Nation à la personnalité de l'homme de demain — Toffler fait une analyse des forces qui sont en train d'accoucher un monde nouveau.

- **TOURAINE, Alain.** — *La société post-industrielle. Naissance d'une société.* — Paris, Dunod, 1969. — 315 p.

Des sociétés de type nouveau se forment actuellement : on les appelle sociétés post-industrielles ou sociétés technocratiques ou sociétés programmées, suivant le point de vue choisi. Les rapports sociaux y sont profondément transformés. L'auteur étudie le mouvement étudiant, l'avènement de nouvelles classes, les problèmes liés à l'organisation de l'entreprise, les loisirs.

- **VARII AUCTORES.** — *Les étapes de la prospective.* — Paris, PUF, 1967. — 343 p.

Cet ouvrage réunit les textes fondamentaux des principaux fondateurs des centres d'études prospectives, et particulièrement de Gaston Berger, décrivant la discipline et l'attitude prospective. Cet ouvrage, partant d'une réflexion philosophique sur l'homme et sur l'action, constitue avec le livre de Bertrand de Jouvenel *L'art de la conjecture* la base de toute réflexion prospective.

- **VARII AUCTORES.** — *Les terreurs de l'an 2000. (Avant-propos de Georges Sufert).* — Paris, Hachette, 1976. — 266 p.

Colloque organisé par la Fondation Internationale des Sciences Humaines. Après une introduction historique, les thèmes de la fin du monde et des terreurs ont été abordés dans leurs dimensions contemporaines. Les conclusions présentées tendent à montrer que les handicaps du capitalisme sont l'inflation et le chômage.

Homme, aliment et science, technologie ont constitué un autre volet de ce colloque. Enfin, les réponses méta-rationnelles aux terreurs ont été examinées. Qu'il s'agisse des idéologies libérale et socialiste ou de la pensée intégrant la dimension du sacré.

Introduction aux méthodes

- **AYRES, Robert U.** — *Technological Forecasting and Long-Range Planning.* — New-York, McGraw-Hill Book Co., 1969. — 235 p. [Traduction française: *Prévision technologique et planification à long terme.* — Paris, Hommes et Techniques, 1972. — 216 p.]

La prévision technologique est devenue indispensable aux décisions d'investissements à long ou à moyen terme que doivent prendre les responsables d'entreprise ou les pouvoirs publics. Devant cet effort nécessaire, sous les pressions diverses de la concurrence industrielle, ou devant l'exigence des besoins collectifs, il a fallu d'abord adapter des méthodes traditionnelles d'exploration du futur, puis concevoir des démarches et des techniques spécifiques et nouvelles. L'ouvrage de R. Ayres présente les principales de ces techniques, de l'extrapolation des tendances aux méthodes intuitives ou heuristiques. Les trois derniers chapitres s'intéressent plus directement aux problèmes de la planification, planification pour faciliter la prévision technologique et pour tenir compte des innovations.

Les conclusions à en tirer portent principalement sur les dangers à utiliser des modèles de prévision technologique de façon trop mécanique. L'application de ces méthodes conduit à dégager seulement des éléments préparatoires à un choix et à une décision qui restent d'ordre politique.

- **BAREL, Yves.** — «Prospective et analyse de systèmes». — Paris, La Documentation Française, 1971. — 174 p. (Collection *Travaux et Recherches de Prospective*, n° 14).

L'étude de la société et de son avenir est nécessairement celle des relations dynamiques qui caractérisent son développement. Le grand nombre de variables prises en compte, la détermination d'objectifs généraux, la définition des alternatives, l'intégration des calculs de coûts et avantages, l'élaboration de modèles différenciés et hiérarchisables font que l'analyse de systèmes offre à la recherche une gamme diversifiée de possibilités. On étudie ici l'objet et les méthodes de la prospective et l'on définit l'approche systémique et son intérêt pour la prospective.

- **CETRON, Marvin J.** — *Technological Forecasting: A Practical Approach.* — New York, Gordon and Breach, 1969.

Cet ouvrage examine comment on procède à des prévisions technologiques, sur la base de quelles méthodes et quels résultats peuvent en être attendus. Les exemples sont principalement tirés du domaine de la défense.

Trois périodiques de référence

Futuribles (mensuel), publié par l'Association Internationale Futuribles

The Futurist (bi-mestriel), publié par la World Future Society

Futures (bi-mestriel) publié par Butterworth Scientific Ltd.

- **CORNISH, Edward.** — *The Study of the Future: An Introduction to the Art and Science of Understanding and Shaping Tomorrow's World.* — Washington, DC, The World Future Society, 1977.

Ouvrage d'initiation générale à la prospective. Plusieurs chapitres sont consacrés au développement des études sur l'avenir, aux moyens d'introduire une réflexion à caractère prospectif dans les organisations, aux postulats de base des réflexions sur le futur, aux méthodes de la prospective et aux principales idées issues de la littérature prospective.

- **DATAR.** — «La méthode des scénarios. Une réflexion sur la démarche et la théorie de la prospective». — Paris, La Documentation Française, juin 1975. — 133 p. (Coll. *Travaux et Recherches de Prospective*, n° 59).

Rédigé par des chercheurs de l'Université de Québec, cet ouvrage examine les problèmes méthodologiques que soulève la construction de scénarios. Pour ce faire, les auteurs reprennent quelques tentatives récentes développées, en France, aux États-Unis, ou au Canada. C'est ainsi que les travaux de Hermann Kahn, de Hazan Ozbekhan et l'Université de Pennsylvanie, et ceux dirigés par le SESAME et la DATAR sont examinés et analysés de façon contradictoire dans la mesure où les défauts et les qualités des uns ne sont pas nécessairement ceux des autres.

Sont alors mises en évidence les diverses façons de traiter le problème des valeurs, celui de la causalité temporelle et historique, celui de la cohérence... chez les différents «prospectivistes» à travers leurs principales publications.

- **DECOUFLE, André-Clément.** — *Traité élémentaire de prévision et de prospective.* — Paris, PUF, 1978. — 423 p. (Bibliographie, index).

La prévision à moyen et à long terme investit l'un après l'autre les champs des incertitudes fondamentales des sociétés industrielles : énergie, ressources agro-alimentaires, écologie, modèles culturels, relations internationales... Elle est une activité aux formes multiples.

L'idée qui rassemble les divers auteurs qui ont participé à l'élaboration de cet ouvrage est qu'il semble aujourd'hui temps de proposer une analyse de quelques-unes des règles ou des pratiques de la prévision «savante» et, en premier lieu, de la prévision conjoncturale à caractère prospectif (autrement dit de la prospective). On aborde donc successivement les domaines chers aux prospectivistes : prévisions démographiques et économiques, limites de la prévision scientifique et technologique, prospective des grandes firmes, géo-politique et prospective...

- **ENCEL, Solomon. MARSTRAND, Pauline. PAGE, William.** — *The Art of Anticipation. Values and Methods in Forecasting.* — Londres, Martin Robertson, 1975. — 286 p.

Ouvrage collectif de l'équipe du Sussex étudiant les technologies alternatives pouvant être développées en vue d'atteindre les buts sociaux définis ; ce livre explicite leurs méthodes de travail. Première partie : problème des valeurs en matière de prospective et méthodologie pour la définition des alternatives. Deuxième partie : les risques de la prévision. Troisième partie : les examens et critiques des méthodes existantes. Quatrième partie : intégration de la R & D dans les PVD. Le dernier chapitre traite de la réduction des inégalités entre pays riches et pays pauvres.

- **FOWLES, Jib (Ed.) — *Handbook of Futures Research*. — Westport (Connecticut), London (England), Greenwood Press, 1978. — 822 p.**

Analyse de la recherche prospective : son émergence, ses difficultés, ses méthodes, ses champs d'application. Cet ouvrage présente également la liste de quelques périodiques, centres de recherche, programmes existant dans ce domaine.

- **GODET, Michel. — *Crise de la prévision. Essor de la prospective*. — Paris, PUF, 1977. — 192 p.**

Exposé des principales caractéristiques de la prospective opposée à la «prévision classique». Méthodes — Expérience de SEMA Prospective en matière de scénarios et d'impacts croisés. Description générale de deux études prospectives appliquées.

- **HETMAN, François. — *Le langage de la prévision. The Language of Forecasting*. — Paris, SEDEIS, 1969. — 540 p. (Coll. Futuribles).**

Lexique trilingue (Français, Anglais, Allemand) des termes de la prévision et de la prospective, notamment dans le domaine de la technologie.

- **JANTSCH, Erich. — *La prévision technologique*. — Paris, OCDE, 1967. — 440 p.**

Ouvrage clair et documenté sur les techniques utilisées en matière de prévision technologique et les tendances qui caractérisent ce domaine. Dans une première partie l'auteur définit et délimite les concepts tels que recherche fondamentale, innovation, planification, technologie sociale, informatique et leur relation avec la prévision technologique. Puis il décrit systématiquement les méthodes utilisées. Enfin, il fait le bilan des travaux effectués dans les différents pays de l'OCDE. Une bibliographie commentée et une liste de personnes contactées concluent cet ouvrage.

Du même auteur voir :

- **JANTSCH, Erich (sous la direction de). — *Perspectives of Planning*. — Paris, OCDE, 1969. [Traduction française : *Prospective et politique*. — Paris, OCDE, 1969]**
- **SAINT PAUL, Raymond. TENIERE-BUHOT, Pierre-Frédéric. — *Innovation et évaluation technologiques, sélection des projets, méthodes de prévision*. — Paris, Entreprise Moderne d'Edition, 1974. — 816 p.**

Innover ou disparaître certes, mais encore faut-il pouvoir soumettre les projets à évaluation de telle sorte que les décisions de R & D soient éclairées. Cet ouvrage précise la nature des enjeux sous jacents à la politique de R & D et d'innovation. Il fournit d'utiles enseignements sur les méthodes d'évaluation et de prévision, leurs spécialités et leurs complémentarités. Manuel d'initiation simple mais complet et concret, il explique avec clarté quelles sont les possibilités et les limites de chaque méthode : calcul d'actualisation, méthodes multicritères, arbres de pertinence, analyse de système, extrapolation, courbe en S, *cross impact*, scénario, delphi...

Des études régionales

- **Commission des Communautés Européennes, FAST. — *Europe 1995 : mutations technologiques et enjeux sociaux*. — Paris, Futuribles, 1983. — 350 p.**

Cet ouvrage rend compte des principales conclusions du programme de prospective (Forecasting and Assessment in the Field of Science and Technology) établi pour cinq ans au sein de la Commission des Communautés Européennes. Ce rapport final est articulé

autour de trois domaines majeurs : la bio-société, l'informatisation, travail et emploi. Partant d'une analyse des problèmes-clés repérables dans ces trois domaines, le rapport met en lumière les opportunités nouvelles qu'offrent la science et la technologie, mais également le caractère indissociable de l'innovation technologique et de l'innovation sociale. Il énonce un certain nombre de propositions pour la R & D communautaire.

Sur l'avenir de l'Europe, voir également les rapports issus des cinq colloques européens de prospective organisés par l'Association Internationale Futuribles, en particulier :

- **FUTURIBLES. — L'Europe face aux défis du futur. — Rapport du III^e colloque européen de prospective, numéro spécial de la revue Futuribles, N° 31, février-mars 1980. — 144 p.**

Ce volume comporte une analyse du nouveau contexte géopolitique mondial, ainsi que des principaux défis auxquels l'Europe se trouvera confrontée durant la décennie 80 : démographie et migration, innovation technologique et changement social, travail et emploi, ressources naturelles, agriculture, crise des systèmes de protection sociale, impact de l'informatique sur l'emploi, divergences entre pays européens, perspectives de croissance économique.

- **FUTURIBLES. — Développement culturel, modes de vie et projets de société. — Rapport du IV^e colloque européen de prospective, Paris, Futuribles, 1981. — 80 p.**

Ce rapport porte davantage sur les aspects socio-culturels du développement en Europe. Y sont notamment analysés l'indispensable retour aux finalités culturelles, les formes multiples d'activité (travail et non travail), la crise de l'Etat-protecteur et les formes nouvelles de solidarités, d'entraide et de régulations sociales, l'avenir des institutions politiques, les problèmes de culture et de formation, l'évolution des valeurs et l'émergence de nouvelles cultures, l'évolution des rôles, en particulier masculins-féminins.

- **ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. — Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000. — Genève, Institut International d'Etudes Sociales, 1981. — 143 p.**

Le plan vise à la mise en œuvre de la Déclaration de Monrovia, 1979, engageant les pays de l'OUA «sur les principes directeurs à respecter et les mesures à prendre pour réaliser l'autosuffisance nationale et collective dans le domaine économique et social en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international».

Les domaines concernés sont : alimentation et agriculture, industrie, ressources naturelles, ressources humaines, science et technologie, transports et communications, questions commerciales et financières, coopération, environnement et développement, les pays africains les moins avancés, énergie, femmes et développement, planification et population.

- **ORGANISATION OF AFRICAN UNITY/INTERNATIONAL INSTITUTE FOR LABOUR STUDIES. — Afrique 2000 – Africa 2000. Une bibliographie analytique sur les propositions africaines pour le XXI^e siècle. An Analytical Bibliography on African Proposals for the XXI Century. — Addis Abeba/Genova, OAU/ILO, 1982. — 313 p.**

1769 livres, articles, publications officielles, documents de conférence, thèses... rédigés en anglais et en français depuis 1970 ont été répertoriés dans cet ouvrage. Les thèmes couverts, qui se réfèrent au Plan de Lagos (Action pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000) établi par l'Organisation de l'Unité Africaine, concernent l'auto-suffisance alimentaire, l'autonomie industrielle, le développement des ressources, le développement scientifique et technique, la maîtrise de l'environnement, l'éducation, la coopération africaine et le rôle de l'Afrique dans l'instauration d'un nouvel ordre international.

Sur l'avenir du monde

- **COLE, H.S.D. ; FREEMAN, et al. (ed.). — *Thinking About the Future: a Critique to the Limits to Growth*. — London, Chatto and Windus, Sussex University, 1973. — 218 p. (traduit en français sous le titre : *L'anti-Malthus*. — Paris, Le Seuil, 1974. — 350 p.)**

Comme l'indique son sous-titre «Une critique de *Halte à la croissance*», voici encore un ouvrage consacré à la réfutation du fameux rapport du Club de Rome. Mais ce rapport collectif, publié par treize chercheurs du département de Science Politique de l'Université de Sussex, tranche sur les autres ouvrages de ce type : les auteurs se livrent en effet à une réelle critique de la méthodologie suivie pour le rapport du M.I.T., sans se contenter d'égratigner vaguement les données ambitieuses de ce rapport et le renouveau des théories néo-malthusiennes. Comme le signale l'introduction. «Ce volume critique autant Malthus que la trop grande dépendance à l'égard des ordinateurs...». L'approche méthodologique n'est d'ailleurs pas seule en cause, les hypothèses de base, en particulier à propos des ressources et de leur épuisement possible, sont aussi critiquées. L'un des seuls points sur lesquels les auteurs de ce rapport soient en accord avec ceux du rapport du M.I.T. est l'urgence des problèmes posés. Le sérieux et la sévérité des critiques portées font tout l'intérêt de cet ouvrage consacré aux «limites des modèles».

- **COUNCIL OF ENVIRONMENTAL QUALITY AND THE US DEPARTEMENT OF STATE. — *The Global 2000 Report to the President: Entering the Twenty-First Century*. — Washington DC, USGPO, 1980. — 3 vol., 47+ 766+ 450 p. (Dir. d'étude : Gerald O. Barney 3 vol. : *Summary Report; The Technical report; The Government's Global Model*).**

Essai, par le Gouvernement américain, de mise en évidence des relations entre les projections concernant la démographie, les ressources et l'environnement. Les trois hypothèses de base sont :

1. la poursuite de la politique actuelle menée à travers le monde en matière de stabilisation de la population, de conservation des ressources naturelles et de protection de l'environnement;
2. le développement technologique restera rapide, sans résistance sociale, révolution ou désastre particuliers;
3. il n'y aura pas de désorganisation majeure en matière de commerce international et de système monétaire international.

La conclusion générale est que si les tendances actuelles se poursuivent, le monde en l'an 2000 aura une densité de population plus grande, sera plus pollué, moins stable écologiquement et plus vulnérable à une dislocation. Données sur la population, les revenus, l'alimentation, la terre, l'énergie, les ressources minérales, l'eau, les forêts, les sols, l'atmosphère, les espèces vivantes. Documentation détaillée sur les modèles utilisés dans les projections de cette étude.

- **FORRESTER, Jay W. — *World Dynamics*. — Cambridge, Mass. Wright-Allen Inc., 1973. — 144 p. (Première Edition 1971). [Traduction française : *Dynamique mondiale*. — Presses Universitaires de Lyon, 1982. — 224 p. (Col. Science des Systèmes)]**

Esquisse d'une modélisation des interactions mondiales. Le modèle dynamique décrit ici (qui sera la base du premier rapport au Club de Rome) combine six variables : population, investissement, espace géographique, ressources naturelles, pollution et production alimentaire.

- **FREEMAN, Christopher. JAHODA, Marie. — *World Futures : the Great Debate*. — New York, Universe Books, 1978. — 416 p.**

Ce livre passe en revue les visions de seize futurologues (Kahn, Ehrlich, Meadows, Club de Rome, Schumacher, Dumont, Heilbroner, Leontief, Tinberger, Galtung, etc.) et traite de thèmes essentiels comme l'alimentation, l'énergie, les ressources minérales et les politiques de changement technologique. Il conclut par une discussion des trois conceptions du monde (conservatrice, réformiste, radi-

cale), des scénarios de l'avenir à partir de ces trois perspectives et un chapitre sur les prévisions de guerre.

- **GUERNIER, Maurice.** — *Tiers-monde : trois quarts du monde. Rapport au Club de Rome.* — Paris, Dunod, 1980. — 155 p.

Avec la crise énergétique, le tiers-monde est devenu le problème central du devenir mondial. L'auteur analyse la situation du tiers-monde du point de vue de la problématique mondiale des vingt années à venir. Il propose une nouvelle géo-politique car il apparaît que le monde est devenu un système global et que les cent cinquante États qui constituent les Nations — soit-disant Unies — sont incapables d'en assurer la gestion. Seul le principe communautaire permettrait au tiers-monde de surmonter ses difficultés.

- **HERRERA, Amilcar et al.** — *Catastrophe or New Society ?.* — Ottawa, IDRC, 1976. — 108 p.

Présenté comme la réponse directe du tiers-monde au Club de Rome, le modèle latino-américain de développement économique mondial est délibérément normatif. Pour ses auteurs, la catastrophe annoncée par les modèles précédents constitue déjà le lot de la majeure partie de l'humanité et leurs recommandations manquent donc de pertinence. En effet, jusqu'à ce que tout être humain ait atteint un niveau de vie acceptable, aucune politique de l'environnement ou de réduction de la consommation des ressources naturelles ne pourra être effectivement mise en place. Cependant, les pays industrialisés devront réduire leur taux de croissance et consacrer leur surplus à sortir les pays pauvres de leur actuel état de stagnation. Et les sociétés à la recherche d'un développement devront se garder d'imiter les pays développés, sous peine de reproduire les mêmes erreurs et d'aboutir aux mêmes impasses.

- **INTERFUTURS.** — *Face aux futurs. Pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible.* — Paris, OCDE, 1979. — 450 p.

Le spectre des limites physiques de la croissance peut être écarté dans quatre domaines : démographie, alimentation, matières premières industrielles, énergie.

Le cadre ainsi tracé, le rapport Interfuturs explore les avenir possibles en partant de quatre séries d'hypothèses relatives aux relations entre pays développés (gestion collégiale ou division), à l'évolution interne des sociétés développées (consensus, changement de valeurs ou conflits), à l'évolution des productivités relatives (convergence ou divergence) et aux relations entre pays développés et pays en voie de développement (intégration, division ou rupture). En combinant ces hypothèses, on voit émerger six scénarios cohérents, très différents dans leur cheminement comme dans leurs résultats, tous plausibles, mais présentant des degrés inégaux de vraisemblance.

- **KAHN, Herman. BRUCE BRIGGS, B.** — *A l'assaut du futur.* — Paris, Laffont, 1972. — 284 p.

Reprenant et poursuivant les thèses développées dans *L'An 2000*, publié en 1967, *A l'assaut du futur* a toutefois une portée assez différente, puisque cet ouvrage veut dresser les perspectives à court et à moyen terme de l'humanité. Alors que *L'An 2000* se préoccupait d'un avenir relativement lointain, il s'agit ici des décennies 70 et 80. Les auteurs explicitent le concept de «tendance multiple à long terme», qui est à la base de *L'An 2000* en mettant l'accent sur les relations internationales, les sources d'instabilité et de stabilité du système international, les possibilités technologiques dans le domaine militaire et l'entrée du Japon parmi les puissances internationales.

- **KAHN, Herman. WIENER, Anthony J.** — *L'an 2000. Un canevas de spéculations pour les 32 prochaines années.* — Paris, Laffont, 1968. — 519 p.

Profil conjecturel des 32 prochaines années concernant les projections économiques, la science et la technologie, les relations internationales, les éventualités d'une guerre nucléaire. Evocation d'une société post-industrielle dans un «monde standard» caractérisé par des activités économiques principalement orientées vers les services et un revenu par habitant élevé.

- **LEONTIEF, Wassily et al. — 1999, *l'expertise de Wassily Leontief. Une étude de l'ONU sur l'économie mondiale future.* — Paris, Dunod, 1977. — 255 p.**

Constitué par une représentation de l'économie mondiale à l'aide d'une matrice input-output, ce modèle de l'équipe Léontief est essentiellement normatif. Il vise la réduction de l'inégalité, mesurée en produit intérieur brut par tête, entre les pays en développement et les pays développés. Cela implique que la production nationale des pays pauvres croisse plus vite que celle des pays riches, et même beaucoup plus vite compte tenu de leur croissance démographique. Le rapport envisage donc différents scénarios dans lesquels les taux de croissance du produit brut par tête conduiraient à une réduction progressive du fossé qui sépare pays pauvres et pays riches.

- **MEADOWS, Donella H. MEADOWS, Jorgens Randen. BEHRENS. William B. — *The Limits to Growth. Traduction française: Halte à la Croissance?* — Paris, Fayard, 1972. — 314 p. (Coll. Ecologie).**

Le but de l'étude demandée à l'équipe Meadows par le Club de Rome était de définir «clairement les limites matérielles qui s'opposent à la multiplication des hommes et les contraintes résultant de leurs activités sur notre planète». Les auteurs du rapport retiennent, pour cette étude, cinq tendances «universelles» ou fondamentales dont les interactions (à préciser) peuvent entraîner une limitation de la croissance. Ces tendances sont: l'industrialisation accélérée, la croissance rapide de la population, la large étendue de la malnutrition, l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables et la dégradation de l'environnement. Les interactions de ces éléments seront étudiées, ainsi que l'évolution résultante obtenue sur ordinateur par l'emploi de la «dynamique de système» ou de modèles de simulation, seule méthode qui permette de prendre en compte de nombreuses données. Le verdict de la machine est clair: la croissance économique — et celle du genre humain — prendra fin avant l'an 2100 dans la meilleure des hypothèses, soit par pénurie de matières premières, soit du fait de la pollution. Ce verdict semble d'autant plus définitif que les auteurs ne recherchent pas la sensation, mais présentent leur recherche et leurs méthodes d'un point de vue scientifique; il ne semble cependant pas que ce rapport soit entièrement crédible.

- **MESAROVIC, Mihajlo. PESTEL, Eduard. — *Stratégie pour demain. Deuxième Rapport au Club de Rome.* — Paris, Le Seuil, 1974. — 204 p. (Coll. Equilibres/Document).**

Pour Mesarovic et Pestel, le monde ne peut se concevoir qu'en fonction des différences de cultures, de traditions et de développements économiques. Ce qui menace selon eux, ce n'est pas l'effondrement général du système, mais des catastrophes à l'échelon régional ayant des répercussions profondes dans le monde entier. On ne peut donc agir que dans un contexte global et seul le passage de la croissance indifférenciée à une croissance équilibrée, comparable à la croissance organique, pourrait permettre une solution globale. De plus, tout retard dans la mise en œuvre de telles stratégies sera mortel.

- **TINBERGEN, Jan (Coordinator). — *Reshaping the International Order. A Report to the Club of Rome.* — New York, E.P. Dutton & Co, Inc., 1976. — 325 p.**

Ce rapport examine les aspects majeurs du système global actuel et aborde simultanément deux questions:

- 1) Quel nouvel ordre international faudrait-il recommander aux hommes d'Etat et aux groupes sociaux du monde pour répondre, de la manière la plus réaliste et la plus pratique possible, aux besoins immédiats de la population actuelle et aux besoins probables des générations futures?
- 2) Comment supprimer les injustices dans les relations entre les nations, afin de créer un nouvel ordre international dans lequel la dignité et le bien-être deviennent un droit inaliénable de la vie de tous?

Puis le rapport RIO essaie «de traduire en premières mesures, politiquement acceptables, les lignes de conduite que la communauté internationale actuelle pourrait choisir dans le sens d'un ordre international plus humain et plus équitable».

Sur l'avenir de la France

- **ALBERT, Michel.** — *Le pari français: le nouveau plein-emploi.* — Paris, le Seuil, 1982. — 308 p. + ill., tabl. — (Coll. L'histoire immédiate).

Analyse de la crise du chômage dans le monde et en particulier en Europe et en France. L'auteur décrit le contexte économique et social actuel et met en garde contre une aggravation certaine de la crise si des mesures ne sont pas prises.

Parmi les mesures proposées: les pays de la Communauté devraient former une véritable union économique et monétaire permettant l'équilibre des monnaies et autorisant une accélération de la croissance; les pays industrialisés devraient se mettre d'accord pour stabiliser leurs taux de change et développer leurs investissements énergétiques; développement de l'innovation. L'auteur explicite trois scénarios pour 1981-1985. Il met l'accent sur les changements à mener en matière d'investissements, de temps de travail, de solidarité.

- **AUJAC, Henri. ROUVILLE, Jacqueline de.** — *La France sans pétrole.* — Paris, Calmann-Lévy, 1979. — 156 p. (Préface d'Alfred Sauvy)

Un scénario de l'évolution économique et sociale française dans l'hypothèse d'une indisponibilité durable du pétrole au Moyen-Orient.

- **BARRET, Philippe.** — *Scénarios pour la France de l'an 2000. Trois images de la société française en l'an 2000.* — Paris, Grasset, 1978. — 250 p.

Trois scénarios de société esquissés dans le droit fil des mouvements historico-politiques actuels. *Le premier tableau*, la France résignée, s'accommode de la crise. Ce royaume des intérêts particuliers, des petits possédants, ressemble à la France de 1940, avec néanmoins une ouverture internationale. *Le deuxième tableau*, la France gaullo-communiste, a le style d'un grand modèle néo-bonapartiste. Le grand capitalisme se heurte à des résistances: les archaïsmes structurels demeurent, la jeunesse à l'esprit critique gêne les mécanismes de reproduction, les résistances extérieures aggravent la crise de société. La France voit renaître la situation des années 1960: la société divisée en catégories socio-professionnelles redevient fortement hiérarchisée... *Le troisième tableau*, la France réformiste d'inspirationsocialiste et populaire, est plus axée sur la vie quotidienne. Des scènes sont ici brossées explicitant les nouvelles formes de l'entreprise, de la médecine, de l'aménagement du temps, de la vie familiale...

- **CATHELAT, Bernard.** — *Les styles de vie des Français 1978-1998.* — Paris, Stanké, 1977. — 308 p.

A partir de sept années d'enquêtes sur les attitudes et comportements des Français, ce livre présente une certaine image du profil socio-culturel de la collectivité française, tant au niveau global (France «ultraïste», «de l'aventure» et du «recentrage»), que par grandes catégories de styles de vie. Les valeurs qui se combinent pour former ce profil connaissent des mouvements d'expansion et de reflux dont l'analyse débouche sur deux scénarios d'évolution à long terme: scénarios d'«implosion» où le modèle dominant de la France «d'aventure» connaît un nouvel essor, scénario d'«implosion» où le modèle de «recentrage» acquiert une position hégémonique.

- **FUTURIBLES.** — «France: les perspectives à long terme du VIII^e Plan». — Numéro spécial de la *Revue Futuribles*, Paris, 1980, 144 p.

En préparation au VIII^e Plan français (qui devait couvrir la période 1981-85), trois groupes de prospective ont été chargés d'examiner les principales tendances d'évolutions à long terme de l'environnement international et de la société française. Leurs conclusions ont été présentées et débattues au cours d'un séminaire organisé par l'Association Internationale Futuribles. Cet ouvrage, introduit par Michel Albert, présente une synthèse des principales contributions sur: le nouveau contexte mon-

dial (Jacques Lesourme), l'Europe à l'horizon de 20 ans (Gérard Tardy), les enjeux du progrès scientifique et technique (André Danzin), l'avenir du travail (Françoise Giroud)... En complément et contrepoint trois points de vue majeurs sur l'avenir du système international par Jacques Attali, Mahdi Elmandjra et Maurice Guernier.

La prospective dans l'administration française

Les rapports long terme du Commissariat Général du Plan :

V^e Plan. — *Réflexions pour 1985.* — Paris, La Documentation Française, 1984.

VI^e Plan. — 1. *Le développement urbain*, 2. *La société urbaine*, 3. *Le logement*, 4. *Consommation-Loisirs-Mobilité-Personnes âgées*, 5. *Postes et Télécommunications*, 6. *Energie*, 7. *Transports*, 8. 1985 : *La France face au choc du futur.* — Paris, Armand Colin, 1972. (Coll. Plan et prospectives)

VII^e Plan. — 1. *La famille*, 2. *Voies nouvelles pour la croissance.* — Paris, Hachette, 1977. (Coll. «Vivre demain»)

1. *Contribution à une prospective du travail*, 2. *Prospective des transports de 1975 à 1980.* — Paris, La Documentation Française, 1976-1977 (Coll. Economie et Planification).

VIII^e Plan. — 1. *Demain la France dans le monde*, 2. *L'Europe, les 20 prochaines années*, 3. *La société française et la technologie*, 4. *Réflexions sur l'avenir du travail*, 5. *Matières de base, approvisionnement et compétitivité*, 6. *Vieillir demain*, 7. *Prospective de la famille*, 8. *Prospective de la consommation d'énergie à long terme.* — Paris, La Documentation Française, 1980.

IX^e Plan. — 1. *L'impératif culturel*, 2. *L'avenir de la protection sociale*, 3. *Agriculture*, 4. *Quelle stratégie européenne pour la France dans les années 80 ?*, 5. *Energie.* — Paris, La Documentation Française, 1983

A noter également dans le cadre des travaux du Plan :

Perspectives à long terme de l'agriculture française 1968-1975. — Commission sur l'avenir de l'agriculture française (présidée par Georges Vedel). — Paris, La Documentation Française, 1969. — 64 p.

Quelques-unes des études prospectives* du SESAME (Systèmes d'Études pour un Schéma d'Aménagement de la France) :

Prospective et analyse de systèmes (TRP 14), Image de la France en l'an 2000, Le scénario de l'inacceptable (TRP 20), Scénarios européens d'aménagement du territoire (TRP 47), La méthode des scénarios (TRP 59), Restructuration de l'appareil productif (Tome 1 TRP 65, Tome 2 TRP 66), Prospective, planification, programmation (TRP 67), Le scénario de l'inacceptable 7 ans après (TRP 68), Energie et régions (TRP 79), L'agriculture pour demain (TRP 80), La France rurale (TRP 81).

Sans citer ici les études du **CPE** (Centre de Prospective et d'Evaluation, Ministère de la Recherche et de l'Industrie) qui publie également un bulletin périodique, les travaux de la **DGT** (Direction Générale des Télécommunications), du **CESTA** (Centre d'Etudes sur les Systèmes et les Technologies Avancées), du **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales), du **CREDOC** (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie), du BIPE (Bureau d'Information et de Prévision Economique)...

* Tous ces documents sont publiés dans la collection *Travaux et Recherches de Prospective* (TRP) à La Documentation Française.

- **FUTURIBLES/SESAME.** — *L'emploi ou l'obsession du futur. Scénarios pour l'avenir.* — Paris, Association Internationale Futuribles, 1979. — 162 p.

Cet ouvrage présente trois scénarios contrastés sur l'emploi à l'horizon 2000 en France, les perspectives d'emploi étant éminemment dépendantes du rythme de la croissance économique et de sa nature. Les trois scénarios sont fondés respectivement sur l'hypothèse :

- 1) d'un nouveau libéralisme, la France du libre échange ;
- 2) d'un retour à la croissance des années 60 dans un cadre de franche coopération européenne ;
- 3) d'une croissance plus douce orientée vers la satisfaction des besoins sociaux (la France conviviale).

- **MENDRAS, Henri** (sous la direction de). — *La Sagesse et le Désordre.* — Paris, Galimard, 1980. — 416 p.

Analyse par une équipe de sociologues de la population, des institutions classiques (famille, armée, Église), de la politique et de l'administration pour faire un diagnostic de la crise des régulations traditionnelles et la naissance d'un nouveau contrat social.

BIBLIOGRAPHIE PROSPECTIVE

Le numéro 12 du *bulletin Bibliographie prospective* vient de paraître.

Il contient des analyses sur des livres, articles et rapports récents, dont le point commun est de présenter des faits porteurs d'avenir, des idées nouvelles, des évolutions et tendances significatives du monde contemporain.

68 résumés d'études importantes sur l'emploi, l'industrie, les politiques économiques, les ressources naturelles, les modes de vie, l'urbanisation, la décentralisation, les politiques sociales...

Un index détaillé par sujet et un index par auteur facilitent une sélection rapide.

6 numéros par an + index annuel : 884 F (France et CEE) ; 980 F (autres pays).

Renseignement et abonnements : Association Internationale Futuribles, 55, rue de Varenne. 75007 Paris. France — Tél. (1) 222 63 10 — Telex FECPAR 201220 F

Un spécimen peut être envoyé sur demande.

Quelques études récentes de l'Association Internationale Futuribles

- L'avenir à long terme des relations internationales (1978, 2 vol. : 135 p., 162 p.)
Quelle éducation pour demain (1978, 53 p.)
Méditerranée : situation et évolution des pays riverains (1978, 234 p.)
Évolution des conditions de vie en Europe de l'Ouest (1978, 222 p. + annexes)
Les indicateurs socio-culturels comme outil d'observation du changement des modes de vie (1978, 138 p.)
L'enfant, l'environnement et la dimension du temps (1979, 135 p.)
Le travail noir, note de synthèse (1979, 25 p.)
Vers un schéma européen d'aménagement du territoire (1979, 58 p.)
L'Europe en mutation : les défis du futur
Perspectives de l'emploi à long terme en France (1980, 213 p.)
Évolution des modes de vie en Europe de l'Ouest. Quelques indices de changement (1980, 117 p.)
Bilan et perspectives d'approvisionnement de l'Europe communautaire en matières premières (1980, 88 p.)
Risques et irréversibles en prospective (1980, 54 p.)
Comment travaillerons-nous demain ? (1980, 43 p.)
Les valeurs et les aspirations des Européens (1980, 14 p.)
Développement culturel, modes de vie et projet de société (1980, 80 p.)
L'économie du patrimoine naturel et culturel (1980, 174 p.)
Les réseaux alternatifs d'entraide et de solidarité en France (1981, 39 p.)
Crise et différenciation spatiale des normes de consommation (1981, 105 p.)
Prospective de la prise en charge des besoins sociaux : l'avenir des systèmes publics de protection sociale (1981, 377 p.)
Influence des facteurs socio-économiques dans la formation de politiques d'environnement (1981, 113 p.)
Innovation et emplois nouveaux (1981, 45 p.)
Étude prospective des hypothèses de disfonctionnement du système offre/demande d'énergie et de leurs conséquences sur l'organisation et la gestion de l'espace (1982, 64 p.)
Pouvoir régional et politiques énergétiques (1982, 104 p.)
Les impacts économiques, sociaux et écologiques des grandes installations énergétiques (1982, 28 p.)
Bibliographie analytique des travaux de prospective pendant la période 1955-1982 (1982, 315 p.)
Les déterminants sociaux dans la formation du marché de l'énergie (1982, 99 p.)
La prospective en France : répertoire des principaux centres et chercheurs (1983, 45 p.)
Quelle informatique pour quel développement ? Essai de synthèse (1983, 21 p.)

*Association Internationale Futuribles
55, Rue de Varenne, 75007 Paris-France. Tél : (1) 222 63 10*

Collection
"PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIQUE"

dirigée par Christian Schmidt

JEAN-MARC OURY

Économie politique de la vigilance

FRANÇOIS DAVID

Le commerce international à la dérive

MICHEL AGLIETTA

Régulation et crises du capitalisme

EDMOND MALINVAUD

Réexamen de la théorie du chômage

Essai sur la théorie du chômage

MICHEL AGLIETTA et ANTON BRENDER

Les métamorphoses de la société salariale

•

Collection
"QUESTIONS D'ACTUALITÉ"

dirigée par Claude Glayman

ALFRED SAUVY

Le travail noir et l'économie de demain

•

MICHAEL KIDRON et DAN SMITH

Atlas du monde armé

Une véritable synthèse visuelle de l'information
disponible sur la guerre la paix et l'armement

ARL

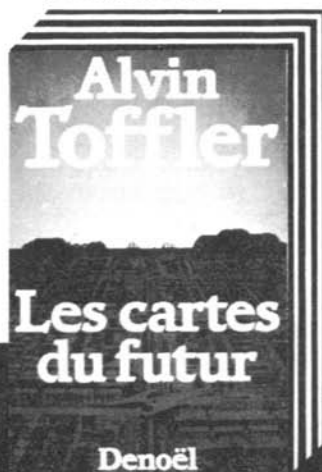
CALMANN-LÉVY

Alvin Toffler

Les cartes du futur

L'auteur du **"choc du futur"** définit ici des perspectives et propose des solutions originales pour sortir de la crise. **"les cartes du futur"**, parce qu'elles touchent aussi bien au travail qu'à la famille, au sexe qu'à la politique, à la fiscalité qu'au racisme, sont entre les mains de chacun de nous.

DOCUMENT



DENOËL



Outre des livres d'économie, les Editions du CNRS publient de nombreux ouvrages de référence dans toutes les disciplines des sciences exactes et des sciences humaines.

cahiers du séminaire d'économétrie / N° 25

METHODS ECONOMETRIQUES - MONNAIE - CYCLE - PRIX FICTIFS

direction : Edmond Malinvaud

● différentes études attestant du renouveau en France des recherches concernant les méthodes économétriques : comparaison des propriétés des estimateurs ridge avec ceux obtenus par la méthode des moindres carrés, divers tests d'exogénéité appliqués à l'étude économétrique de la politique monétaire dans une économie ouverte ; etc.

16 x 24 / 188 p. / broché

32 fig. / 3 tabl.

ISBN 2-222-03229-6

150 F

- structures productives européennes - analyse prétopologique des phénomènes de dépendances industrielles (ouvrage collectif) 60 F
- prix relatifs des produits primaires et développement, resp. P. Guillaumont 60 F
- aux origines du retard économique de l'Espagne XVI^e-XIX^e siècles (ouvrage collectif) 87 F
- la théorie économique et l'espace géographique, par J. Desrousseaux .. 80 F
- modèles de l'économie publique, par R. Guesnerie 90 F
- l'intégration de la monnaie de crédit dans le circuit économique, par B. Rizzo 99 F
- formation et emploi (colloque) 89 F
- l'influence de la dépréciation monétaire sur les droits des obligations en République fédérale d'Allemagne, par H. Reinecker 52 F

Editions du CNRS
15 quai Anatole France. 75700 Paris

EUROPE 1995

MUTATIONS TECHNOLOGIQUES & ENJEUX SOCIAUX

Rapport de synthèse du programme FAST

Les sociétés industrielles se transforment profondément, sous l'influence des progrès scientifiques et technologiques. Une nouvelle croissance semble désormais possible, mais l'Europe n'en maîtrise pas encore toutes les conditions.

Ce rapport se fonde sur les recherches menées par cinquante équipes européennes de premier plan, et fait le point sur les changements en cours dans quelques domaines-clef comme les biotechnologies ou les technologies de l'information. Il montre leurs impacts possibles sur l'avenir des industries européennes, sur le travail, l'emploi et la vie quotidienne.

Ces mutations technologiques sont porteuses d'espoirs multiples. Mais l'innovation technologique seule ne suffit pas, elle doit s'insérer dans un processus plus vaste d'innovation sociale. En outre, aucun pays ne peut seul relever les défis contemporains : une coopération à l'échelle européenne s'impose.

Ce rapport nous le rappelle avec vigueur, et lance une série de propositions originales pour l'action.

Éditions Futuribles

100 FF. TTC (dont TVA 7 % = 6F54)

55, rue de Varenne. F-75007 Paris - France. Tél. 222 63 10

ABONNEMENT - ADHESION**ASSOCIATION INTERNATIONALE FUTURIBLES****A retourner au siège de l'Association****55, rue de Varenne - F - 75007 Paris, France**

Nom
Prénom (pour les organisations, nom du délégué)
Organisation
Profession ou secteur d'activité
Adresse
Tel

ADHESION

Je soussigné demande à adhérer à l'Association Internationale Futuribles comme :

- | | | |
|--|-----------------|-----------|
| ☐ Membre Associé | — pour un an | 8 000-FF |
| (personne morale) | — pour deux ans | 15 000-FF |
| ☐ Membre Actif | — pour un an | 2 000-FF |
| (personne physique) | — pour deux ans | 3 500-FF |
| ☐ Membre Adhérent | — pour un an | 500-FF |
| | — pour deux ans | 900-FF |

ABONNEMENT A LA REVUE FUTURIBLES

Je désire souscrire un abonnement à la revue mensuelle "Futuribles" :

- | | | | | |
|--|----------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| | ☐ France* | ☐ CEE | ☐ Etranger | ☐ Par avion |
| ☐ pour un an | 340-FF | 340-FF | 375-FF | 450-FF |
| ☐ pour deux ans | 640-FF | 640-FF | 710-FF | 760-FF |

Les étudiants peuvent bénéficier d'une remise de 50 % sur les prix ci-dessus

ABONNEMENT AU BULLETIN BIBLIOGRAPHIE PROSPECTIVE

Je désire souscrire un abonnement au bulletin mensuel "bibliographie prospective" :

- | | | | | |
|--|----------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| | ☐ France* | ☐ CEE | ☐ Etranger | ☐ Par avion |
| ☐ pour un an | 884-FF | 884-FF | 980-FF | 1 015-FF |
| ☐ pour deux ans | 1 600-FF | 1 600-FF | 1 800-FF | 1 870-FF |

* TVA 4 % Inclus

REGLEMENT

- ☐ chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de FUTURIBLES
☐ virement bancaire (Crédit Lyonnais, Agence X 424, 205, boulevard Saint Germain, 75007 Paris, Compte n° 6171Y)
☐ sur envoi d'une facture

Date

Signature

Association Internationale Futuribles

*Un réseau international d'information, d'étude et d'échanges
sur ce qui peut advenir et ce qui peut être fait...*

- Détecter, évaluer, les idées, les innovations, les faits porteurs d'avenir ; identifier — avant qu'ils ne deviennent brûlants — les problèmes-clefs de demain, cerner les futurs potentiels, définir ce qui peut advenir et ce qui peut être fait.
- Assurer une confrontation permanente entre la recherche et l'action et susciter l'échange entre personnes de disciplines, d'idéologies et de pays différents afin d'aider à la compréhension du monde contemporain et aux défis du futur.

1. Une fonction d'information et d'analyse documentaire

- un bulletin de bibliographie analytique sur les principaux travaux de prospective, prévision, planification, réalisés à travers le monde (Bulletin bimestriel **Bibliographie Prospective**) ;
- des **bibliographies analytiques** par thèmes, sur demande ;
- des **dossiers de synthèse** faisant le point des recherches prospectives sur un problème donné ;
- l'Association Internationale Futuribles assure une **fonction vigie** permettant de détecter et d'évaluer les innovations, les idées, les faits porteurs d'avenir.

2. Une fonction d'entraînement et d'assistance technique à la réflexion prospective

- l'élaboration de **matériel pédagogique** : initiation à la démarche prospective et à ses outils.
- des actions de **formation**
- des actions d'**assistance technique** à des groupes thématiques et/ou locaux.
- la mise sur pied de groupes de travail à dimension prospective, voire d'**instances de prospective régionales** (Futuribles régionaux).

3. Un instrument de réflexion et d'échange au plan international

Sur les principaux enjeux contemporains l'Association Internationale Futuribles organise régulièrement : des **tables-rondes**, des **journées d'études**, des **colloques** nationaux et internationaux.

4. Une fonction d'édition et de diffusion

Les opinions sur l'avenir doivent être livrées au public, clairement énoncées, ouvertement débattues, aussi l'Association Internationale Futuribles publie-t-elle :

- une **revue mensuelle Futuribles**
- un bulletin bi-mestriel **Bibliographie Prospective**
- une **lettre mensuelle d'information**
- une collection de livres

5. Une fonction d'études et de recherche

Catalyseur et coordonnateur, l'Association Internationale Futuribles engage des programmes prioritaires dont la réalisation est assurée par des équipes constituées à partir de son réseau d'experts, par exemple :

- Le programme **crise de l'Etat-protecteur et avenir des politiques sociales**
- **Progrès technique** (informatique) et **dynamique sociale**.

Elle mène, en collaboration avec les meilleurs spécialistes **des études de prospective appliquée** (avenir du livre, évolution des consommations et des modes de vie, risque pays).

*Président : Mahdi Elmandjra Vice-Présidents : Umberto Colombo, Jean Saint-Geours
Délégué Général, Secrétaire Général : Hugues de Jouvenel*

55, rue de Varenne. F-75007 Paris. France. Tél. (1) 222 63 10 + Telex FECPAR 201220 F

Association Internationale Futuribles

*Un réseau international d'information, d'étude et d'échanges
sur ce qui peut advenir et ce qui peut être fait...*

- Détecter, évaluer, les idées, les innovations, les faits porteurs d'avenir ; identifier — avant qu'ils ne deviennent brûlants — les problèmes-clefs de demain, cerner les futurs potentiels, définir ce qui peut advenir et ce qui peut être fait.
- Assurer une confrontation permanente entre la recherche et l'action et susciter l'échange entre personnes de disciplines, d'idéologies et de pays différents afin d'aider à la compréhension du monde contemporain et aux défis du futur.

1. Une fonction d'information et d'analyse documentaire

- un bulletin de bibliographie analytique sur les principaux travaux de prospective, prévision, planification, réalisés à travers le monde (Bulletin bimestriel **Bibliographie Prospective**) ;
- des **bibliographies analytiques** par thèmes, sur demande ;
- des **dossiers de synthèse** faisant le point des recherches prospectives sur un problème donné ;
- l'Association Internationale Futuribles assure une **fonction vigie** permettant de détecter et d'évaluer les innovations, les idées, les faits porteurs d'avenir.

2. Une fonction d'entraînement et d'assistance technique à la réflexion prospective

- l'élaboration de **matériel pédagogique** : initiation à la démarche prospective et à ses outils.
- des actions de **formation**
- des actions d'**assistance technique** à des groupes thématiques et/ou locaux.
- la mise sur pied de groupes de travail à dimension prospective, voire d'**instances de prospective régionales** (Futuribles régionaux).

3. Un instrument de réflexion et d'échange au plan international

Sur les principaux enjeux contemporains l'Association Internationale Futuribles organise régulièrement : des **tables-rondes**, des **journées d'études**, des **colloques** nationaux et internationaux.

4. Une fonction d'édition et de diffusion

Les opinions sur l'avenir doivent être livrées au public, clairement énoncées, ouvertement débattues, aussi l'Association Internationale Futuribles publie-t-elle :

- une **revue mensuelle Futuribles**
- un bulletin bi-mestriel **Bibliographie Prospective**
- une **lettre mensuelle d'information**
- une collection de livres

5. Une fonction d'études et de recherche

Catalyseur et coordonnateur, l'Association Internationale Futuribles engage des programmes prioritaires dont la réalisation est assurée par des équipes constituées à partir de son réseau d'experts, par exemple :

- Le programme **crise de l'Etat-protecteur et avenir des politiques sociales**
- **Progrès technique** (informatique) et **dynamique sociale**.

Elle mène, en collaboration avec les meilleurs spécialistes **des études de prospective appliquée** (avenir du livre, évolution des consommations et des modes de vie, risque pays).

*Président : Mahdi Elmandjra Vice-Présidents : Umberto Colombo, Jean Saint-Geours
Délégué Général, Secrétaire Général : Hugues de Jouvenel*

55, rue de Varenne, F-75007 Paris, France. Tél. (1) 222 63 10 + Telex FECPAR 201220 F

Wouter van Ginneken	3	<i>Réduction de la semaine de travail et emploi</i>
Jean-Philippe Barde	37	<i>Les incidences sociales des politiques de l'environnement</i>
Ignacy Sachs	50	<i>Développement local et sorties de crise dans la société industrielle</i>

Forum

Guy Aznar	25	« Les cartes du futur »
Patrice Amade	30	« Comment vivrons-nous demain »
Jean Saint-Geours	45	<i>Electronique, emploi et société de l'intelligence</i>

Futur-Information

57	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
62	<i>Les actualités prospectives</i>

Bibliographie

69	<i>Analyses critiques</i>
78	<i>Comptes-rendus</i>

81

Dossier spécial : *les études sur le futur*. Eléments de bibliographie réunis par l'Association Internationale Futuribles.